



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 11 MARS 1916

QUEBEC, SATURDAY, 11th MARCH, 1916

Nomination

Appointment

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du deuxième jour de février 1916, de nommer M. Arthur Ernest Paquette, avocat, de la ville de Shawinigan Falls, recorder de la dite ville. 1277

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased, by order in Council, dated the second day of February, 1916, to appoint Mr. Arthur Ernest Paquette, advocate of the town of Shawinigan, Falls, recorder of said town. 1278

Avis du Gouvernement

Government Notices

Bélisle Frères, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour de mars 1916, constituant en corporation MM. Joseph Louis Auguste Bélisle, entrepreneur-plombier; Joseph Napoléon Raoul Bélisle, comptable; M. Téléphore Bélisle, ferblantier-couvreur, Bernard Damiens, entrepreneur; Joseph Horace David, avocat; Joseph Sergius, Henri Bélisle, poseur d'appareils à chauffage, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exécuter en général le commerce de plombiers, poseurs d'appareils à vapeur, d'ingénieurs pour l'installation d'appareils de chauffage sanitaire, mécaniciens et électriciens et entrepreneurs-généralistes, exercer l'industrie de marchands, manufacturiers

Bélisle Frères, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1916, incorporating MM. Joseph Louis Auguste Bélisle, master plumber; Napoléon Raoul Bélisle, accountant; M. Téléphore Bélisle, tinsmith and roofer, Bernard Damiens, contractor Joseph Horace David, advocate, Joseph Sergius Henri Bélisle, steam fitter, of the city of Montreal, for the following purposes:

To generally carry on the trade and business of plumbers, steam fitters, heating and sanitary engineers, machinists, electricians and general contractors; to carry on the business of merchants, manufacturers of and traders in machinery and all

7 6 MAR 1916

turiers et commerçants de toutes sortes de machineries et toutes sortes de métaux et tous matériaux et fournitures manufacturés avec des métaux ou s'y rapportant;

Acquérir, posséder, détenir et aliéner des actions, obligations ou autres garanties dans toute corporation exerçant un commerce semblable à celui pour lequel cette dite compagnie demande l'incorporation; acquérir en tout ou en partie la clientèle, les droits, la propriété et les biens de tout individu, société, association de corporation et les payer en tout ou en partie, en argent ou en obligations ou en parts ou actions; faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la co-opération, la fusion ou autres concessions réciproques, et aider par la garantie des contrats, endossements ou autrement, toute personne, société ou corporation exerçant ou se proposant d'exercer un commerce semblable à celui de cette compagnie; et exercer en général tout commerce propre à l'accomplissement des objets pour lesquels cette compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Bélisle, Frères, Limitée", avec un fonds social de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mars 1916.

C. J. SIMARD,

1275—10-2 Sous-secrétaire de la province.

kinds of metals, materials and supplies manufactured out of metals or incidental thereto;

To acquire, own, hold and alienate shares, bonds or other securities in any corporation carrying on a business similar to that for which incorporation is now sought by the company; to acquire in whole or in part the goodwill, rights, property and assets of any individual, firm, association or corporation, and to pay for same in whole or in part in cash or in bonds or in shares or stock; to enter into any arrangements for the sharing of profits, union of interests, co-operation, amalgamation or other reciprocal concessions, and to aid by way of guarantee of contracts, endorsements or otherwise any person, firm or corporation carrying on or about to carry on any business similar to that of this company, and generally to carry on any business conducive to the attainment of the objects for which this company is incorporated under the name of "Bélisle Frères, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of March 1916.

C. J. SIMARD,

1276—10-2 Assistant-Provincial-Secretary.

La Compagnie La Gerbe d'Or, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29 février 1916, constituant en corporation M.M. Salluste Lavery, avocat, de la ville de Longueuil; Henri Prieur, étudiant en droit; Joseph Eugène Fournier, agent; Thomas Robillard, huissier et Antoinette Lachance, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir et prendre charge du commerce et de la manufacture actuellement en exploitation par M. J. F. O. Marchand, sous les nom et raison social de la "Gerbe d'Or", dans les cité et district de Montréal, ainsi que le passif et l'actif du dit négoce, et à payer le coût de telle acquisition soit en argent, soit en actions libérées et non sujettes à appel de la compagnie ou par autres moyens;

Acheter, acquérir ou entreprendre la totalité ou aucune partie du commerce, biens et passif de toute personne, société commerciale ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de biens convenables pour les fins de cette compagnie et les payer en émettant des actions entièrement acquittées ou autrement;

Faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risque conjoint, concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou personnes ou compagnies exerçant ou étant engagées ou sur le point d'exercer ou de s'engager dans tout commerce et transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou entreprendre, ou tout commerce ou transaction susceptible d'être conduite de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Promouvoir toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucun des biens et obligations de cette compagnie ou pour toute autre fin qu'il paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie;

La Compagnie La Gerbe d'Or, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of February, 1916, incorporating M.M. Salluste Lavery, advocate, of the town of Longueuil; Henri Prieur, student at law; Joseph Eugène Fournier, agent; Thomas Robillard, bailiff and Antoinette Lachance, stenographer; of the city of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over the business and factory now operated by Mr. J.-F.-O. Marchand, under the firm name and style of "La Gerbe d'Or" in the city and district of Montreal, together with the assets and liabilities of said business and to pay for the above either in cash or in paid up and non assessable shares of the company or otherwise;

To purchase, acquire or take over the whole or any part of the business, assets and liabilities of any person, firm or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for same by an issue of fully paid up shares of the company or otherwise;

To enter into arrangements for the sharing of profits, union or interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or persons, or companies carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business and transaction which this company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction calculated, directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring the whole or any part of the property and liabilities of this company or for any other purposes calculated, directly or indirectly, to benefit this company;

Souscrire ou autrement acquérir et détenir, soit en qualité de principaux ou agents et comme propriétaires absolus ou au moyen de garanties collatérales, et échanger ou autrement disposer des actions du capital, obligations ou débetures de toute compagnie ou corporation avec laquelle cette compagnie a ou est sur le point d'avoir des relations commerciales et prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exercer tout commerce capable d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Se fusionner avec toute autre personne ou personnes ou compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables ou transférables;

Faire les affaires de commerçants, manufacturiers, importateurs, exportateurs, agents ou courtiers à commission dans les pâtes alimentaires conserves, huiles végétales et autres provisions et à les convertir en diverses substances et produits par des procédés secrets ou autrement;

Acquérir certain secret ou autres procédés se rapportant aux objets précités et manufacturer, acquérir, acheter, vendre ou autrement faire le commerce de machineries, matériels, outils, accessoires et matières de toutes descriptions, utilisés dans les usines, outillages ou opérations, susdites ou accessoires à toutes patentes ou procédés brevetés, qu'ils soient détenus ou contrôlés par cette compagnie ou autrement, convenables ou nécessaires pour le bon exercice des affaires de cette compagnie, et agir en qualité d'agents courtiers ou sur commission dans l'achat, la vente ou autre transaction dans les articles susdits, et payer pour les dits procédés, machineries, matériel, outils, accessoires et matières avec des actions entièrement acquittées et non sujettes à appel de la compagnie ou autrement;

Acheter, vendre, manufacturer, manipuler, importer, exporter et faire le commerce de toutes substances, appareils et choses capables d'être utilisés dans tout tel commerce susdit, soit en gros ou en détail;

Acheter, louer, ou autrement acquérir pour placement ou revente et détenir comme propriétaires absolus ou comme créanciers hypothécaires ou autrement, et en général faire le commerce d'immeubles et propriétés de descriptions et état quelconques ou tout intérêt en ceux, et les payer en actions, obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Vendre, louer ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de cette compagnie, et d'accepter en paiement des actions obligations ou débetures de toute autre compagnie ou autrement;

De bâtir, installer et exploiter les usines, machineries et installations de tous genres nécessaires ou utiles à la compagnie;

Payer, en argent, actions entièrement acquittées du capital actions de la compagnie, ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus en rapport avec le placement des actions de cette compagnie, ou de garanties de la compagnie, ou pour la conduite des affaires de la compagnie;

Exploiter tout autre commerce, manufacture ou autre qui puisse être conduit avec avantage dans l'intérêt de la compagnie ou puisse directement être à son avantage;

Les pouvoirs dans chaque paragraphe des présentes ne seront en aucune manière limitée ou

To subscribe for or otherwise acquire and hold, either as principals or agents and as absolute proprietors or by way of collateral securities, and to exchange or otherwise dispose of shares of the capital stock, bonds or debentures of any company or corporation with which this company has or is about to have business dealings and to take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or partly similar to those of this company, or to carry on any business capable of being conducted so as to benefit, directly or indirectly, this company;

To amalgamate with any other person or persons or companies having objects altogether or partly similar to those of this company;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable and transferable instruments;

To carry on the business of traders in, manufacturers, importers and exporters, commission agents or brokers of prepared foods, canned goods, vegetable oils and other provisions, and to turn the same into various substances and products by secret processes or otherwise;

To acquire certain secrets or other processes incidental to the aforesaid objects and to manufacture, acquire, purchase, sell or otherwise deal in machinery, materials, equipment, accessories, and products of every kind utilized in work shops, plants or aforesaid businesses or accessories to any patents or patented processes whether held or controlled by this company or not, or which may be suitable or necessary for the proper carrying on of the business of this company, and to act as agents brokers or commission merchant in the purchase, sale or other dealing in the aforesaid articles, and to pay for said processes, machinery, materials, equipment and products with fully paid up and non-assessable shares of the company or otherwise;

To purchase, sell, manufacture, handle, import, export and deal in any substances, apparatuses and things capable of being utilized in any of the aforesaid businesses, either wholesale or retail,

To purchase, lease or otherwise acquire for investment or resale and to hold as absolute proprietors or as hypothecary creditors or otherwise and generally deal in real estate and property of any kind and description or any interest therein and to pay for same in shares, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise;

To sell, lease or otherwise dispose of the whole or any part of the property and rights of this company and to accept in payment thereof shares, bonds or debentures of any other company or otherwise;

To build, instal and operate work shops, machinery and plants or every kind necessary or suitable for the company;

To pay, in cash, fully paid up shares of the capital stock of the company or otherwise any person or company for services rendered in placing shares or securities of this company or in the conduct of the business of this company;

To carry on any other business, operate any manufactory or other plant capable of being conducted advantageously in the interests of the company or directly or indirectly for its benefit;

The powers in any of the above paragraphs to be in no wise limited or restricted by reference to

restreints par déduction ou induction des termes de tout autre paragraphe, sous le nom de "La Compagnie La Gerbe d'Or, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de février 1916.

C. J. SIMARD,

1287—10-2 Sous-secrétaire de la province.

Forest, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un février 1916, constituant en corporation MM. Médard Forest, commerçant, Helena Forest, professeur, Marie Emma Chevalier, sténographe, François Xavier Chevalier, senior, bourgeois, François Xavier Chevalier, junior, manufacturier, de l'Épiphanie, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie du tabac sous toutes ses formes, et vendre les produits en gros et en détail;

Préparer et mûrir le tabac en feuilles, acheter, importer, manufacturer, vendre et exporter le tabac sous toutes ses formes, posséder, acquérir, maintenir, poursuivre et faire le commerce, l'importation, l'exportation, la vente et la fabrication des cigares, cigarettes et tabac, en gros et en détail, s'occuper en général du commerce des articles, matériaux se rapportant et se rattachant directement ou indirectement, aux cigares, cigarettes et tabacs, et aux produits de tabacs de toutes sortes et en tous sens et particulièrement acheter, importer, manufacturer, imprimer, vendre et exporter les étiquettes (labels) de toutes sortes;

Eriger, acquérir ou autrement posséder des entrepôts ou bâtisses pour l'emmagasiner et la préparation du tabac, mettre en opération des manufactures pour la fabrication du tabac, établir toutes correspondances et agences pour sa vente et sa distribution;

Demander, acheter, acquérir, posséder ou s'assurer l'obtention, le contrôle de toutes patentes, brevets d'invention, droits de patentes, marques de commerce, raisons sociales, noms de commerce, formules, plans, recettes et en général de tout ce qui pourrait se rapporter aux affaires de la compagnie;

Acquérir par achat, concession, échange ou par tout autre titre légal les propriétés, les biens, les droits et les actifs de toute personnes ou personnes, société ou sociétés, compagnie ou compagnies faisant un commerce quelconque semblable en tout ou en partie à celui que dirige cette compagnie.

Se charger du tout ou d'une partie des biens et obligations de toute personne ou personnes, société ou sociétés, compagnie ou compagnies engagées dans toute industrie que la présente compagnie est autorisée d'entreprendre ou en possession de biens avantageux pour le bénéfice de la présente compagnie;

Acheter en général, prendre possession, louer à bail ou échanger, louer ou autrement acquérir tout bien meuble et immeuble avec tous les droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaires pour son industrie, et en particulier tous les terrains, bâtisses, entrepôts, obligations, machineries, outillages et stocks dans les affaires;

Acquérir et posséder des actions dans aucune autre compagnie, dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie, rémunérer toute

or inference from the terms of any other paragraph, under the name of "La Compagnie La Gerbe d'Or, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of February, 1916.

C. J. SIMARD,

1288—10-2 Assistant Provincial Secretary.

Forest, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1916, incorporating Messrs. Medard Forest, trader, Helena Forest, professor, Marie Emma Chevalier, stenographer, François Xavier Chevalier, senior, gentleman, François Xavier Chevalier, junior, manufacturer, of L'Épiphanie, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of tobacco in all branches thereof and to sell such manufactured products, wholesale and retail;

To prepare and cure leaf tobacco, purchase, import, manufacture, sell and export tobacco under all forms, own, acquire, maintain, pursue and carry on the business of wholesale and retail dealers, importers, exporters, sellers and manufacturers of cigars, cigarettes and tobacco, and generally to deal in articles and materials directly or indirectly incidental and accessory to cigars, cigarettes and tobacco and tobacco products of all kinds and especially to purchase, import, manufacture, print, sell and export labels of every kind;

To erect, acquire or otherwise own warehouses or buildings for the storing and preparation of tobacco, operate factories for the manufacturing of tobacco, establish any corresponding agencies for the sale and distribution of its products;

To apply for, purchase, acquire, own or secure the acquisition and control of any patents, brevets d'invention, patent rights, trade marks, firm and trade names, formulas, plans, recipes and generally all things incidental to the business of the company;

To acquire by purchase, concession, exchange or any other legal title the property, rights and assets of any person or persons, firm or firms, company or companies carrying on any business altogether or partly similar to that carried on by this company;

To take over the whole or part of the assets and liabilities of any person or persons, firm or firms, company or companies engaged in any business which the present company is authorized to carry on or possessed of property which may be deemed advantageous to the present company;

Generally to purchase, hold, give on lease or exchange, lease or otherwise acquire any moveable and immoveable property with all rights and privileges which the company may deem necessary for its business and in particular all lands, buildings, warehouses, obligations, machinery, equipment and stock in-trade;

To acquire and hold shares in any other company the objects of which are similar to those of the present company, remunerate any

personne ou compagnie pour services rendus ou à être rendus en disposant ou aidant à disposer, ou garantissant la disposition d'un nombre d'actions dans le capital de la compagnie, ou des obligations ou des autres valeurs de la compagnie, ou par rapport à la formation ou à la promotion de la compagnie, ou la conduite de ses affaires, ou la vente ou la disposition de sa marchandise;

Emettre, faire, accepter, endosser, pour valeur ou en vue d'accommodation, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, chèques, lettres de crédit, lettres de change, traites, obligations, débetures et autres valeurs négociables et transférables;

Etablir et maintenir des magasins de gros et de détail, prendre les moyens de faire connaître les produits de la compagnie qui paraîtront convenable et particulièrement en annonçant dans les journaux, dans les circulaires ou autrement;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, céder, perfectionner ou autrement disposer du tout ou d'une partie de la propriété, des biens de la compagnie;

Se fusionner, se consolider ou s'amalgamer avec toute autre personne, ou personnes, société ou sociétés, compagnie ou compagnies ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

Distribuer en espèces ou en valeurs, par dividendes ou autrement, aucun des biens de la compagnie et particulièrement des actions entièrement acquittées, des débetures ou stock de débetures, actions privilégiées ou ordinaires parmi ses membres;

Agir comme agents ou représentants de toutes personnes, sociétés ou compagnies, ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie;

Faire toutes les choses, exercer tous les pouvoirs et faire tout commerce incidents à l'exercice des fins pour lesquelles cette compagnie est incorporée, sous le nom de "Forest Limitée", avec un fonds social de dix-neuf mille piastres (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est l'Épiphanie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1916.

C. J. SIMARD,

1139—9-2 Sous-secrétaire de la province.

Imprimerie Carmel, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-troisième jour de février 1916, constituant en corporation Adjueteur Carmel, commis; Dame Veuve Sarah Lesieur, propriétaire; Joseph Chagnon, typographe, de Montréal; Armand Monette, typographe, de Verdun; Jean-Charles Vauthier, estimateur, de Montréal, dans les buts suivants:

Pratiquer l'industrie et le commerce d'imprimerie, de gravure, de photographie, de reliure, de librairie, d'illustration, de papeterie, d'objets d'art et de tout ce qui n'est pas incompatible avec ces commerces et industries;

Editer, imprimer, publier, acheter et vendre des livres, brochures, revues, journaux et toutes publications périodiques ou autres;

Acheter, louer, exploiter à quelque titre que ce soit, des journaux, revues, publications ou autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires ou correspondant aux divers commerces et industries qu'elle pratiquera; vendre, louer, affermer ou faire exploiter, en tout

person or company for services rendered or to be rendered in the placing or assisting to place or guaranteeing the placing of a certain number of shares in the capital stock of the company, or bonds or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business or the sale and placing of its goods;

To issue, draw, accept and endorse, for value or accommodation, discount, execute and issue promissory notes, cheques, letters of credit, bills of exchange, drafts, bonds, debentures and other negotiable and transferable instruments;

To establish and maintain wholesale and retail stores, adopt such means of making known the products of the company as may be deemed suitable, especially by advertising in the press, circulars or otherwise;

To sell, improve, manage, develop, exchange, convey, ameliorate or otherwise dispose of the whole or any part of the property and assets of the company;

To unite, combine or amalgamate with any other person or persons, firm or firms, company or companies having objects altogether or partly similar to those of this company;

To distribute among its members, in specie or kind, by way of dividends or otherwise, any of the property of the company and especially fully paid up shares, debentures or debenture stock, preferred or common stock;

To act as agents or representatives of any persons firms or companies having objects altogether or partly similar to those of this company;

To do all things, exercise all powers and carry on business incidental to the due carrying on of the objects for which this company is incorporated, under the name of "Forest limitée", with a capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00), divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at L'Épiphanie.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of January, 1916.

C. J. SIMARD,

1140—9-2 Assistant Provincial Secretary.

Imprimerie Carmel, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty third day of February, 1916, incorporating Adjueteur Carmel, clerk; Dame Widow Sarah Lesieur, property owner; Joseph Chagnon, printer, of Montreal; Armand Monette, printer, of Verdun; Jean Charles Vauthier, valuator, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of printers, engravers, photogrovers, book-binders, book-sellers, illustrators, stationers, artists and any other trade of business which may be incidentally carried on in connection with the above;

To edit, print, publish, purchase and sell books, pamphlets, reviews, newspapers, periodicals or other publications;

To purchase, lease, operate under any title whatever, newspapers, reviews, publications or other undertakings, together with the plants, factories, stores and offices necessary or suitable for the divers trades and businesses it may engage in; to sell, lease, rent or cause the exploitation, in

ou en partie, par d'autres personnes ou compagnies, des journaux, publications et autres entreprises, ainsi que les ateliers, fabriques, magasins et bureaux nécessaires ou correspondant à ces diverses entreprises;

S'associer ou se fusionner, par vente, par achat ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant des industries ou négoce analogues à ceux qu'elle pratique ou peut pratiquer;

Acquérir, louer, posséder, à quelque titre que ce soit, des biens mobiliers et immobiliers; les revendre, les louer ou en disposer de toute autre manière;

Acquérir, détenir et posséder des actions ou obligations d'autres compagnies ou corporations faisant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Donner des actions libérées de la compagnie, en paiement total ou partiel: 1. du prix des biens meubles et immeubles acquis par la compagnie; 2. de toute licence, bail ou privilège exercé par la compagnie; 3. avec l'approbation des actionnaires de tout travail fait ou à faire par la compagnie ou de tout service à elle rendu ou à rendre;

Acquérir et prendre en son nom comme industrie active et commerce en opération, l'industrie et le commerce aujourd'hui exercés par Edgar Carmel, à Montréal, et ailleurs, comme imprimeur éditeur et relieur, et assumer en tout ou en partie les obligations du propriétaire se rattachant à cette industrie, et à les payer en tout ou en partie, soit en argent, soit en parts acquittées et non appelables de la compagnie, sous le nom de "Imprimerie Carmel, limitée", avec un fonds social de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en cent cinquante (150) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1916.

C. J. SIMARD,
1177—9-2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie Castonguay, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre février 1916, constituant en corporation MM. Elzéar Castonguay et Gustave Castonguay, entrepreneurs généraux, Victor Castonguay, commis, Zacharie Castonguay, ingénieur-mécanicien, Joseph Jean, avocat, de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, dans les buts suivants:

Contracter à l'entreprise ou autrement tous travaux de construction, de réparation et autres;

Agir comme entrepreneurs généraux dans toutes espèces d'ouvrages;

Acquérir, posséder et mettre en opération des moulins et manufactures concernant toutes entreprises de la compagnie;

Faire le commerce en gros et en détail, de toutes sortes de marchandises et effets, en rapport avec les entreprises de la compagnie et spécialement, le commerce du bois et de la ferronnerie;

Acquérir et posséder, pour les fins de ses affaires, des meubles et des immeubles, quelle pourra vendre, aliéner, échanger, louer, ou autrement en disposer;

Avoir le droit de payer toute propriété, mobilière et immobilière, matériel roulant et matériels de toutes sortes qu'elle acquerra par des actions acquittées et non sujettes à appel;

whole or in part, by other persons or companies, newspapers, publications and other undertakings, with the plants, factories, stores and offices necessary or incidental to such various undertakings;

To enter into partnership or amalgamation, by sale, purchase or otherwise, with any person or company carrying on any business or trades similar to those which the company does or may carry on;

To acquire, lease, own, under any title whatever, moveable and immoveable property; resell, lease and dispose of same in any other way;

To acquire, hold and own shares or bonds of other companies or corporations carrying on a business altogether or partly similar to that of the company;

To hand over paid up shares of the company in full or part payment of: 1. the purchase price of moveable and immoveable property acquired by the company; 2. any license, lease or privilege exercised by the company; 3. with the approval of the shareholders, any work done or to be done or any service rendered or to be rendered by the company;

To acquire and take over as a going concern the trade and business now carried on by Edgar Carmel, at Montreal and elsewhere, as printer, publisher and book-binder, and to assume the whole or part of the liabilities of said Edgar Carmel in connection with such trade and business and to pay for same altogether or partly in cash or in paid up and non-assessable shares of the company, under the name of "Imprimerie Carmel, Limitée", with a capital stock of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into one hundred and fifty (150) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of February, 1916.

C. J. SIMARD,
1178—9-2 Assistant-Provincial Secretary.

La Compagnie Castonguay, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of February, 1916, incorporating Messrs. Elzéar Castonguay and Gustave Castonguay, general contractors, Victor Castonguay, clerk, Zacharie Castonguay, mechanical engineer, Joseph Jean, advocate, of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, for the following purposes:

To undertake by contract or otherwise any construction, repair or other works;

To act as general contractors for works of every kind;

To acquire, own and operate mills and factories incidental to any of the company's undertakings;

To carry on the business of wholesale and retail dealers in all kinds of goods and merchandise relating to the company's undertakings and especially the business of lumber and hardware dealers;

To acquire and own, for its business purposes, any moveables and immoveables with power to sell, alienate, exchange, lease or otherwise dispose of same;

To be empowered to pay for any moveable and immoveable property, rolling stock and materials of every kind which it may acquire, with paid up and non assessable shares;

Emprunter et hypothéquer, tous ou partie de ses immeubles, transporter en garantie ou en gage, tous ou parties de ses meubles, emprunter de toutes personnes ou corporations, en émettant des billets, obligations ou débetures, et, en général, exercer tous pouvoirs nécessaires pour atteindre les fins, pour lesquels la compagnie est constituée, sous le nom de "La Compagnie Castonguay, Limitée", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de février 1916.

C. J. SIMARD,

1171-9-2 Sous-secrétaire de la province.

Quebec Preserving, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-deuxième jour de février 1916, constituant en corporation MM. Louis Létourneau et Elzéar Letourneau, marchands, Alphonse Gauvin, Frédéric Dufour, et Ernest Trudel, comptables, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Faire le commerce de gros et détail comme marchands épiciers, de liqueurs, de provisions et de toute autre marchandise;

Acheter, préparer, manufacturer et vendre des épicerie, produits alimentaires, liqueurs, sirops et autres effets et marchandises dépendant de ce commerce;

Acquérir, posséder, louer, donner à bail, vendre, échanger, ou hypothéquer des propriétés immobilières pour les fins du dit commerce;

Acheter, accepter en paiement ou vendre des actions dans d'autres compagnies incorporées;

Tenir des entrepôts et réfrigérateurs pour leur usage personnel et celui du public, avec droit d'émettre des reçus d'entrepôt et de prélever des loyers, commissions et contributions et en général faire tout ce qui dépend de ce genre de commerce;

Acquérir, louer ou échanger, en tout ou en partie le fonds de commerce, les crédits, l'achalandage, les marques de commerce et autres droits et intérêts appartenant à des compagnies incorporées, des sociétés ou individus;

Emettre et répartir en tout ou en partie, les actions acquittées du capital social, les obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement de toutes propriétés mobilières ou immobilières, et de tous droits et intérêts acquis par la compagnie;

Vendre, louer, engager, céder et transporter la totalité ou aucune partie des biens, droits, franchise, clientèle, commerce ou licence de la compagnie à toute autre compagnie, société ou individu, exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie, et en paiement d'iceux, accepter de l'argent, des actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute telle compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, se rapportant au commerce principal de la compagnie, ou de nature à en augmenter la valeur ou lui être profitable d'aucune manière;

Se fusionner avec toute autre compagnie exerçant un commerce semblable ou toute industrie se rapportant au commerce de la compagnie, et acquérir d'aucune manière les biens, franchises, contrats et commerce de toute autre compagnie et les payer, soit en argent, débetures ou autres valeurs de la compagnie;

To borrow, and hypothecate the whole or part of its immovables, pledge the whole or part of its moveables, to borrow from any persons or corporations on notes bonds or debentures issued by the company, and generally exercise all such powers as may be conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "La Compagnie Castonguay, Limitée", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Pointe-aux-Trembles, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1916.

C. J. SIMARD,

1172-9-2 Assistant Provincial Secretary.

Quebec Preserving, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1916, incorporating Messrs. Louis Letourneau and Elzéar Letourneau, merchants, Alphonse Gauvin, Frederic Dufour and Ernest Trudel, accountants, of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of dealers in groceries, liquors, provisions and goods of all kinds and description;

To buy, prepare, manufacture and sell groceries, food stuffs, liquors, syrups and other goods and merchandise incidental to the above business;

To acquire, own, rent, give on lease, sell, exchange or hypothecate any immovable property for the purposes of said business;

To buy, accept in payment or sell shares in other incorporated companies;

To operate warehouses and cold storages for their own personal use and public use, with power to issue warehouse receipts and to collect rents, commission fees and contributions and generally carry on any other business incidental to the above;

To acquire, lease or exchange, in whole or in part, the stock in trade, credits, goodwill, trade marks and other rights and interests belonging to incorporated companies, firms or individuals;

To issue and allot, in whole or in part, paid up shares of the capital stock bonds or other securities of the company, in payment of any moveable or immovable property and of any rights and interests acquired by the company;

To sell, lease, pledge, convey and transfer the whole or any part of the property, rights, franchise, goodwill, business or license of the company to any other company, firm or individual carrying on any business similar to that of this company and in payment thereof to accept cash, shares, bonds, debentures or other securities of any such company;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, relating to the principal business of the company, or calculated to enhance the value of or render profitable in any way said business;

To amalgamate with any other company carrying on any similar business or any industry incidental to the company's business and to acquire in any wise the property, franchises, contracts and business of any other company and to pay for same either in cash, debentures or other securities of the company;

Promouvoir toute autre compagnie subsidiaire semblable ou quasi-semblable et en devenir actionnaire;

Agir comme agent ou courtier de marchands et manufacturiers pour la vente de marchandises et effets relatifs avec le dit commerce;

Et sans limiter la généralité des susdits pouvoirs, faire toutes choses et affaires qui peuvent être jugées nécessaires et utiles relatives aux fins pour lesquelles la dite compagnie est incorporée, sous le nom de "Quebec Preserving, limited", avec un fonds social de quatre cent mille piastres (\$400,000.00), divisé en quatre mille (4000), actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-deuxième jour de février 1916.

C. J. SIMARD,
1169—9-2 Sous-secrétaire de la province.

Les Ateliers de Lithographies de Québec, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf février 1916, constituant en corporation MM. Joseph Armand Bériau, gérant, Olivier Lalonde, assistant surintendant, René Couture, gérant, Joseph Couture, comptable, et Germain Bériau, artiste lithographe, de Québec dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de l'impression au moyen de procédés lithographiques, photo-lithographiques, photo-mécaniques, heliogravure, vélogravure, intaglio, mezzo-gravure, gravure sur zing, gravure sur acier, totogravure, photo-gravure ou tout autre procédé quelconque;

Exercer l'industrie de stéréogravure, électrogravure, de la fabrication de caractères d'imprimerie, vignettes, blocs, plaques ou tous autres articles utiles aux imprimeurs, photographeurs, relieurs ou artistes et photographes;

Exercer l'industrie de décorateurs et imprimeurs sur métal, verre ou autre composition et de l'impression de la soie, coton et autres textiles;

Exercer l'industrie de relieurs, fabrication de boîtes et enveloppes;

Faire le commerce de marchandises et effets de commerce généralement quelconque;

Acheter, construire, vendre ou acquérir des propriétés, bâtisses et terrains;

Acheter, vendre et acquérir des formules et brevets d'invention, procédés et recettes;

Agir comme agents pour d'autres compagnies ou personnes pour la vente de leurs produits ou pour autres fins;

Payer en actions acquittées de la compagnie les propriétés, brevets, formules, recettes ou procédés ainsi que les services rendus;

S'occuper de la reproduction d'œuvres d'art;

Rédiger, publier, imprimer, illustrer, brocher, relier des journaux, revues, périodiques, pamphlets, circulaires et autres publications soit pour la compagnie, soit pour d'autres personnes, sociétés, corporations ou compagnies, sous le nom "Les Ateliers de Lithographie de Québec, Limitée", avec un fonds social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de février 1916.

C. J. SIMARD,
1173—9-2 Sous-secrétaire de la province.

To promote any other company, subsidiary, similar or quasi similar and to become a shareholder therein;

To act as agent or broker for merchants and manufacturers for the sale of goods and merchandise incidental to said business;

And without limiting the generality of the aforesaid powers, to do all things and carry on any business which may be deemed necessary, suitable and incidental to the purposes for which the said company is incorporated, under the name of "Quebec Preserving, limited", with a capital stock of four hundred thousand dollars (\$400,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1916.

C. J. SIMARD,
1170—9-2 Assistant Provincial Secretary.

Les Ateliers de Lithographies de Québec, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1916, incorporating Mssrs. Joseph Armand Bériau, manager; Olivier Lalonde, assistant-superintendent; René Couture, manager; Joseph Couture, accountant and Germain Bériau, lithographer, of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of engravers by means of various processes, namely, lithography, photolithography, photo-mechanical, heliogravure, vélogravure, intaglio, mezzo-tint, zincography, steel engraving, totogravure, photo-gravure or any other process whatever;

To carry on the business of stereogravure, electrogravure, manufacturers of types, line-engravings, blocks, plates or any other articles usefull to printers, photo-engravers, binders or artists and photograpers;

To carry on the business of decorators and engravers on metal, glass, or other compound and printers on silk, cotton and other textiles;

To carry on the business of book binders, manufacturers of boxes and envelopes;

To deal in merchandise and commercial goods generally whatsoever;

To buy, construct, sell or acquire any property, buildings and lands;

To buy, sell and acquire formulas, patents, processes and recipes;

To act as agents for other companies or persons for the sale of their products or for other purposes;

To give paid up shares of the company in payment of any property, patents, formulas, recipes or processes and for services rendered;

To engage in the reproduction of art works;

To edit, publish, print, illustrate, stitch, bind newspapers, reviews, periodicals, pamphlets, circulars and other publications either for the company or for other persons, firms corporations or companies, under the name of "Les Ateliers de Lithographie de Québec, Limitée" with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00) divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be at Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1916.

C. J. SIMARD,
1174—9-2 Assistant Provincial Secretary.

L'Association Civile de Recrutement du District de Québec.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes, en date du 24 février 1916, constituant en corporation l'Honorable Sir Lomer Gouin, avocat et Conseil du Roi; l'Honorable Adéland Turgeon, avocat et Conseil du Roi; Sir Georges Garneau, chevalier; Napoléon Drouin, négociant; James McCarthy, ingénieur civil, de la cité de Québec; Alphonse Bernier, avocat et Conseil du Roi, de la ville de Lévis; Charles Smith, avocat et Conseil du Roi et Napoléon Lavoie, banquier, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Promouvoir et encourager le recrutement de soldats pour la Force Expéditionnaire Canadienne dans toute la province de Québec;

Et à cette fin, faire tous les actes et choses, transiger toutes affaires, acquérir, posséder et détenir tous les biens ou autres propriétés qui peuvent être nécessaires ou utiles ou yant rapport à la bonne exécution des objets pour lesquels l'incorporation est maintenant demandée, ou dans le but d'augmenter, étendre ou avancer, en aucune manière, les intentions, buts et étendues des affaires de la compagnie devant être incorporée par les présentes;

Emettre et répartir, comme actions acquittées du capital-actions de cette compagnie, en considération de droits, intérêts ou autres biens achetés ou acquis ou pour travail fait, ou pour garantie donnée ou devant être donnée, ou pour services rendus dans l'intérêt de la compagnie;

Les pouvoirs spécifiés dans les paragraphes susdits ne sont pas limitatifs, sous le nom de "L'Association Civile de Recrutement du district de Québec, avec un fonds social de quarante-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quinze piastres (\$49,995.00), divisé en neuf mille neuf cent quatre vingt-dix-neuf (9,999) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de février 1916.

C. J. SIMARD,

1175-9-2 Sous-secrétaire de la province.

Security Agency, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-quatre février, 1916, constituant en corporation: M.M. LeBaron LeBlanc, inspecteur d'assurances, Charles-Edouard Arpin, assistant-gérant, Théophile Bertrand et Joseph Emile Rochon, teneurs de livres, Berthe Gonthier, sténographe, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter ou autrement acquérir, détenir, louer, posséder, hypothéquer, mortgager, grever ou autrement engager, donner en garantie ou en paiement, donner ou recevoir en échange, faire commerce, vendre ou autrement aliéner la propriété, les privilèges et droits, mobiliers et immobiliers, les débetures, les obligations et aussi les parts du capital-actions d'autres corporations ainsi que les biens débetures et les autres valeurs d'aucune autre compagnie ou corporation;

Emettre des débetures, des obligations, des actions libérées ou d'autres valeurs de la compagnie, en paiement ou pour d'autres fins, sous le nom de "Security Agency, Limited", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en deux cent cinquante (250) parts de vingt piastres (\$20.00) chacune.

L'Association Civile de Recrutement du District de Québec.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the 24th day of February, 1916, incorporating the Honourable Sir Lomer Gouin, advocate and King's Counsel; the Honourable Adéland Turgeon, advocate and King's Counsel; Sir George Garneau, knight; Napoléon Drouin, merchant; James McCarthy, civil engineer, of the city of Québec; Alphonse Bernier, advocate and King's Counsel, of the town of Lévis; Charles Smith, advocate and King's counsel and Napoléon Lavoie, banker, of the city of Québec, for the following purposes:

To promote and stimulate the recruitment of soldiers for the Canadian Expeditionary Forces throughout the Province of Québec;

And to that effect, do all acts and things, transact all business, acquire, own and hold any assets or other property which may be deemed necessary or suitable for and incidental to the due attainment of the objects for which incorporation is now sought, or which a view of increasing extending or furthering, in any wise, the business intentions, purposes and extents of the company hereby incorporated;

To issue and allot paid up shares of the capital stock of the company, as the consideration for rights, interests or other property, purchased or acquired, or for work done or security given or to be given or for services rendered in the company's interest;

The powers specified in the above paragraphs to be innowise limitative, under the name of "L'Association Civile de Recrutement du District de Québec" with a capital stock of forty nine thousand nine hundred and ninety five dollars, (\$49,995.00) divided into nine thousand nine hundred and ninety nine (9,999) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, to be in the city of Québec,

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1916.

C. J. SIMARD,

1176-9-2 Assistant Provincial Secretary.

Security Agency, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the twenty fourth day of February, 1916, incorporating Messrs. LeBaron LeBlanc, insurance inspector, Charles Edouard Arpin, assistant manager, Théophile Bertrand, and Joseph Emile Rochon, book-keepers Berthe Gauthier, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire, own, lease, possess, hypothecate, mortgage, pledge or otherwise engage, give in security or in payment, give or receive in exchange, trade in, sell or otherwise alienate property, claims and rights, moveable and immoveable, debentures, bonds and also shares in the capital stock of other corporations and property, debentures and other securities of other companies or corporations;

To issue debentures, bonds, paid up shares or other securities of the company, in payment or otherwise, under the name of "Security Agency, Limited", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00) divided into two hundred and fifty (250) shares of twenty dollars (\$20.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-quatrième jour de février 1916.

C. J. SIMARD,

1179—9-2 Assistant-Secrétaire de la province.

The principal place of the business of the corporation, is in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of February, 1916.

C. J. SIMARD,

1180—9-2 Assistant Provincial Secretary.

The Temple, Limited.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 24 février 1916, constituant en corporation MM. Benjamin Tooke, manufacturier; George Stanton, marchand; John Alexander Cameron, notaire; John Edward Wright, marchand; Erastus William Wilson, gérant; Charles Robert Cornell, imprimeur, tous de la cité de Westmount, dans le district de Montréal, dans la province de Québec et John McLean, entrepreneur, des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, louage, échange, donation ou autrement, et utiliser, détenir, améliorer, vendre, louer, transporter, échanger, aliéner ou autrement disposer de la propriété actuellement possédée par la compagnie Montreal Temple, en liquidation, y compris généralement tout l'actif de ladite corporation de même que la totalité ou aucune partie des autres terres, tenements, héritages, immeubles et intérêts en iceux;

Prendre et détenir des mortgages, des hypothèques, des liens et charges pour garantir le paiement du prix d'achat d'aucune propriété vendue par la compagnie ou aucune somme d'argent à elle due;

Placer de l'argent sur biens immeubles pour le bénéfice d'aucune personne ou corporation; surveiller et administrer les placements ainsi faits;

Exercer aucun autre commerce que la compagnie croira susceptible d'être exercé convenablement en rapport avec le sien et ses objets, ou de nature à accroître la valeur des biens et droits de la corporation ou à les rendre profitables.

Acquérir par achat, louage, concession, échange ou par un autre titre légal, posséder telle propriété mobilière et immobilière, qui sera jugée nécessaire et indispensable aux fins du commerce de la compagnie, et payer ces acquisitions en numéraire, en parts acquittées, en obligation ou avec d'autres valeurs de la corporation, et disposer de ces propriétés.

Aucune vente, aucune hypothèque, ou autre aliénation d'aucune propriété immobilière de la compagnie ne sera consentie sans être autorisée par règlement passé par les directeurs, avec l'assentiment des trois quarts des membres du conseil de direction, et sanctionnée par le vote des actionnaires représentant les trois quarts en valeur du capital souscrit de la corporation et présents à une assemblée générale dûment convoquée pour délibérer sur tel règlement;

Les règlements de la compagnie seront adoptés par les directeurs représentant les trois quarts des membres du Bureau de Direction, et aucun règlement sera cassé, amendé ou voté sans l'assentiment de la même majorité du Bureau de Direction sous le nom de "The Temple, Limited", avec un fonds social de six mille piastres (\$6,000.00), divisé en soixante parts (60) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, est en la cité de Montréal.

The Temple, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 24th February, 1916, incorporating Messrs. Benjamin Tooke, manufacturer; George Stanton, merchant; John Alexander Cameron, notary; John Edward Wright, merchant; Erastus William Wilson, manager; Charles Robert Cornell, printer, all of the city of Westmount, in the district of Montreal, in the province of Quebec and John McLean, contractor, of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange, gift or otherwise, and to use, hold and improve, sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with the property now owned by the Montreal Temple Company, in liquidation, including all of the assets generally of the said company, as well as other lands, tenements, hereditaments, immovables and interests therein or any portion thereof;

To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges, to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company or any money due to the company.

To invest moneys in immovable property for the benefit of any person or corporation; to undertake the care and management of investments so made.

To carry on any other business which may seem by the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company or calculated to enhance the value or render profitable any of the company's property or rights.

To acquire by purchase, lease, concessions, exchange or other legal title and to hold such property, moveable and immovable as may be deemed necessary and requisite for the purposes of the company's business, and to pay for the same in cash, non-assessable shares, bonds or other securities of the company and to dispose of the said properties.

No sale, hypothecation, or other alienation of any of the immovable property of the company shall be made unless authorized by a by-law passed by the directors with the concurrence of not less than three-fourth of the whole Board of Directors and sanctioned by vote of not less than three-fourths in value of the subscribed stock of the company represented at a general meeting duly called for considering the by-law;

The by-laws of the company shall be passed by the directors with the concurrence of no less than three fourths of the whole board of directors, and no by-law shall be repealed, amended or enacted without the concurrence of a similar majority of the whole board, under the name of "The Temple, Limited", with a capital stock of six thousand dollars (\$6,000.00), divided into sixty (60) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, is in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce vingt-quatre février 1916.

C. J. SIMARD,
1255—9-2 Sous-secrétaire de la province.

196-16

Québec, 3 mars 1916.

Le surintendant donne avis qu'il a reçu une
requête demandant d'annexer les lots Nos 1 à 18
inclus des rangs III et IV du canton de Clinton,
dans le comté de Frontenac, à celle de Woburn,
même comté.

Ces lots n'appartiennent à aucune municipalité
scolaire. 1289—10-5

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Inde-
pendent Hebrew Sick Benefit Association"
(incorporée comme "The Roumanian Sick Bene-
fit Association", le changement de nom fait par
ordre en conseil approuvé par le Lieutenant-
Gouverneur en conseil le 8 septembre 1906) a
obtenu un permis et a été enregistrée comme une
société de secours mutuels pourvoyant, au moyen
de contributions de la part de ses membres, à des
bénéfices en cas de maladie, d'accident, de revers
de fortune, de décès et funéraires, tel que men-
tionné dans la déclaration qui a précédé l'auto-
risation du Lieutenant-Gouverneur en conseil
datée du 19 décembre 1901.

Donné conformément aux dispositions de l'article
6950 des Statuts refondus de la province de
Québec, 1909, ce quatrième jour de mars 1916.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des assurances, P. Q.
Branche des assurances,
Département du Trésor,
Québec. 1355—10-2

AVIS

Avis est par le présent donné qu'un permis a été
accordé à la Compagnie d'Assurance Mutuelle
de la municipalité de la paroisse de Saint-Mathias,
en vertu de l'article 6870 des Statuts refondus de
la province de Québec, 1909, (4 Geo. V, c. 54,
sec. 1) pour transiger des affaires d'assurance
mutuelle contre le feu et la foudre sur les bâti-
ments situés sur les bien-fonds imposables dans
la municipalité de Saint-Mathias, comté de Rou-
ville, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des
Statuts refondus de la province de Québec, 1909,
ce vingt-quatrième jour de février 1916.

Pour le trésorier de la province de Québec.
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Division des Assurances,
Département du Trésor.
Québec, P. Q. 1149—9-2

AVIS.

Avis est par le présent donné que l'enregistre-
ment de la "Montreal Canada Fire Insurance
Company" pour transiger des affaires d'assuran-
ce de feu, dans la province a été annulé en vertu
du paragraphe I. C. de l'article 6952 S. R. P. Q.,
1909.

Donné conformément à l'article 6950 des mé-
mes statuts ce vingt-sixième jour de février 1916.
Pour le trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,
1219—9-2 Surintendant des assurances.

Dated from the office of the Provincial Secre-
tary, this twenty fourth day of February, 1916.

C. J. SIMARD,
1256—9-2 Deputy Provincial Secretary.

196-16

Quebec, 3rd March, 1916.

Notice is hereby given by the Superintendent,
that application is made to annex lots Nos. 1 to
18, both inclusive, of ranges III and IV of Clinton
township, in the county of Frontenac, to the
school municipality of Woburn, same county.

The above lots form no part of any school
municipality. 1290—10-2

NOTICE

Notice is hereby given that "The Independent
Hebrew Sick Benefit Association" (incorporated
as "The Roumanian Hebrew Sick Benefit Asso-
ciation", change of name made by order in
council approved by the Lieutenant Governor
in council the 8th September 1906) has been
licensed and registered as a mutual benefit
association providing, by means of contributions
from its members, sickness, accident, reverse of
fortune, death and funeral benefits, as set forth
in the declaration preceding the authorization of
the Lieutenant Governor in council dated 19th
December, 1901.

Given pursuant to the provisions of article
6950 of revised Statutes of the province of Que-
bec, 1909, this fourth day of March, 1916.

For the Treasurer of the province of Québec,
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec. 1356—10-2

NOTICE

Notice is hereby given that a license has been
issued to "La Compagnie d'Assurance Mutuelle
de la municipalité de la paroisse de Saint-Ma-
thias", pursuant to article 6870 of the Revised
Statutes of the Province of Québec, 1909, (4 Geo.
V, chap. 54, s. 1) for the transaction of the busi-
ness of mutual insurance against fire and lighting
on buildings situated upon all taxable property
in the municipality of Saint Mathias, county of
Rouville, in the province of Québec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised
Statutes of Québec, 1909, this twenty fourth day
of February, 1916.

For the treasurer of the Province of Québec.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasurer Department.
Québec, P. Q. 1150—9-2

NOTICE.

Notice is hereby given that the registration
of the Montreal Canada Fire Insurance Company
to transact the business of Fire Insurance in this
province has been cancelled in virtue of para-
graph I. C. of article 6952 R. S. Q., 1909.

Given pursuant to article 6950 of the said
Statutes, this 26th day of February, 1916.

For the treasurer of the province.
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance.

AVIS.

Avis est par le présent donné que l'enregistrement de la "Anglo-American Fire Insurance Company" pour transiger des affaires d'assurances de feu, dans la province a été annulé en vertu du paragraphe I C. de l'article 6952 S. R. P. Q., 1909.

Donné conformément à l'article 6950 des mêmes statuts ce vingt-sixième jour de février 1916.

Pour le trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,
1221—9-2 Surintendant des assurances.

NOTICE.

Notice is hereby given that the registration of the Anglo-American Life Insurance Company to transact the business of Fire Insurance in this province has been cancelled in virtue of paragraph I C. of article 6952 R. S. Q. 1909.

Given pursuant to article 6950 of the said Statutes, this 26th day of February, 1916.

For the treasurer of the province.

WILLIAM CHUBB,
1222—9-2 Superintendent of Insurance.

Avis Divers

Cour supérieure. No 24. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Julie Boisvert, épouse commune en biens de Noé Gervais du village d'Asbestos, a le 29 février 1916, intenté une action en séparation de biens contre le dit Noé Gervais, le défendeur en cette cause.

J. A. LEBLANC,
Avocat de la Demanderesse.
Sherbrooke, le 1er mars 1916. 1265—10-5

Cour supérieure. No 1149. Canada. Province de Québec. District de Montréal. Dame E. Singer, épouse commune en biens de Louis Trachtenberg, des cité de Lachine et district de Montréal, dûment autoriser à ester en justice, Demanderesse; vs Louis Trachtenberg, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en la présente cause, le 20ème jour de février 1916.

J. A. BUDYK,
Procureur de la demanderesse
Montréal, 24 février 1916. 1267—10-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2915. Vitaline Dufault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Conrad Grégoire, officier de douane, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux le 22 février 1916.

GEO. U. MOFFATT,
Avocat de la Demanderesse.
1269—10-5

Cour supérieure. No 2929. Province de Québec. District de Montréal. Dame Rose-Anna Duchesneau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de J.-Ernest Carreau, importateur d'ornements d'église, et dûment autorisée aux fins des présentes, Demanderesse; vs J. Ernest Carreau, importateurs d'ornements d'église des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

PATENAUDE, TESSIER & MONETTE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 mars 1916. 1309—10-5

Miscellaneous Notices

Superior Court. No. 24. Province of Quebec. district of Saint Francis. Dame Julie Boisvert, wife common as to property of Noe Gervais, of the village of Asbestos, has, on the 29th Februray, 1916, instituted an action for separation as to property against her said husband, the defendant herein.

J. A. LEBLANC,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 1st March, 1916. 1266—10-5

Superior Court. No. 1149. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. Dme E. Singer, wife common as to property to the Louis Trachtenberg, of the city of Lachine, district of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Louis Trachtenberg, of the same place Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 20th day of February, 1916.

J. A. BUDYK,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 24th February, 1916. 1268—10-5

Superior Court. Province of Québec. District of Montreal. No. 2915. Vitaline Dufault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Conrad Grégoire, excise officer of the same place, has taken an action in separation as to property against her said husband on the 22nd day of February, 1916.

GEO. U. MOFFATT,
Attorney for Plaintiff.
1270—10-5

Superior Court.—No. 2929. Province of Québec. District of Montreal. Dame Rose-Anna Duchesneau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of J.-Ernest Carreau, importer of the same place, the said Rose-Anna Duchesneau, authorized to the presents, Plaintiff; vs J. Ernest Carreau, importator of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the Plaintiff against the Defendant.

PATENAUDE, TESSIER & MONETTE,
Attorneys for the Plaintiff.
Montreal, 6th March, 1916. 1310—10-5

Cour supérieure. Canada. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Elzire Dion, de la cité de Sherbrooke, dit district, a ce jour poursuivi Joseph Plaisance, huissier, de la Cour supérieure, du même lieu, en séparation de biens devant cette Cour.

J.-H. LEMAY,
Avocat de la Demanderesse
Sherbrooke, 14 février 1916. 1143—9-5

In the Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Elzire Dion, of the city of Sherbrooke, said district has, this day, taken an action for separation as to property against her husband, Joseph Plaisance bailiff, of the same place, before this Court.

J. H. LEMAY,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 14th February, 1916. 1144—9-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 2013. Dame Lucy Mary Inez Willett, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Geoffrey Drury Porteous, du même lieu, agent, Demanderesse; vs Geoffrey Drury Porteous, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour, intentée par la demanderesse contre le défendeur.

HUGH MACKAY,

Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 24 février 1916. 1147—9-5

Superior Court. No. 2013. Province of Quebec. District of Montreal. No. 2013. Dame Lucy Mary Inez Willett, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Geoffrey Drury Porteous, of the same place, Agent, Plaintiff; vs Geoffrey Drury Porteous, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been, this day, instituted by Plaintiff against Defendant.

HUGH MACKAY,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 24th February, 1916. 1148—9-5

Cour supérieure. Province de Québec. District de Joliette. No. 7419. Dame Eléonore Stanfield, de la ville et du district de Joliette, épouse commune en biens de Gaspard Morrisette plombier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué contre son dit mari, une action en séparation de biens.

J.-ALEX. GUILBAULT,
Procureur de la demanderesse
Joliette, 22 février 1916. 1155—9-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Joliette. No. 7419. Dame Eléonore Stanfield, of the city and district of Joliette, wife common as to property of Gaspard Morrisette, plumber, of the same place, duly authorized to *ester en justice* has, this day, instituted against his said husband, an action for separation as to property.

J.-ALEX. GUILBAULT,
Attorney for the Plaintiff.
Joliette, 22nd February, 1916. 1156—9-5

Cour supérieure. No 3819. Province de Québec. District de Montréal. Dame Malvina Mallette épouse commune en biens de Domina Cusson de Montréal, Demanderesse; vs Domina Cusson, entrepreneur de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

HORACE J. GAGNÉ,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 26 février 1916. 1165—9-5

Superior Court. No. 3819. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Malvina Mallette, wife common as to property of Domina Cusson, of Montreal, Defendant; vs Domina Cusson, contractor, of Montreal, Defendant.

An action for separation as to property has this day, been instituted against the Defendant.

HORACE J. GAGNÉ,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 26th February, 1916. 1166—9-5

Canada. Province de Québec. District de Québec. No 702. Cour Supérieure. Dame Marie-Aimée Gagnon, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Georges Lapointe, épiciier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Georges Lapointe, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

ROUILLARD & BOISSONNEAULT,

Procureurs de la Demanderesse.
Québec, 16 février 1916. 1067—8-5

Canada. Province of Quebec. District of Quebec. No. 702. Superior Court. Dame Marie-Aimée Gagnon, of the city of Quebec, wife common as to property of Georges Lapointe, grocer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Georges Lapointe, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, in this cause, this day.

ROUILLARD & BOISSONNEAULT,
Attorneys for Plaintiff.
Quebec, 16th February, 1916. 1068—8-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No. 2820. Dame Rachel Saxe, épouse commune en biens de Samuel Miller, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour supérieure en date du 31 janvier 1916, Demanderesse; vs Samuel Miller, de la cité de Lachine, dans le district de Montréal, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 1er février 1916.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 10 février 1916. 863—7-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 2820. Dame Rachel Saxe, wife common as to property of Samuel Miller, of the city of Lachine in the district of Montreal, duly authorized to ester en justice by judgment of the Superior Court on January, 31st 1917, Plaintiff; vs Samuel Miller, of the city of Lachine, in the district of Montreal, merchant, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant on February 1st, 1916.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Attorney for plaintiff.
Montreal, February 10th, 1916. 864—7-5

Cour Supérieure. No 4712. Province de Québec. District de Montréal. Dame Ludvine Houle, épouse commune en biens de Cornelius Laplante, des cité et district de Montréal, vs le dit Cornelius Laplante. La demanderesse dûment autorisée à ester en justice a institué une action en séparation de biens contre le défendeur, en cette cause.

THEBERGE & GERMAIN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 17 février 1916. 1035—8-5

Superior Court. No. 4712 Province of Quebec. District of Montreal. Dame Ludvine Houle, wife common as to property of Cornelius Laplante, of the city and district of Montreal vs the said Cornelius Laplante. The plaintiff duly authorized to *ester en justice* has instituted an action in separation as to property against the defendant in this cause.

THEBERGE & GERMAIN,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 17th February, 1916. 1036—8-5

Cour Supérieure. No 4601. Province de Québec. District de Montréal. Dame Virginie Boivin, de la ville de Verdun, district de Montréal, épouse commune en biens de Wilbrod Grenier, manufacturier du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice pour fins des présentes; Demanderesse; vs le dit Wilbrod Grenier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 25 janvier, 1916.

L. J. LEFEBVRE,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 11 février 1916. 857—7-5

Superior Court. No. 4601. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Virginie Boivin of the town of Verdun, district of Montreal, wife common as to property of Wilbrod Grenier, manufacturer, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Wilbrod Grenier of the same place. Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on 25th January, 1916.

L. J. LEFEBVRE,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 11th February, 1916. 858—7-2

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 1989. Dame Clara Horowitz, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacques Lax, du même endroit, photographe, dûment autorisée à ester en justice; Demanderesse vs Jacques Lax, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 8 février 1916.

I. POPLIGER,
Procureur de la demanderesse 859—7-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 1989. Dame Clara Horowitz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacques Lax, of the same place, photographer, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Jacques Lax of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on February 8th, 1916.

I. POPLIGER,
Attorney for plaintiff. 860—7-5

Province de Québec. District de Montréal. No 1118. C. S. M. Dame Ida Wartelsky, épouse commune en biens de Moses Carsley, tous deux des cité et district de Montréal, la dite Dame Ida Wartelsky dûment autorisée à ester en justice vs le dit Moses Carsley.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée en cette cause.

THEBERGE & GERMAIN,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 12 février 1916. 869—7-5

Province of Quebec. District of Montreal. No 1118. S. C. M. Dame Ida Wartelsky, wife common as to property of Moses Carsley, both of the city and district of Montreal, the said Dame Ida Wartelsky duly authorized to *ester en justice* vs the said Moses Carsley.

An action in separation as to property has been instituted against the Defendant in this cause.

THEBERGE & GERMAIN,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 12th February, 1916. 870—7-5

Cour Supérieure. No 2747. Province de Québec. District de Montréal. Dame Léa Demers, épouse de Welly Donat Adam, tailleur de la cité et du district de Montréal, Demanderesse; vs Le dit Welly Donat Adam, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22ème jour de janvier 1916.

J. O. FOURNIER,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 3 février 1916. 875—7-5

Superior Court. No. 2747. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Léa Demers, wife of Welly Donat Adam, tailor, of the city and district of Montreal; Plaintiff; vs the said Welly Donat Adam, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 22nd day of January, 1916.

J. O. FOURNIER,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 3rd February, 1916. 876—7-5

Cour supérieure. No 240. Province de Québec. District de Montréal. Dame Rachel Lazarovitch, épouse commune en biens de Isaac Covet, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice par jugement de la Cour supérieure rendu le 6 février 1916, Demanderesse; vs Isaac Covet, du même endroit, marchand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, le 5 février 1916.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 14 février 1916. 921—7-5

Superior Court. No. 240. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Rachel Lazarovitch, wife common as to property of Isaac Covet, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice by judgment of the superior Court, on February, 6th 1916, Plaintiff; vs Isaac Covet, of the same place, merchant, Defendant.

An action for separation of property has been instituted by plaintiff against defendant on 5th February, 1916.

JACOBS, HALL, COUTURE & FITCH,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 14th February 1916. 922 7-5

Canada. Province de Québec. District de Saint-François. Cour supérieure. Dame Oliva Charland, de la paroisse de Saint-Raymond de Pennafort, dit district, a ce jour poursuivi son mari Elzéar Després, commerçant, du même lieu, en séparation de biens.

JOSEPH ROY,

Avocat de la dite demanderesse.
Sherbrooke, 25 janvier 1916. 861—7-5

Cour supérieure. No 5945. Province de Québec. District de Richelieu. Dame Marie Bellehumeur, de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel, district de Richelieu, épouse commune en biens de Benjamin Laroche fils cultivateur du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Benjamin Laroche, fils du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour contre le défendeur.

F. LEFEBVRE,

Avocat de la demanderesse.
Sorel, 12 février 1916. 923—7-5

Cour supérieure. No 2731. Province de Québec. District de Montréal. Dame Bunnie Cohen, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Elias Itscovitch, boucher du même endroit, et dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Ledit Elias Itscovitch, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, ce 14 janvier 1916.

LYON W. JACOBS,

Procureur de la demanderesse.
Montréal, 14 janvier 1916. 739—6-5

Province de Québec. District de Montréal. Cour supérieure. No 123. Dame Léa Myers, épouse commune en biens de Sender Smilovitz, de la ville Saint-Pierre, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Sender Smilovitz, le défendeur en cette cause.

J. O. LACROIX,

Avocat de la demanderesse.
Montréal, 3 février 1916. 715—6-5

Cour supérieure. Saint-Hyacinthe. No 26. Avis public est, par le présent, donné que Dame Phélonise Fontaine, servante, des cité et district de Saint-Hyacinthe, à cette fin dûment autorisée, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son époux, Godfroid Harnois, charpentier, du même lieu.

J. O. BEAUREGARD,

Avocat de la Demanderesse.
Saint-Hyacinthe, 9 février 1916. 845—6-5

Canada. Province of Quebec. District of Saint Francis. Superior Court. Dame Oliva Charland, of Saint Raymond de Pennafort, said district has this day taken an action in separation as to property against her husband Elzéar Després, of the same place, trader.

JOSEPH ROY,

Attorney for said plaintiff.
Sherbrooke, 25th January, 1916. 862—7-5

Superior Court. No. 5945. Province of Quebec. District of Richelieu. Dame Marie Bellehumeur, of the parish of Saint Pierre de Sorel, district of Richelieu, wife common as to property of Benjamin Laroche, jr., farmer of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Benjamin Laroche, jr., of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day against the Defendant.

F. LEFEBVRE,

Attorney for Plaintiff.
Sorel, 12th February, 1916. 924—7-5

Superior Court. No. 2731. Province of Quebec. District of Montreal. Dame Bunnie Cohen, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Elias Itscovitch, butcher of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Elias Itscovitch, Defendant.

An action in separation as to property, has been instituted in this cause, this 14th day of January, 1916.

LYON W. JACOBS,

Attorney for Plaintiff.
Montreal, 14th January, 1916. 740—6-5

Province of Quebec. District of Montreal. Superior Court. No. 123. Dame Léa Myers, wife common as to property of Sender Smilovitz, of ville Saint Pierre, has instituted an action in separation as to property against the said Sender Smilovitz, defendant in this cause.

J. O. LACROIX,

Plaintiff's attorney.
Montreal, 3rd February. 1916 716—6-5

Superior Court. Saint Hyacinth. No. 26. Public notice is hereby given that Dame Phélonise Fontaine, maid servant, of the city and district of Saint Hyacinth, and duly authorized for the purposes hereof, has this day, instituted an action for separation as to property against her husband Godfroid Harnois, carpenter, of the same place.

J. O. BEAUREGARD,

Attorney for Plaintiff.
Saint Hyacinth, 9th February, 1916. 846—6-5

Avis de Faillites

District de Saint-François.

In re Arsène Beauchesne, Saint-Adrien de Ham, Comté de Wolfe, Que., Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

GEDEON E. BEGIN,

Gardien-provisoire.
Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 1er mars 1916. 1281

Bankrupt Notices

District of Saint Francis.

In re Arsène Beauchesne, Saint Adrien de Ham, Wolfe county, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that said insolvent has, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors.

GEDEON E. BEGIN,

Provisonal Guardian.
Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street,
Sherbrooke, 1st March, 1916. 1282

Cour supérieure.

District de Joliette.
No 7249.

Dans l'affaire de Narcisse Gadoury, commerçant, de la paroisse de Saint-Jean-de-Matha, dans le district de Joliette, Insolvable.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à contestation jusqu'au 1er avril 1916, date à laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

ALPHONSE ST. GEORGES,
Curateur.

Saint-Jean-de-Matha, 1er mars 1916. 1261

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Ernest Trahan, 1294 rue Saint-Denis, Montréal.
Avis est par le présent donné qu'en date du 29 février, 1916, par un ordre de la Cour, j'ai été nommé curateur aux biens du sus-nommé.

Les réclamations dûment attestées doivent être produites entre mes mains sous trente jours de cette date.

J. A. TURCOTTE,
Curateur.

Bureaux de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques, Montréal. 1293

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,

Dame Malvina Thibaudeau, faisant affaires sous la raison sociale de "Charles Vézina, Enreg", entrepreneur-plombier, de Québec, a, le 29e jour de février 1916, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, de la Cour supérieure, du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens-Provisoires.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre,
Québec, le 4 mars 1916. 1295

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Gaspé.

Dans l'affaire de Martin Cody & Co., marchands, Insolvables.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 10 mars 1916, après laquelle date, les dividendes seront payables à mon bureau, à la Grande-Rivière, P. Q.,

J. E. CHAPADOS,
Curateur.

Grande-Rivière, P. Q., 25 février 1916. 1279

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette.

In re Gareau & Goulet, hôteliers, Joliette.

Avis vous est donné que le 24ième jour de février 1916, par un ordre de la Cour, j'ai été nommé curateur à la succession des sus-nommés qui ont fait une cession judiciaire de leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

J. CONRAD PERRAULT,
Curateur.

Joliette, Québec. 1315

Superior Court.

District of Joliette.
No. 7249.

In the matter of Narcisse Gadoury, trader, of the parish of Saint Jean de Matha, in the district of Joliette, Insolvent.
Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 1st of April 1916, after which day this dividend will be payable at my office.

ALPHONSE ST. GEORGES,
Curator.

Saint Jean de Matha, 1st March, 1916. 1262

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Ernest Trahan, 1294 Saint Denis street, Montreal.
Notice is hereby given that on the 29th day of February, 1916, by an order of the Court, I was duly appointed curator to the above named estate.

Claimed duly attested must be filed with me within thirty days from this date.

J. A. TURCOTTE,
Curator.

Office of Kent & Turcotte,
97 Saint James street, Montreal, 1294

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Mrs. Malvina Thibaudeau, doing business under the firm name of "Charles Vézina, Reg'd", plumber, of Quebec, has, on the 29th day of February, 1916, made a judicial assignment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101, Saint-Peter Street,
Quebec, 4th March, 1916. 1296

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Gaspé.

In the matter of Martin Cody & Co., merchants, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until the 10th March, 1916, after which date, dividends will be payable in my office at Grand River, P. Q.

J. E. CHAPADOS,
Curator.

Grand River, P. Q., 25th February, 1916. 1280

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette.

In re Gareau & Goulet, hotelkeeper, of Joliette.

Notice is hereby given that on the 24th day of February, 1916, by order of the Court, I was appointed curator to the estate of the above insolvents, who made a judicial assignment of their property and assets for the benefit of their creditors.

All claims against above insolvents must be filed at my office, within a month from date.

J. CONRAD PERRAULT,
Curator.

Joliette, Quebec. 1316

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 427.

In re Dame Marie Louise Angéline Demers, épouse de feu Jules Rivet, épicer, de Montréal, Insolvable; et François-Xavier Bilodeau, Curateur.

Un premier bordereau de collocation a été préparé en cette cause: les collocations seront payables à mon bureau à partir du vingtième jour du mois de mars 1916.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date sus-mentionnée.

F. X. BILODEAU,
Curateur.

Bureau: 15 rue Saint-Jacques,
Montréal, 29 février 1916. 1271

District d'Arthabaska.

In re J.-Elzéar Lachance, Thetford Mines, Qué.,
Failli.

Avis est par le présent donné par un ordre de la Cour, en date du 1er mars 1916, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du sus-nommé.

Les réclamations dûment attestées doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Curateurs-conjoints.

Bureau de Bélanger & Bégin,
155, rue Wellington.
Sherbrooke, 1er mars 1916. 1283

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 57.

Re Manolson's Store, P. Ornstein, 2049 rue Sainte-Catherine-Est, Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 3 mars 1916, par jugement de la Cour supérieure, les soussignés ont été nommés curateurs conjoints aux biens du dit insolvable qui en a fait une session judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites dans les trente jours du présent avis.

W. F. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,
Curateurs conjoints.

Montréal, 4 mars 1916. 1311

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re "Montreal 5, 10 and 15c Store", Failli;
et

Georges Duclos, Curateur.

Avis est par les présentes donné que par ordre de cette cour, j'ai été ce jour nommé curateur aux biens du dit failli, et Messieurs David Dufault, Eug. L. Laloy et Emilien Daoust, ont été nommés inspecteurs.

Si vous n'avez pas produit votre réclamation assermentée, vous devrez le faire dans les 30 jours, à mon bureau, afin d'être colloquée sur la feuille de dividende.

GEORGES DUCLOS,
Curateur.

30, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 6 mars 1916. 1313

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 427.

In re Mrs. Marie Louise Angéline Demers, widow of Jules Rivet, grocer, Montreal, Insolvent; and François-Xavier Bilodeau, Curator.

A first bordereau of dividend has been prepared in this cause; the collocations will be payable at my office, from the twentieth day of March, 1916.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
Curator.

Office: 15 Saint James street.
Montreal, 29th February, 1916. 1272

District of Arthabaska.

In re J.-Elzéar Lachance, Thetford Mines,
Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the Court, dated the 1st March, 1916, we were appointed joint curators to the property of the aforesaid insolvent.

All sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint-Curators.

Office of Bélanger & Bégin,
155, Wellington street.
Sherbrooke, 1st March, 1916. 1284

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 57.

Re Manolson's Store, P. Ornstein, 2049 Sainte Catherine street East, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 3rd of March, 1916, by an order of the Superior Court the undersigned were appointed curators to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty days from this notice.

W. G. FINLAYSON,
GEO. GARDINER,
Joint curators.

Montreal, 4th March, 1916. 1312

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re 5, 10 and 15c Store, Insolvent;
and

Georges Duclos, Curator.

Notice is hereby given that by order of this Court, I was, this day, appointed curator to the property of said insolvent and Messrs David Dufault, Eug. L. Laloy and Emilien Daoust, inspectors.

All sworn claims must be filed at my office within 30 days from date so as to be collocated on the dividend sheet.

GEORGES DUCLOS,
Curator.

30 Saint James street, Montreal.
Montreal, 6th March, 1916. 1314

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Canada 5, 10, 15 Cents Stores, Limited,

Insolvable.

Par ordre de la Cour supérieure, j'ai été nommé curateur à la succession sus-nommée, le 22 février 1916.

Tous les créanciers qui ont des réclamations contre la dite succession insolvable, doivent les produire, dûment assermentées, devant moi, à mon bureau, 198, rue Sainte-Catherine-Ouest, sous trente jours du présent avis.

Daté à Montréal, ce sixième jour de mars 1916.

HENRY DAY,
1291 Curateur.

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Terrebonne.
No. 6.

Dans l'affaire de Joseph Laframboise, voiturier, et Willie Chambers, menuisier, tous deux de Saint-Philippe d'Argenteuil, district de Terrebonne et y faisant affaires, en société comme manufacturiers et commerçants de voitures, sous les noms de "Argenteuil Carriage Company" Débiteurs-Insolvables;

et

Olivier Faucher, Créancier-requérant-cession.

Avis est par le présent donné que les dits débiteurs ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Sainte-Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
Protonotaire, C. S.
Sainte-Scholastique, 2 mars 1916. 1331

Avis

LA SOCIÉTÉ DES INGENIEURS ET
ARPEUTEURS DU SAGUENAY,
LIMITÉE.

AVIS

Est par les présentes donné que le bureau ou domicile légal de la dite compagnie au siège principal de ses affaires est situé dans l'édifice servant de bureaux à St-Pierre & Belleau, notaires, en la ville de Chicoutimi, rue Cartier, érigé sur un immeuble formant partie des lots connus sous les numéros 370 et 371-A du cadastre officiel de la dite ville.

Cet avis est donné en conformité de l'article 6023 des Statuts refondus, de Québec, 1909.

LA SOCIÉTÉ DES INGENIEURS ET ARPEUTEURS DU SAGUENAY, LIMITÉE.
Par RAY BELLEAU,
1285 Secrétaire.

AVIS

Le 2 mai 1916, à Montréal, les compagnies d'Express Canadian, American et National, vendront les consignations non réclamées qu'elles ont détenues avant le 1er mars 1915, dans leur division respective.

N. J. ROSS,
Surintendant.
1297-10-6 Compagnie "Canadian Express"

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
Canada 5, 10, 15 Cent Stores Limited,

Insolvent.

By an order of the Superior Court I was appointed curator in the above mentioned Estate on 22nd February, 1916.

All creditors having claims against the said insolvent estate should file same duly sworn to me at my office, 198 Saint Catherine street west thirty days from time of this notice.

Dated at Montreal this sixth day of March 1916.

HENRY DAY,
1292 Curator.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Terrebonne.
No. 6.

In the matter of Joseph Laframboise, carrier, and Willie Chambers, joiners, both of Saint Philippe d'Argenteuil, district of Terrebonne, and there carrying on business in partnership as carriage makers' and dealers, under the name of Argenteuil Carriage Company, Insolvent-Debtor.

and

Olivier Faucher, Creditor-Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the aforesaid debtors, have, this day, made a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the Prothonotary of the Superior Court, at Sainte Scholastique.

GRIGNON & FORTIER,
Prothonotary, S. C.
Sainte-Scholastique, 2nd March, 1916. 1332

Notice

"LA SOCIÉTÉ DES INGENIEURS ET
ARPEUTEURS DU SAGUENAY,
LIMITÉE."

NOTICE

Is hereby given that the office or legal domicile of aforesaid office, at its chief place of business, is situated in the building occupied as offices by St. Pierre & Belleau, notaries, in the town of Chicoutimi, on Cartier street, said building being erected on an immoveable forming part of the lots known under number 370 and 371-A of the official cadastre of said town.

Given pursuant to the provisions of article 6023 of the Quebec Revised Statutes, 1909.

LA SOCIÉTÉ DES INGENIEURS ET ARPEUTEURS DU SAGUENAY, LIMITÉE.
Par RAY BELLEAU,
1286 Secretary.

NOTICE

On 2nd May, 1916, at Montreal, the Canadian American and National Express Companies, will sell unclaimed shipments, which have been on hand since previous to March 1st, 1915, in their respective division.

N. J. ROSS,
Superintendent.
1298-10-6 "Canadian Express Company."

En Liquidation

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District d'Ottawa.
No 4016.

Dans l'affaire de The Silver Springs Dairy Farms, limited, corporation dûment constituée et ayant sa principale place d'affaires dans le canton de Hull, dans le district d'Ottawa, En liquidation;

ET

George de H. Cunningham, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, comptable, Liquidateur.

Des soumissions écrites adressées au dit liquidateur sont demandées pour l'achat des biens suivants de la dite compagnie en liquidation:

A. Toute la partie du lot numéro quinze A, dans le premier rang du canton de Hull dans les comtés d'Ottawa et province de Québec; bornée au nord par la limite de concession du second rang du dit canton, au sud par "The Hull Electric Company", à l'est par le lot quatorze B du dit rang, et à l'ouest par un chemin public—avec toutes les bâtisses dessus construites, les circonstances et dépendance qui s'y rattachent;

Toute la partie du lot quinze-B-1 dans le dit premier rang du dit canton; bornée au nord par la ligne de concession du second rang, au sud par le droit de passage de "The Electric Company", à l'est par un chemin qui se trouve entre icelle et le lot 15-A susdit, et à l'ouest par le lot 16-A-1 ci-après décrit;

Toute la partie du lot seize-A-un dans le dit premier rang du dit canton, lequel est borné au nord par la ligne de concession du second rang du dit canton, au sud par le droit de passage de "The Hull Electric Company", à l'est par le lot 15-B-1, ci-dessus déjà décrit, et à l'ouest par le lot 16-B-1, tous dans le premier rang du dit canton de Hull;

Avec la ferme et les instruments d'industrie laitière qui s'y trouvent, les bâtisses qui en dépendent, l'ameublement sis dans et près d'icelles, les animaux, le bétail, les chevaux, harnais et autres effets servant à l'exploitation des dites terres.

B. Les lots seize-A et dis-sept-B dans le second rang du susdit canton de Hull, et la partie est du lot dix-sept-A dans le second rang susdit du dit canton, laquelle est bornée au nord par la ligne de concession du troisième rang du dit canton, au sud par le lot 17-B déjà mentionné aux présentes, à l'est par le lot 16-A précité, et à l'ouest par la partie accidentale du dit lot 17-A, tous dans le second rang du dit canton.

Avec les bâtisses et dépendances qui s'y rattachent, l'ameublement qu'on pourra trouver dans les dites bâtisses, le bétail, les ustensiles et autres effets servant à l'exploitation des dites terres.

Les dits biens-fonds et autres objets sont offerts en vente en deux parties distinctes, la première comprenant toutes les terres et autres effets ci-haut décrits dans la paragraphe "A", la seconde comprenant toutes les terres et autres effets ci-haut décrits dans le paragraphe "B".

In Liquidation

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Ottawa,
No. 4016.

In the matter of: The Silver Springs Dairy Farms Limited, a body politic and corporate, duly incorporated and having its principal place of business in the township of Hull in the district of Ottawa, In Liquidation.

AND

George de H. Cunningham, of the city of Ottawa in the Province of Ontario, Accountant, Liquidator.

Tenders are invited by the said Liquidator to be addresses in writing to him for the purchase to the following assets of the said Company in Liquidation:

A. All that part or portion of lot number fifteen—A—in the first range of the township of Hull in the county of Ottawa and Province of Quebec, bounded to the north by the concession line of the second range of said Township, to the south by the Hull Electric Company, to the east by lot Fourteen—B in said range, and to the west by a public highway with;—all the buildings thereon and the members and appurtenances thereunto belonging.

All that part of lot fifteen—B—1 in the said first range of the said township, bounded to the north by the Concession line of the second range, south by the right of way of the Hull Electric Company, to the east by a road extending between it and lot 15—A aforesaid, and to the west by lot 16—A—1 hereinafter described;

All that part of lot sixteen—A—one in the said first range of the said township, which is bounded to the north by the concession line of the second range of the said township, to the south by the right of way of the Hull Electric Company, to the east by lot 15—B—1, hereinabove already described, and to the west by lot 16—B—1, all in the first range of the said township of Hull;

Together with all the farm and dairy implements thereon, and the buildings thereunto belonging, and all house furniture in and about the said buildings, and all the cattle, livestock, horses, harness and other assets used in connection with the said lands.

B. Lots Sixteen—A and Seventeen—B in the second range of the aforesaid township of Hull, and the east part of lot Seventeen—A in the aforesaid second range of the said township which is bounded to the north by the concession line of the third range of the said township, to the south by lot 17—B already referred to herein, and to the west by the westerly portion of said lot 17—A, all in the second range of the said township.

Together with all the buildings and appurtenances thereunto belonging, and the house furniture which may be found in the said buildings, and all the cattle, utensils and other assets used in connection with the said lands.

The said lands and other assets are offered for sale in two separate blocks, whereof the first shall consist of all the lands and other assets hereinabove described in paragraph "A" and whereof the second shall consist of all the lands and other assets hereinabove described in paragraph "B".

La vente des divers lots susdits sera sujette, dans le cas des terres décrites dans le paragraphe "A".

1. A une hypothèque consentie en faveur de la Canada Life Assurance Company, pour \$20,000., portant intérêt annuel à 6% (enregistrée livre B vol. 21 No 18915).

2. A une hypothèque créée dans un certain acte de vente faite par Patrick Clarke *et al*, en date du 16 décembre 1913 (enregistrée livre B vol. 23 No 22557) pour la somme de \$60,000., avec intérêt au taux de 6% par année, payable au dit Patrick Clarke.

Et la vente des dites terres décrites au paragraphe "B" sera sujette à:

1. Une hypothèque en faveur de Alexandre Stewart pour \$8,000., avec intérêt à 6% par année (enregistrée livre B vol. 20 No 18614);

2. A une hypothèque consentie dans un acte de vente par Leonard B. Slater à Philip O'Reilly, pour \$64,500., avec intérêt au taux de 6% par année et mentionnée dans l'acte de vente du dit Philip O'Reilly à la dite Silver Springs Dairy Farms, limited, (enregistrée le 16 décembre 1913, livre B, vol. 23, No 22556).

Les dites soumissions doivent être envoyées par lettre recommandée et déposées au bureau du dit liquidateur, au No 165 rue Sparks, en la cité d'Ottawa, le ou avant le 27 ième jour de mars, 1916

On exigera le paiement comptant de toutes sommes offertes excédant le montant des hypothèques ci-haut énumérées.

Le liquidateur se réserve le droit de rejeter aucune offre qu'il jugera insuffisante.

G. DE H. CUNNINGHAM,

Liquidateur.

Canton de Hull, 16 février 1916.

1023—8—4

The sale of the said several lots shall be made subject in the case of the lands described in paragraph "A".

1. To the hypothec created in favor of The Canada Life Assurance Company for \$20,000., with interest at 6% per annum (registered Liber B vol. 21, No. 18915).

2. To the hypothec created by that certain deed of sale made by Patrick Clarke and another of date the 16th December, 1913, (registered liber B, Vol. 23 No. 22557) for the sum of \$60,000., with interest at the rate of 6% per annum, payable to the said Patrick Clarke.

A and the sale of the saidlands described in paragraph "B" shall be subject to:

1. To the hypothec created in favor of Alexander Stewart for \$8,000., with interest at 6% per annum (registered liber B Vol. 20, No. 18614).

2. To the hypothec created by the deed of sale by Leonard D. Slater to Philip O'Reilly for \$64,500., with interest at the rate of 6% per annum and referred to in the deed of sale by the said Philip O'Reilly to the said Silver Springs Dairy Farms Limited, (registered 16th December, 1913, liber B vol. 23, No. 22556).

The said tenders are to be addressed by registered letter and delivered at the office of the said liquidator at No. 165 Sparks street in the city of Ottawa, on or before the 27th March, 1916.

The payment of all sums tendered in excess of the hypothecs above referred to shall be exigible in cash.

The liquidator shall not be obliged to accept any tender which to him may appear unsatisfactory.

G. DE H. CUNNINGHAM,

Liquidator.

Township of Hull, February 16th 1916. 1024—8—4

Ratification de titre.

Confirmation of title.

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS

UNDER THE WINDING UP ACT

Cour supérieure.

Superior Court.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

"The Ls. Gauthier Co. Ltd", En liquidation.

Avis est par le présent donné par nous soussignés Lefavre & Gagnon, de la ville de Québec, liquidateurs en la présente affaire, qu'il a été déposé entre nos mains une copie de l'acte de vente des immeubles de la dite compagnie, passé le 2 mars courant 1916, par Monsieur Alexandre Gauvreau, notaire, par nous en notre qualité de liquidateurs susdits à MM. Lagacé & Lepinay", lequel immeuble subséquemment décrit comme suit:

Une propriété située coin des rues Saint-Anselme, Notre-Dame des Anges et Charest, étant connue et désignée comme étant les No 1070-1071-1126-1127 et 1128 du cadastre officiel de la paroisse de Jacques-Cartier, de la cité de Québec, —avec bâtisses de résidence, manufactures de chaussures et cigares dessus construites, circonstances et dépendances, comprenant installation de la manufacture de chaussures tel que système de chauffage, appareils électriques, gaz, aspirateurs de poussière, engins, chaudières, arbre de couche, ainsi que courroies, poulies et les armoires pour salle d'échantillons.

La dite vente étant spécialement autorisée en vertu d'une ordonnance rendue par l'honorable

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

The Ls. Gauthier Co. Ltd., In liquidation.

Notice is hereby given by the undersigned, Lefavre & Gagnon, of the city of Quebec, liquidators to the above estate, that there has been filed with us a copy of a deed of sale of the immoveables of said company, passed on the 2nd March instant, 1916, before Alexandre Gauvreau, esquire, notary, made by us in our capacity of aforesaid liquidators to Messrs. Lagacé & Lepinay, which immoveable is more particularly described as follows:

That certain immoveable situate corner of Saint Anselme, Notre Dame des Anges and Charest streets, knowns and designated as being lots Nos. 1070-1071-1126-1127 and 1128 of the official cadastre for the parish of Jacques-Cartier of the city of Quebec, —with the dwelling houses, boot and shoe and cigar factories thereon erected, including all machinery and equipment of boot and shoe factory nameley heating apparatuses, electric and gas fixtures, dust aspirators, engines, boilers, shafts, belting, pulleys and show-cases.

The said sale having been made under and by virtue of an order of the Court rendered by the

Juge Albert Malouin, le 9 février 1916, et qu'il a été aussi déposé entre nos mains, le certificat du registrateur préparé en la manière voulue par la loi; et que les noms de ceux qui ont possédé le dit immeuble pendant les trois dernières années sont "The Ls. Gauthier Co. Ltd", et tout créancier de la dite compagnie en liquidation et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur le dit immeuble vendu, sont présentement avertis qu'ils ont le droit dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, d'offrir une surenchère sur le prix d'achat porté dans l'acte de vente.

Le tout en la manière voulue et conformément aux articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, de manière à ce que la vente ait l'effet du décret.

LEFAIVRE & GAGNON,
Liquidateurs.

Québec, ce 2 mars 1916.

1257—9-5

Honourable Justice Albert Malouin, on the 9th February, 1916. Notice is also given that there has been filed with us the registrar certificate prepared in the manner prescribed by law; that the said immovable was owned and possessed for the three years now last passed by "The Ls Gauthier Co. Ltd, and any creditors of said company, in liquidation and any person having hypothecary or real rights on the said immovable sold, are hereby notified that they have the right to offer an increase over the purchase price mentioned in the deed of sale, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in *Quebec official Gazette*.

The whole pursuant to the provisions of articles 7552 and following of the Revised Statutes, of the province of Quebec, 1909, so as to give said sale the effect of a sheriff's sale.

LEFAIVRE & GAGNON,
Liquidators.

Quebec, 2nd March, 1916.

1258—9-5

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir:) BERNARD CHA-
No 4.) REST, Deman-
deur; contre F.-X. PRINCE, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

La juste moitié sud des trois quarts nord-est du lot de terre numéro vingt du troisième rang du canton de Warwick, à être prise sur le travers du lot, en forme d'équerre, et ayant une profondeur de dix-sept arpents, plus ou moins, du côté nord-est des dits trois quarts de lot et une profondeur de neuf arpents, plus ou moins, du côté sud-ouest des dits trois quarts de lot, ayant sept arpents et demi de front au sud depuis le deuxième rang sur une profondeur de neuf arpents et trois arpents et trois quarts sur huit arpents de profondeur du côté nord-est des dits trois quarts de lot, à la suite des neuf arpents, formant soixante-quinze acres de terre en superficie, plus ou moins; bornée au sud au deuxième rang, au nord à Elzéar Paré, au nord-est à Zéphirin Girouard et au sud-ouest partie à Elzéar Paré et partie à Philippe Houle, le dit immeuble connu au cadastre officiel du canton de Warwick comme faisant partie des numéros quatre cent quarante-huit (p. 448) et quatre cent quarante-neuf (p. 449)—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le VINGT-UNIEME jour de MARS 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

J. E. GIROUARD, Shérif

Bureau du shérif.
Arthabaska, 15 février 1916. 965—7-2
[Première publication, 19 février 1916].

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS,
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit:) BERNARD CHA-
No. 4.) REST, Plaintiff;
against F.-X. PRINCE, Defendant.

As belonging to said defendant:

The south half of the north easterly three quarters of lot number twenty in the third range of the township of Warwick, to be taken through the lot, in the shape of a square, having a depth of seventeen acres, more or less, on the north east side of the said three quarters of the lot and of nine acres, more or less, on the south west side of the said three quarters of lot upon seven and a half acres in front to the south since the second range upon a depth of nine acres and three acres and three quarters upon eight acres in depth to the north east side of said three quarters of said lot following the nine acres, containing about seventy five acres of land in superficies more or less; bounded on the south to the second range, on the north to Elzéar Paré, on the north east to Zéphirin Girouard and on the south west part to Elzéar Paré and part to Philippe Houle, the said land known and designated upon the official plan and book of reference of the said township of Warwick as forming part of numbers four hundred and forty eight (p. 448) and four hundred and forty nine (p. 449)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Médard of Warwick on the TWENTY FIRST day of MARCH 1916, at TEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD, Sheriff.

Sheriff's office.
Arthabaska, 15th of February, 1916. 966—7-2
[First published, 19th February, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District d'Arthabaska.

Athabaska, à savoir:) I SAIE TROTTIER
No 448.) Demandeur; contre
HONORE DUMAS, Défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit:) I SAIE TROTTIER,
No. 448.) Plaintiff; against
HONORE DUMAS, Defendant.

As belonging to said defendant.

Un emplacement contenant soixante pieds de largeur sur cent trente pieds de profondeur, faisant partie des lots Nos 59 et 60 du cadastre officiel du village de Kingsville, maintenant la cité de Thetford Mines; borné en avant au sud est par une rue, au nord est par le terrain de Eugène Desrochers, au sud ouest par le reste du dit lot No 60 et en arrière au nord ouest par le reste des dits lots.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Alphonse de Thetford Mines le VINGT-DEUXIEME jour de MARS 1916, à UNE heure de l'après-midi.

J. E. GIROUARD,
Bureau du shérif, Sheriff.
Arthabaska, 16 février 1916. 1011—7-2
[Première publication, 19 février 1916.]

An emplacement containing 60 feet in front by 130 feet in depth forming part of lots Nos. 59 and 60 of the official plan and book of reference of the village of Kingsville, now the city of Thetford Mines; bounded in front to the south east by a street, to the north east by the land belonging to Eugene Desrochers, to the south west by the residue of said lot No. 60 and in rear to the north west by the residue of said lots.

To be sold at the parochial church door of Saint Alphonse of Thetford Mines, on the TWENTY SECOND day of MARCH, 1916, at ONE o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 16th February, 1916 1012—7-2
[First published, 19th February, 1916.]

Ventes par le Shérif—Beauce

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } THE PAGE WIRE &
No 1139. } FENCE CO., LTD.,
Demanderesse; contre JOSEPH FAUCHER,
Défendeur.

Un emplacement situé en le village de la station de Saint-Evariste, étant partie du lot numéro vingt-cinq A (25A) du rang A de Forsyth, tel qu'actuellement clôturé et occupé par Joseph Faucher, le défendeur; borné d'un côté et en profondeur à Joseph Blais, de l'autre côté à Thomas Nicol, et en front au chemin public du susdit rang—avec les bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Evariste le ONZIEME jour d'AVRIL prochain (1916), à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. POIRIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 6 mars 1916.
1319—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } THE PAGE WIRE &
No. 1139. } FENCE CO. LTD.,
Plaintiff; against JOSEPH FAUCHER, De-
fendant.

That certain emplacement situate in the village of Saint Evariste Station, being part of lot number twenty five A (25-A) of range A of Forsyth, as now fenced in and occupied by Joseph Faucher, the aforesaid defendant; bounded on one side and in depth by Joseph Blais, on the other side by Thomas Nicol and in front by the public road of aforesaid range,—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Evariste, on the ELEVENTH day of APRIL next, (1916), at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,
Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph Beauce, 6th March, 1916.
1320—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } REVD. D. GOSSELIN,
No 2625. } Demandeur; vs PAUL
DUPUIS ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant aux Défendeurs:

1. Une terre étant les numéros six cent quatre-vingt-quatorze et six cent quatre-vingt-quinze (694-695), étant sept arpents et demi (7½) de front sur la profondeur du rang, du cadastre pour la paroisse de Saint-Victor de Tring—circonstances et dépendances.

2. Une terre étant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-treize (693), du cadastre, pour la paroisse de Saint-Victor de Tring, d'environ deux arpents de front plus ou moins, sur la juste moitié de la profondeur du dit lot; bornée par un bout au chemin entre les sixième et septième rang, à l'autre bout à Olivier Veilleux, d'un côté au numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694) et par l'autre à Amédée Nadeau—circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } REVD. D. GOSSELIN,
No. 2625. } Plaintiff; vs PAUL DU-
PUIS ET AL., Defendants.

As belonging to said Defendants:

1. That certain piece of land composed of lots numbers six hundred and ninety four and six hundred and ninety five (694-695) measuring seven arpents and a half (7½) in front by the whole depth of the range, of the cadastre for the parish of Saint Victor de Tring—circumstances and dependencies.

2. That other piece of land being part of lot number six hundred and ninety three (693) of the cadastre for the parish of Saint Victor de Tring, measuring about two arpents in front, more or less, by the exact half of the depth of said lot; bounded at one end by the public road between the sixth and seventh range and at the other end by Olivier Veilleux, on one side by number six hundred and ninety four (694) and on the other side by Amédée Nadeau,—circumstances and dependencies.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de l'église de la paroisse de Saint-Victor de Tring, le VINGT-DEUXIEME jour de MARS prochain (1916), à UNE heure de l'après-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 14 février 1916.

917-7-2

[Première publication, 19 février 1916]

To be sold at the church door of the parish of Saint Victor de Tring, on the TWENTY SECOND day of MARCH next, (1916), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 14th February, 1916.

918-7-2

[First published, 19th February, 1916.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: } ARTHUR DUFOUR,
No 4996. } de Sainte Anne,
commerçant; vs ERNEST LAVOIE, fils de
Phileas, de Sainte-Anne.

1. Le lot 28 du cinquième rang au cadastre officiel du canton Tremblay, contenant environ cent acres en superficie, et:

2. Toute cette partie du lot numéro 29 du même cinquième rang au cadastre officiel du canton Tremblay, comprise entre le cordon divisant le cinquième rang du sixième du dit cadastre du dit canton au nord-est, et la rivière au Caribou au sud-ouest, lequel terrain est encore borné au nord-ouest au terrain de Epiphane Gagnon, et de l'autre côté au sud-est au lot numéro 28 sus-décrié—avec ensemble toutes les bâtisses et toutes dépendances.

Avec réserve en faveur de Price Brothers & Co., des chûtes et pouvoirs d'eau formés sur les dits lots par la rivière au Caribou, et une lisière de terrain de 60 pieds de largeur sur le côté nord-est de la rivière au Caribou sur le lot 29, et sur chaque côté de la rivière sur le lot 28, à partir de la marque du plus haut de l'eau et ce, sur tout le parcours de la dite rivière, à l'endroit où elle traverse les dits lots 28 et 29.

Aussi avec réserve en faveur de la corporation du village de Sainte-Anne des droits cédés en vertu d'un acte passé devant Geo. St-Pierre, notaire, et enregistré sous le numéro 25694, le 9 mars 1915.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDMOND SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 6 mars 1916. 1325-10-2

[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de circuit.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: } ABRAHAM SUPE-
No 3347. } RIOR, de Chicou-
tими, marchand; vs JOSEPH TREMBLAY,
JANVIER, de Sainte-Anne.

Tous les droits au bail amphytéotique, enregistré à Chicoutimi, le 22 mars 1892, sous le numéro 6180, en et sur l'immeuble suivant:

Un lopin de terre formant partie du lot numéro trois de la division primitive du premier rang ouest du canton Tremblay, lequel mesure 80 pieds de profondeur, et se trouve borné à l'est par un ruisseau passant entre la maison de Joseph Bouchard et celle érigée sur ce lopin de terre, et mesurant en largeur au nord 41 pieds,

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: } ARTHUR DUFOUR,
No. 4996. } of Sainte Anne, tra-
der; vs ERNEST LAVOIE, son of Phileas, of
Sainte Anne.

1. That certain lot bearing No. 28 of the fifth range on the official cadastre of Tremblay township, containing about one hundred acres in superficies.

2. All that part of lot number 29 of same fifth range, on the official cadastre of Tremblay township, contained between the range line between the fifth and sixth range of said cadastre of said township to the north east, and Caribou river to the south west, the land of Epiphane Gagnon to the north west and above described lot No. 28 to the south east—together with all the buildings thereon erected and all dependencies.

With the reserve in favor of Price Brothers & Co., of all water falls and powers of said Caribou river across said lots, and a strip of land of 60 feet in width on the north east side of said Caribou river on lot No. 29, and on both sides of the river on lot No. 28, starting from the high water mark, and that along the whole course of said river across said lots 28 and 29.

Also with the reserve in favor of the corporation of Sainte Anne village of all rights ceded in and by a deed of sale passed before Geo. St Pierre, notary, and registered under number 25694, on the 9th March, 1915.

To be sold at the church door of Sainte Anne, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDMOND SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 6th March, 1916. 1326-10-2

[First published, 11th March, 1916.]

PIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: } ABRAHAM SUPE-
No. 3347. } RIOR, of Chicou-
tими, merchant; vs JOSEPH TREMBLAY,
JANVIER, of Sainte Anne.

All the rights to an emphyteotic lease, registered at Chicoutimi, on the 22nd March, 1892, under the number 6180, in and upon the following immoveable.

A parcel of land forming part of the lot number three of the original division of the first west range of the township of Tremblay, which measures 80 feet in depth and is bounded on the east by a brook passing between the house of Joseph Bouchard and the one erected upon the said parcel of land, and measuring in width on the

à l'ouest 45 pieds, à prendre au bout de la ligne servant de trait-carré à la profondeur du dit terrain, à se rendre jusqu'au côté Est d'une glacière érigée sur icelui, et 35 pieds plus ou moins à partir du côté ouest de la dite glacière à se rendre jusqu'au chemin actuel sur une largeur de 65 pieds à partir du ruisseau sus-mentionné en courant vers l'ouest—avec bâtisses et dépendances, lequel terrain est maintenant connu et désigné au cadastre officiel du village de Sainte-Anne, sous le numéro 35, dans le rang ouest du canton Tremblay.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne, le ONZIEME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi.

EDMOND SAVARD,
Sheriff's office, Chicoutimi, 6 mars 1916. 1327—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

north 41 feet, on the west 45 feet, to be taken starting from the end of the rear or depth line of the said parcel of land to the east side of an ice house erected thereon and 35 feet more or less starting from the west side of the said ice house to the existing road by a width of 65 feet starting from the above mentioned brook and running in a westerly direction,—with the buildings and dependencies, the said parcel of land now being known and designated upon the official cadastre of the village of Sainte Anne, under the number 35, in the west range of the township of Tremblay.

To be sold at the church door of Sainte Anne, on the ELEVENTH day of APRIL, at TEN o'clock in the forenoon.

EDMOND SAVARD,
Sheriff's office, Chicoutimi, 6th March, 1916. 1328—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, à savoir:)
No 4978.)
FRANÇOIS BOILY, cultivateur, de la paroisse de Chicoutimi; vs DAME FLORA LANGLAIS, de Chicoutimi, épouse séparée de biens de Joseph Néron, et ce dernier, pour autoriser sa dite épouse.

Un terrain ou emplacement, de figure irrégulière et comprenant suivant le cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, après division du lot numéro soixante et un (61) et après dernières redivisions des lots numéros soixante et un-un (61-1), soixante et un-deux (61-2), soixante et un-quatre (61-4) et soixante et un-cinq (61-5), savoir:

1. Toute cette partie des dits lots soixante et un-un (61-1) et soixante et un-quatre (61-4), au cadastre susdit, comprise dans les bornes suivantes: en front, vers le nord à la limite sud actuelle de la rue Racine telle qu'élargie par le règlement No 165 du conseil de la ville de Chicoutimi; vers l'est ou le sud-est par le côté ouest ou nord-ouest de l'Avenue Riverin telle que délimitée par le règlement précitée; vers le sud partie au terrain de Louis Boily et partie au terrain de Henri Tremblay, ou leurs représentants, et vers l'ouest par le terrain ci-après décrit; et

2. Une lisière de terrain mesurant huit pieds de largeur, de l'est à l'ouest, sur la profondeur ci-après déterminée, formé des lots numéros soixante et un-un A (61-1-A), soixante et un-deux-A (61-2-A), soixante et un-deux-B (61-2-B), soixante et un-quatre-A (61-4-A) et soixante et un-cinq-B (61-5-B), au cadastre susdit, et compris dans les bornes suivantes: en front, vers le nord, à la limite sud actuelle de la rue Racine, vers l'est au terrain sus-décrit en premier lieu, vers le sud par le prolongement, vers l'ouest, de la limite sud du terrain sus-décrit et vers l'ouest par le terrain de Louis-Honoré Carrier—le tout sans bâtisses et avec dépendances.

Avec réserve en faveur du dit L. H. Carrier, de Louis Boily et de Henri Tremblay, ou représentants, du droit à perpétuité, de passer à pied et en voiture et de toute manière, sur le terrain sus-décrit en deuxième lieu, pour communiquer de leurs terrains respectifs à la rue Racine, et en faveur du dit L. H. Carrier du droit de vue et de sortie, à perpétuité, sur l'immeuble sus-décrit en deuxième lieu, et comportant privilège de mettre fenêtres, portes, balcons et galeries du côté est de toutes bâtisses érigées sur son terrain situé à l'ouest de celui sus-décrit et ayant vue sur ce dernier terrain.

FIERI FACIAS.

Chicoutimi, to wit:)
No. 4978.)
FRANÇOIS BOILY, farmer, of the parish of Chicoutimi; vs DAME FLORA LANGLAIS, of Chicoutimi, wife separated as to property of Joseph Néron, and the latter, to authorize his said wife.

That certain lot of land or emplacement of irregular outline and composed of, according to the official cadastre of the town of Chicoutimi, after the division of lot number sixty one (61) and after the last redivision of lots numbers sixty one-one (61-1), sixty one-two (61-2), sixty one-four (61-4) and sixty one-five (61-5), to wit:

1. All that certain part of said lots sixty one-one (61-1) and sixty one-four (61-4) on the aforesaid cadastre, contained within the following limits: in front, towards the north, the present south limit of Racine street, as widened by by-law No. 165 of the town council of Chicoutimi, towards the east or south east by the west or north west side of Riverin Avenue as limited by the aforesaid by-law; towards the south partly by the land of Louis Boily and partly by the land of Henri Tremblay or their representatives, and towards the west by the land hereunder described and

2. A strip of land measuring eight feet in width, from east to west, by the depth contained within the following limits, composed of lots numbers sixty one-one-A (61-1-A), sixty one-two-A (61-2-A), sixty one-two-B (61-2-B), sixty one-four-A (61-4-A) and sixty one-five-B (61-5-B), on the aforesaid cadastre and contained within the following limits: in front, towards the north, by the south present limit of Racine street, towards the east by the land firstly hereinabove described, towards the south by the prolongation, towards the west, of the south limit of the land hereinabove described and towards the west by the land of Louis Honoré Carrier—the whole without buildings and with dependencies.

Under the reserve in favor of said L. H. Carrier, Louis Boily and Henri Tremblay or representatives, of the perpetual right, to pass on foot or on vehicles or in any other manner, on the land secondly hereinabove described, to communicate from their respective lands to Racine street and in favor of said L. H. Carrier, of a right of eight and exit on the immovable secondly hereinabove described, with the privilege to place windows, doors, balconies and verandahs on the east side of any buildings erected upon his own land situate west of that above described and overlooking the latter land.

Pour être vendues à mon bureau, au palais de justice de Chicoutimi, le VINGT ET UNIEME jour de MARS, à DIX heures de l'avant-midi.

EMD. SAVARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Chicoutimi, 15 février 1916. 971—7-2
[Première publication, 19 février 1916].

To be sold at my office, in the court house, at Chicoutimi, on the TWENTY FIRST day of MARCH, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD

Sheriff's office. Sheriff.
Chicoutimi, 15th February, 1916. 972—7-2
[First published, 19th February, 1916].

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
District de Montréal.

Province de Québec, } ARCADE S. BIS-
No 3943. } SONNETTE, Deman-
dandeur; contre ADRIEN ALLARD, Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Julienne, dans le comté de Montcalm, de figure irrégulière connu comme étant partie du lot No trente des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Julienne; contenant environ deux arpents en superficie et tel que renfermé dans les limites suivantes; tenant d'un côté à la ligne du chemin de fer Grand Nord, d'un autre côté au chemin de la Reine, de l'autre côté partie à une coulée et partie à un fossé; la clôture de division étant placée du côté du fossé, appartenant au dit emplacement—avec une maison servant d'hôtel, d'une remise, d'un hangar, d'une laiterie et autres bâtisses dessus érigées. A distraire du dit emplacement: 1. Un morceau de terre appartenant à Gilbert Lambert suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Montcalm sous No 24326 et un autre morceau de terre appartenant à Edouard Levesque suivant acte devant J. A. Archambault, notaire, le dix-huit août mil neuf cent huit.

✶ Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Julienne, MARDI le ONZIEME jour d'AVRIL mil neuf cent seize, à MIDI.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif. Shérif.
Joliette, 7 mars 1916. 1383—10-2
[Première publication, 11 mars 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } SINAI SOUMIS, Deman-
No 7276. } deur; contre J. JÉRÉ-
RÉMIE SOUMIS, Défendeur.

Un terrain situé en la ville de Joliette, sur la rue Saint-Pierre, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt-neuf (389) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, contenant trente-trois pieds de largeur sur quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu au bureau du shérif, à Joliette, MARDI le VINGT-UNIEME JOUR DE MARS mil neuf cent seize à DIX heures avant-midi.

JOSEPH GADOURY,

Bureau du shérif. Shérif.
Joliette, 15 février 1916. 977—7-2
[Première publication, 19 février 1916].

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
District of Montreal.

Province of Québec, } ARCADE S. BIS-
No. 3943. } SONNETTE,
Plaintiff; against ADRIEN ALLARD, De-
fendant.

That certain emplacement situate in the parish of Sainte-Julienne, in the county of Montcalm, of irregular outline, known as being part of lot number thirty of the official plan and book of reference of said parish of Sainte-Julienne; containing about two arpents in superficies and enclosed within the following limits; bounded on one side by the Great Northern Railway line, on another side by the Queen's highway and on the other side partly by a coulee and partly by a ditch; the division fence being built on the same side as the ditch appertaining to said emplacement—with a hotel building, store, shed, milk house and other buildings thereon erected. To be deducted from said emplacement: 1. A parcel of land belonging to Gilbert Lambert as per deed registered in the Registry office of the county of Montcalm under No. 24326, and 2. Another parcel of land belonging to Edouard Levesque as per deed before J. A. Archambault, notary, on the eighteenth day of August, one thousand nine hundred and eight.

To be sold at the church door of Sainte-Julienne, on TUESDAY, the ELEVENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and sixteen, at TWELVE o'clock NOON.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's Office. Sheriff.
Joliette, 7th March, 1916. 1384—10-2
[First published, 11th March, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } SINAI SOUMIS, Plain-
No. 7276. } tiff; against J. JERE-
MIE SOUMIS, Defendant.

A land situated in the town of Joliette, on Saint Peter street, known and designated under number three hundred and eighty nine (389) on the official plan and book of reference for the cadastre of the town of Joliette, measuring thirty three feet in width by ninety four feet in depth, the whole more or less—with buildings thereon erected.

To be sold at the sheriff's office, at Joliette, TUESDAY the TWENTY FIRST day of MARCH, one thousand nine hundred and sixteen, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,

Sheriff's office. Sheriff.
Joliette, 15th February, 1916. 978—7-2
[First published, 19th February, 1916].

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } J. P. E. GAGNON,
No 28. } J. curateur aux biens
de Anthime Lord, Failli; et WILFRID LORD,
Requérant-Cession.

1. Tous les droits du failli sur un lopin de terre situé sur le haut des terres du premier rang de la paroisse de Saint-Cyrille, contenant en front un demi arpent plus ou moins, sur une profondeur d'un arpent plus ou moins; borné au nord et à l'est à Zéphirin Lord, la limite est suivant un petit ruisseau, au sud au chemin public, à l'ouest à Joseph Caron, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro soixante-dix-huit (78), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Cyrille, comté de L'Islet.—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Tous les droits du failli, sur une terre situé sur le deuxième rang de la dite paroisse de Saint-Cyrille, contenant deux arpents de front sur quarante-deux arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiel de la dite paroisse de Saint-Cyrille, sous le numéro cent trente-cinq (135); borné au nord-ouest au chemin public, au sud-est au canton Lessard, au nord-est à Luc Bélanger, et au sud-ouest, à Pierre Langlois—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, mais à distraire de cette terre un emplacement appartenant à Napoléon Lord.

Pour être vendus les dits immeubles, séparément, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, 1916, à DIX heures du matin.

GEO. ROY, Shérif.
Bureau du shérif, 1323—10—2
Montmagny, 8 mars 1916. [Première publication, 11 mars 1916.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } J. P. E. GAGNON,
No. 28. } J. curator to the property of Anthime Lord, Insolvent and WILFRID LORD, Petitioner for assignment.

1. All rights of said insolvent in a parcel of land situate at the rear of the lands of the first range of the parish of Saint Cyrille, measuring one half arpent in front, by one arpent in depth, the whole more or less; bounded on the north and east by Zéphirin Lord, on the east by a small brook and on the south by a public road, on the west by Joseph Caron, known and designated as forming part of lot number seventy eight (78) of the official cadastre for the parish of Saint Cyrille, county of L'Islet—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the rights of said insolvent on a land situate on the second range of said parish of Saint Cyrille, containing two arpents in front by forty two arpents in depth the whole more or less, known and designated on the official plan and in the book of reference of said parish of Saint Cyrille, under number one hundred and thirty five (135); bounded on the north west by the public road, on the south east by Lessard township, on the north east by Luc Bélanger and on the south west by Pierre Langlois—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; to be deducted from said land that certain emplacement belonging to Napoléon Lord.

To be sold, said immoveables separately, at the church door of the parish of Saint Cyrille, on the ELEVENTH day of APRIL next, 1916, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY, Sheriff.
Sheriff's Office, 1324—10—2
Montmagny, 8th March, 1916. [First published, 11th March, 1916.]

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE ROYAL TRUST
No 4510. } COMPANY, corporation légalement constituée, et ayant ses bureau-chef et principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs REGAL REALTY COMPANY, LIMITED, corporation légalement constituée, et ayant ses bureau-chef et principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, défenderesse.

L'emplacement formant l'encoignure nord des rues Sainte-Catherine-Ouest et Mountain, en la dite cité de Montréal, et composé de parties des lots de subdivision numéros neuf, dix et onze,

Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE ROYAL TRUST
No. 4510. } COMPANY, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs REGAL REALTY COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, duly incorporated, according to law, and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

That certain emplacement forming the north corner of Saint Catherine street west and Mountain street, in the said city of Montreal and being composed of parts of subdivision lots numbers

tous sur la subdivision officielle du lot numéro quinze cent vingt-quatre (pts. 1524-9, 1524-10 et 1524-11) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, en la dite cité de Montréal, et mesurant ledit emplacement soixante et dix-neuf pieds quatre pouces de largeur en avant sur la rue Sainte-Catherine, soixante et dix-neuf pieds et deux pouces en arrière par cent douze pieds six pouces de profondeur des deux côtés et ayant une superficie totale de huit mille neuf cent seize pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Sainte-Catherine ouest telle qu'élargie, en arrière par une ruelle connue comme étant le lot No 1524-11A, au nord-est par partie du lot No 1524-8 et au sud-ouest par la dite rue Mountain et étant la totalité des dits lots Nos 1524-9, 1524-10 et 1524-11, exception faite des parties d'iceux expropriées pour l'élargissement de la dite rue Sainte-Catherine ouest. Le dit emplacement est plus particulièrement décrit et compris comme suit:

Commençant à un point encoignure nord-est formée par l'intersection des rues Sainte-Catherine-Ouest et Mountain en suivant une direction nord-ouest sur la ligne de la dite rue Mountain une distance de cent douze pieds six pouces jusqu'à un point à l'intersection est de la dite rue Mountain et d'une ruelle connue comme étant le lot No 1524-11A; de là, du côté sud-est de la dite ruelle une distance de soixante et dix-neuf pieds et deux pouces jusqu'au point d'intersection de la dite ruelle avec la ligne de division entre les dits lots Nos 1524-9 et 1524-8 au dit plan; de là, dans une direction sud-est sur la ligne de division séparant les dits lots Nos 1524-8 et 1524-9 jusqu'au côté nord-ouest de la dite rue Sainte-Catherine ouest, dans une direction sud-ouest sur une distance de soixante et dix-neuf pieds quatre pouces jusqu'au point de départ.

Sur le dit emplacement est construit un édifice en brique avec façade en pierre à quatre étages, dont le mur du côté nord-est est mitoyen avec les bâtisses adjacentes, avec droit de passer à pied, avec des animaux et voitures, pour entrer et sortir, dans la dite ruelle étant le lot No 1524-11A, en commun avec les autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 6 mars 1916. 1299—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

nine, ten and eleven all on the official subdivision of lot number fifteen hundred and twenty-four (pts. 1524-9, 1524-10 and 1524-11) on the official plan and book of reference of the Saint Antoine ward in the said city of Montreal, and containing said emplacement seventy nine feet four inches in width in front on Saint Catherine street, seventy nine feet two inches in width in rear by one hundred and twelve feet six inches in depth on both sides and having total superficies of eight thousand nine hundred and sixteen square feet, english measure and more or less; bounded in front by Saint Catherine street west as widened, in rear by a lane known as lot No. 1524-11A, to the north east by part of lot No. 1524-8 and to the south west by said Mountain street and being the whole of said lots Nos. 1524-9, 1524-10 and 1524-11, with the exception of the parts thereof expropriated for the widening of said Saint Catherine street west. Said emplacement is further more particularly described and enclosed as follows:

Commencing at a point being the north easterly corner formed by the intersection of Saint Catherine street west and Mountain street and running in a north westerly direction along the line of said Mountain street a distance of one hundred and twelve feet six inches to a point being at the easterly intersection of said Mountain street and a lane known as lot No. 1524-11A, thence along the south easterly side of said lane a distance of seventy nine feet two inches to the point of intersection of said lane with the line of the division between said lots Nos. 1524-9 and 1524-8 on said plan, thence in a south easterly direction along the line of division separating the said lots Nos. 1524-8 and 1524-9 to the north westerly side of said Saint Catherine street west, in a south westerly direction a distance of seventy nine feet four inches to the point of beginning.

On said emplacement is erected a stone front and brick building four storeys in height, the gable wall of which building on the north easterly side is mitoyen with the premises it adjoins and with the right of use on foot and with animal and vehicle for ingress and egress in and over said lane being lot No. 1524-11A in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 6th March, 1916. 1300—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieur.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ANTHIME GADBOIS,
No 4717. } Demandeur; contre
JOSEPH CHEVALIER & RODOLPHE GINGRAS, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs: Un lot de terre ayant front sur la rue Parthenais, dans le quartier DeLorimier, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot numéro douze (12-179), sur le plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, autrefois village DeLorimier et faisant maintenant partie de la ville de Montréal; à distraire de la profondeur du dit lot de terre une lisière de terrain de six pieds de profondeur par toute la largeur du dit lot, pour servir à une ruelle commune—et avec les bâtises dessus érigées. Cet immeuble mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ANTHIME GADBOIS,
No. 4717. } Plaintiff; against JOSEPH CHEVALIER and RODOLPHE GINGRAS, Defendants.

Seized as belonging to said Defendants: That certain lot of land fronting on Parthenais street, in DeLorimier ward, of the city of Montreal, known and designated as being lot number one hundred and seventy nine of the official subdivision of lot number twelve (12-179), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, formerly DeLorimier village and now forming part of the city of Montreal; to be deducted from the depth of said lot a strip of land of six feet in depth by the whole width of said lot to be used as a common lane—with the buildings thereon erected. Said immoveable measuring twenty five feet in width by a depth of about ninety

d'environ quatre-vingt-seize pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 6 mars 1916. 1301—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 6th March, 1916. 1302—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE TRUST & LOAN
No 618. } COMPANY OF CANADA, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires pour la province de Québec, dans les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs DAME BESSIE SEGAL, épouse de feu Harry Abrahamovitz, Défendresse.

Deux lots de terre situés sur l'Avenue Sherbrooke, maintenant rue DeNormanville, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros cent soixante-quatorze et cent soixante-quinze, de la subdivision officielle du lot numéro quatre (4-174-175) aux plan et livre de renvoi officiel du village incorporé de la Côte Saint Louis, avec l'usage de la ruelle en arrière des dits lots en commun avec d'autres y ayant droit—et les bâtisses dessus construites et portant les numéros civiques 97, 99, 101, 103, 105 et 107 de la dite rue DeNormanville. Les lots susdits formant une seule exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DOUZE heures (midi).

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 6 mars 1916. 1303—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TRUST & LOAN
No. 618. } COMPANY OF CANADA, a corporation legally constituted, having its principal place of business for the province, of Quebec, in the city and district of Montreal Plaintiff; vs DAME BESSIE SEGAL, widow of the late Harry Abrahamovitz, Defendant.

Two lots of land situate on Sherbrooke Avenue, now DeNormanville, in the city of Montreal, known and designated as lots numbers one hundred and seventy four and one hundred and seventy five, of the official subdivision of lot number four (4-174 and 175) on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, with the use of the said lane situated in rear of said lots in common with others having a right thereto—with the buildings thereon constructed and bearing civic numbers 97, 99, 101, 103, 105 and 107 of said DeNormanville street. The above said lots forming one plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 6th March, 1916. 1304—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HOME LOAN AND
No 2033. } CONTRACT COMPANY LIMITED, corporation légalement constituée sous l'empire des lois de la province de la Colombie Britannique, ayant ses bureaux chef et principale place d'affaires dans la cité de Vancouver, dans la dite province, ayant aussi un bureau et une place d'affaires dans les cité et district de Montréal, dans la province de Québec, Demanderesse; contre les terres et héritages de AMOS E. TODD, Défendeur.

L'emplacement situé à Longueuil Garden, ayant front sur l'Avenue Gardenville, faisant partie du lot numéro cent quarante (No 140) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil et connu comme étant les subdivisions trente-sept, trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante-un, quarante-deux, quarante-trois et quarante-quatre (Nos 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44) du dit lot officiel numéro cent quarante (No. 140) et mesurant deux cents pieds de largeur sur quatre-vingt-six de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins,—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Longueuil, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 6 mars 1916. 1305—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HOME LOAN AND CON-
No. 2033. } TRACT COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate duly incorporated under the law of the province of British Columbia, having its head office and chief place of business in the city of Vancouver, in the said province, also having an office and place of business in the city and district of Montreal, in the province of Quebec, Plaintiff; against the lands and tenements of AMOS E. TODD, Defendant.

That certain emplacement situate at Longueuil Garden, fronting on Gardenville Avenue, forming part of lot number one hundred and forty (No. 140) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil and known as subdivisions thirty seven, thirty eight, thirty nine, forty, forty one, forty two, forty three and forty four (Nos. 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 and 44) of said official lot number one hundred and forty (No. 140) and containing two hundred feet in width by eighty six feet in depth, english measure, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montreal, 6th March, 1916. 1306—10-2
[First published, 11th March, 1915.]

MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. A. TURCOTTE, Curateur aux biens de Lambert Bélaire, Failli; et HERMENEGILDE DUFORT, Requéran.

Un lot de terre faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-cinq des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, dans le comté d'Hochelega; borné le dit lot de terre, à son front, au nord-ouest, par le chemin public, au côté sud-ouest par J.-B. Robert ou ses représentants, au sud-est par une autre partie du dit lot numéro cent quatre-vingt-cinq du dit cadastre—avec bâtisses y érigées et contenant une largeur de cent pieds par toute la profondeur qu'il y a à partir du dit chemin public au fleuve Saint-Laurent, mesure anglaise, la profondeur étant d'au moins trois cent quarante pieds.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 6 mars 1916. 1307—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HONORABLE G. P. B. CASGRAIN, Sénateur, Demandeur; contre les terres et héritages de MAYER HYAMS, Défendeur, actuellement entre les mains de J. A. Bédard, curateur au délaissement.

Un lot de terre ayant front sur la rue de l'Eglise, situé dans le quartier Saint-Laurent de la cité de Montréal et portant le numéro vingt-trois de la subdivision du numéro cent soixante-huit (168-23) aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds en largeur par quatre-vingt-trois pieds en profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise; borné en front du côté sud-ouest, par la rue de l'Eglise, en arrière par une ruelle portant le numéro 168-80 de la dite subdivision; du côté nord-ouest, par le lot numéro 24, et au sud-est par le numéro 22 de la dite subdivision—avec une maison et autres bâtisses dessus construites, droit de passage en commun avec d'autres dans la dite ruelle et dans une autre conduisant à la dite rue de l'Eglise.

Dans l'état où le tout se trouve actuellement, avec tous les droits, circonstances et dépendances, sous réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 7 mars 1916. 1333—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GEORGES ARCHAMBAULT, avocat, Demandeur; vs A. ALPHONSE ALLARD, Défendeur.

1. Une moitié indivise ($\frac{1}{2}$) des trois lots de terre bornés en front par la rue Brown, en la cité de Montréal, connus et désignés sur le plan de subdivision du lot officiel numéro cent quarante-huit (148) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega, comme étant les lots de subdivision Nos 2028, 2027 et 2026—avec les bâtisses dessus construites.

CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. A. TURCOTTE, curator No. 222. } to the property of Lambert Bélaire, insolvent; and HERMENEGILDE DUFORT, Curator.

That certain parcel of land forming part of lot number one hundred and eighty five of the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, in the county of Hochelega; bounded said parcel of land, in front, to the north west, by the public road, on the south west side by J.-B. Robert or representatives, on the south east another portion of said lot number one hundred and eighty five of said cadastre—with the buildings thereon erected, said parcel of land measuring one hundred feet in width by the whole depth from said public road to the River Saint Lawrence, said depth being not less than three hundred and forty feet, english measure.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 6th March, 1916. 1308—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit } HONORABLE J. P. B. CASGRAIN, Senator, Plaintiff; against the lands and tenements of MAYER HYAMS, Defendant, but now in the hands of J. A. Bédard, (curateur au délaissement).

One lot of land fronting on Church street, situate in the Saint Lawrence ward of the city of Montreal, and bearing the number twenty three of the subdivision of the number one hundred and sixty eight (168-23) on the official plan and book of reference of the said Saint Lawrence ward, containing twenty five feet in width by eighty three feet in depth, the whole more or less, english measure; bounded in front, to the south west side, by Church street, in rear by a lane bearing number 168-80 of the said subdivision, on the north west side, by lot number 24, and on the south east, by number 22, of the said subdivision—with one house and other buildings thereon erected, together with the right of way in common with others in the said lane, and in another one leading to said Church street,

As the whole subsists, with all its rights, members and appurtenances, without reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock (noon).

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 7th March, 1916. 1334—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GEORGES ARCHAMBAULT, advocate, Plaintiff; vs A. ALPHONSE ALLARD, Defendant.

1. An individual half ($\frac{1}{2}$) of three lots of land bounded in front by Brown street, in the city of Montreal, and known and distinguished upon the subdivision plan of lot official number one hundred and forty eight (148) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega, as lots subdivisions Nos. 2028, 2027 and 2026,—with the buildings thereon erected.

2. Deux lots de terre bornés en front par la rue Saint-Hubert, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots de subdivision 805- et 806 du lot officiel numéro 7 aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Montréal, 7 mars 1916. 1335—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MUTUAL LIFE ASSU-
N 2272. } RANCE CO. OF
CANADA**, corps politique et incorporé ayant ses bureau-chef et principale place d'affaires dans la ville de Waterloo, province d'Ontario, Demanderesse; vs **ROBERT GEORGE HOOD**, Défendeur.

L'emplacement situé dans le quartier Saint-Joseph, autrefois quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, et faisant partie du lot connu et aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sous le numéro trois cent quatre-vingt-neuf; borné au nord-est par le lot et la maison No 8 Square Richmond, propriété de Dame Mary McMahan, épouse de Edward H. Troohy, représentant Francis F. Stewart ou ses ayant-cause, et constituant une autre partie du dit lot 389; en arrière, par une ruelle commune; d'un côté au nord-ouest par un autre emplacement faisant partie du dit lot 389, propriété de Dame Anne McGrath, et de l'autre côté au sud-est, par une ruelle qui relie la ruelle d'arrière avec la rue Richmond.

Avec droit de passage sur les dites ruelles conjointement avec d'autres y ayant droit, mais sans les obstruer en aucune manière quelconque. Le dit lot mesure soixante-quatorze pieds et onze pouces sur la ligne nord-est, soixante-seize pieds deux pouces dans la ligne nord-ouest, soixante-dix sept pieds et deux pouces dans la ligne d'arrière et soixante-dix-huit pieds et neuf pouces sur la dite ruelle.

Les dites dimensions d'après mesure anglaise et plus ou moins, sans aucune garantie quelconque et ayant superficie de cinq mille huit cent quatre-vingt-dix pieds, plus ou moins.—avec les bâtisses dessus construites comprenant deux résidences en brique et pierre solides, à trois étages, magasin et bureau, écurie et remise et autres édifices.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Montréal, 7 mars 1916. 1337—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH COURSOL,
No 1889. } Demandeur; vs
JACOB GOLDMAN, LEWIS GOLDMAN ET
SOL GOLDMAN, Défendeurs.**

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Berri, Montréal, mesurant quarante-cinq pieds de largeur par soixante dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, le dit emplacement étant de la bâtisse ayant front sur la rue Berri et construite sur ledit terrain composé de: 1. Un lot connu sous le numéro quatre-vingt

2. Two (2) lots of land bounded in front by Saint Hubert street, in the city of Montreal, and known and distinguished as lots subdivisions 805 and 806 of the official lot number 7 on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of APRIL next, 1916, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Montréal, 7th March, 1916. 1336—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MUTUAL LIFE ASSU-
No. 2272. } RANCE CO. OF CA-
NADA**, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the town of Waterloo, province of Ontario, Plaintiff; vs **ROBERT GEORGE HOOD**, Defendant.

That certain emplacement situate in the Saint Joseph ward, formerly Saint Antoine ward, of the city of Montreal and forming part of the lot known on the official plan and in the book of reference of Saint Antoine ward by the number three hundred and eighty nine; bounded to the north east by the lot and house No. 8 Richmond Square, the property of Dame Mary McMahan, wife of Edward H. Troohy, as representing Francis F. Stewart or her assigns, and being another part of said lot 389; in rear by a lane in common; on one side to the north west by another emplacement forming part of the said lot 389 the property of Dame Anne McGrath, and on the other side to the south east by a lane communicating from the lane in rear to Richmond street.

With the right of use of said lanes in common with others having the right of use thereon but, no right to encumber the said lanes in any manner howsoever. The said lot having seventy four feet eleven inches on the north east line, seventy six feet two inches in the north west line, seventy seven feet two inches in the rear line and seventy eight feet nine inches on said lane.

The said measurements are english measure and more or less, without any warranty whatsoever, and containing a superficies of five thousand eight hundred and ninety feet, more or less—with the buildings thereon erected, consisting of two solid stone and brick dwelling houses, three stones high, shop and office, stable and carriage house and other buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Montréal, 7th March, 1916. 1338—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH COURSOL,
No. 1889. } Plaintiff; vs JACOB
GOLDMAN, LEWIS GOLDMAN AND SOL
GOLDMAN, Defendants.**

Seized as belonging to said defendants:

1. An emplacement fronting on Berri street, Montreal, containing forty five feet in width by seventy feet in depth, english measure and more or less, said emplacement being the width of the building having front on Berri street and erected on said ground which is composed: 1. Of the lot known under number eighty five, being an

cinq, qui est une subdivision officielle du lot numéro cent soixante deux (162-85) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, dans le comté d'Hochelega; 2. Du lot connu sous le numéro quatre vingt-quatre, qui est une subdivision officielle du lot numéro cent soixante-deux (162-84) au dit plan, et 3. D'une lisière de terre faisant partie du lot numéro quatre-vingt-trois de la subdivision officielle du lot officiel numéro cent soixante-deux (162-83) aux dits plan et livre de renvoi du village de la Côte Saint-Louis et adjacent au dit lot numéro quatre vingt-quatre subdivision de cent soixante-et-deux (162-84) et mesurant environ un pied en front rue Berri et la même profondeur que les autres lots plus haut décrits,—avec les bâtisses et dépendances dessus construites.

2. Une propriété composée du lot de terre ou emplacement située rue Rivard et connue sous le numéro deux cent quatre-vingt-onze (15-291) de la subdivision officielle du lot officiel numéro quinze aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste, dans le comté d'Hochelega, mesurant vingt pieds de largeur par soixante-et-dix de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins,—avec une maison et ses dépendances dessus construites; et aussi une portion de terrain de douze pieds de largeur par soixante dix de profondeur à être prise sur le côté nord-ouest du lot de terre ou emplacement situé au même lieu et connue sous le numéro deux-cent-quatre-vingt-dix qui est une subdivision officielle du lot numéro quinze (pt. 15-290) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Saint-Jean-Baptiste et borné comme suit: en front par la rue Rivard, en arrière par une ruelle ci-après mentionnée, au nord-ouest par ledit lot subdivision officielle numéro deux cent quatre-vingt-onze (15-291), du côté sud-est par le résidu du dit lot subdivision officielle deux cent quatre vingt dix du lot quinze (15-290);—avec les maisons et dépendances construites sur ladite propriété portant les numéros 435, 437 et 439 rue Rivard, Montréal, avec droit en commun avec ceux qui peuvent y avoir droit sur une ruelle de quatorze pieds de largeur, mesure anglaise tracée en arrière des dits emplacements ou lots pour communiquer entre la rue Marie-Anne et la dite ruelle portant le numéro de subdivision officielle deux cent quatre vingt-deux du dit lot officiel quinze au dit plan, dans l'état où le tout se trouve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif. Montréal, 7 mars 1916. 1339—10-2
[Première publication, 11 mars 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } FRANCISCO GAMBINO
No. 474. } NO ET AL, Deman-
deurs; vs JEAN-BAPTISTE CHARTRAND
ET AL, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Jean-Baptiste Chartrand:

Un lot de terre borné en front par la rue Cartier, connu et désigné sous le numéro sept cent soixante-trois de la subdivision officielle du lot numéro cent soixante et un (161-763) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante et onze de profondeur, plus ou moins—et avec les bâtisses y érigées, portant les numéros civiques 2232-2234 de la rue Cartier.

Saisi comme appartenant à Lucien Charbonneau:

official subdivision of lot number one hundred and sixty two (162-85) upon the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis, in the county of Hochelega; 2. Of lot known under number eighty four, being an official subdivision of lot number one hundred and sixty two (162-84) on said plan, and 3. Of a strip of ground forming part of lot number eighty three of the official subdivision of lot official number one hundred and sixty two (162-83) on said plan and book of reference of the village of Cote Saint Louis and contiguous of said lot number eighty-four subdivision of one hundred and sixty-two (162-84) and measuring about one feet in front on Berri street by same depth as the other lots above described,—with the buildings and dependencies thereon erected;

2. A property composed of a lot of ground or emplacement situate on Rivard street and known under number two hundred and ninety-one of official subdivision of lot official number fifteen (15-291) upon the official plan and book of reference of village of Saint Jean Baptiste, in the county of Hochelega, containing twenty feet in width by seventy feet in depth, English measure and more or less with a house and dependencies thereon erected; and also a piece of ground of twelve feet in width by seventy feet in depth to be taken on the north-west side of the lot of ground or emplacement situate at same place and known under number two hundred and ninety being an official subdivision of lot number fifteen (15-290), upon the official plan and book of reference of village of Saint Jean Baptiste and bounded as follows: in front by Rivard street, in rear by a lane hereafter mentioned, on the north-west by the said lot official subdivision number two hundred and ninety one of said lot number fifteen (15-291), on the south-east side by the residue of said lot official subdivision two hundred and ninety of lot fifteen (15-290);—with the houses and dependencies erected on said property bearing Nos. 435, 437 and 439, Rivard street, Montreal, with the right in common with whom it may appertain in a lane of fourteen feet in width, english measure left in rear of said emplacements or lots so to communicate from Marie-Anne street to said lane bearing official subdivision two hundred and eighty two of said official lot fifteen on said plan, as the whole now exists.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the after noon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff's Office.
Montreal, 7th March, 1916. 1340—10-2
[First published, 11th March, 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } FRANCISCO GAMBINO
No. 474. } ET AL, Palintiff; vs
JEAN-BAPTISTE CHARTRAND ET AL, Defen-
dants.

Seized as belonging to Jean-Baptiste Chartrand:

That certain lot of land fronting on Cartier street, known and designated under number seven hundred and sixty three of the official subdivision of lot number one hundred and sixty one (161-763), on the official plan and in the book of reference of the village of Côte Visitation, measuring twenty five feet in width by seventy one feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2232-2234 in Cartier street.

Seized as belonging to Lucien Charbonneau:

La partie nord-ouest, étant la moitié d'un lot de terre bornée en front par la rue Châteaubriand connu désigné sous le No sept cent soixante-dix-neuf de la subdivision officielle du lot No 8 (8-779) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent de profondeur, plus ou moins—avec toutes les bâtisses y érigées, portant les Nos civiques 2290 et 2292 de la dite rue Châteaubriand. La susdite partie de lot bornée en front par la rue Châteaubriand, en arrière par une ruelle, d'un côté, au nord-ouest, par le lot No 780 de la même subdivision, et de l'autre côté, au nord-est par le résidu du dit lot No 8 de la même subdivision 779 (8-779).

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 7 mars 1916. 1349—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } GUSTAVE VINET, Demandeur; vs PACIFIQUE LAFRANCE, Défendeur.

Un lot de terre ou emplacement ayant front sur la rue Desery, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent deux (102), de la subdivision officielle du lot numéro cinquante-trois (53-102), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant 25 pieds de largeur par 88 pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 7 mars 1916. 1341—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOHN McWILLIE, Demandeur; vs AARON SIMINOVITCH ET AL, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à Peretz Siminovitch, l'un des défendeurs:

Un lot de terre connu et désigné sous le No trois cent quatre vingt neuf de la subdivision officielle du lot originaire No dix-sept des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Hochelaga, moins un morceau de terre exproprié pour l'élargissement de la rue "Jeanne d'Arc"; borné en front par la dite rue Jeanne d'Arc.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.
Bureau du shérif, Montréal, 7 mars 1916. 1343—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } AUGUSTE DUPUIS, Demandeur; contre PIERRE BARTALUCCI, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Orchard, dans le quartier Emard, à Montréal,

The north west part being the half of a lot of land bounded in front by Châteaubriand street, known and designated under number seven hundred and seventy nine of the official subdivision of lot No. 8 (8-779) on the official plan and in the book of reference of the village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, more or less—with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2290 and 2292 in said Châteaubriand street. The aforesaid part of lot bounded in front by Châteaubriand street, in rear by a lane, on one side, to the north west, by lot No. 780 of same subdivision and on the other side, to the north east, by the residue of said lot No. 8 of same subdivision 779 (8-779).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's office, Montréal, 7th March, 1916. 1350—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } GUSTAVE VINET, Plaintiff; vs PACIFIQUE LAFRANCE, Defendant.

That certain lot of land or emplacement fronting on Desery street, in Hochelaga ward, of the city of Montreal, known and designated as being lot number one hundred and two (102) of the official subdivision of lot number fifty three (53-102), on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring 25 feet in width by 88 feet in depth more or less, english measure—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 7th March, 1916. 1342—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN McWILLIE, Plaintiff; vs AARON SIMINOVITCH ET AL, Defendants.

Seized as belonging to Peretz Siminovitch, one of the defendants herein:

That certain lot of land known and designated under number three hundred and eighty nine of the official subdivision of lot original number seventeen of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, less and to be deducted therefrom a strip of land expropriated for the widening of Jeanne d'Arc street, bounded in front by said Jeanne d'Arc street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.
Sheriff's Office, Montréal, 7th March, 1916. 1344—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } AUGUSTE DUPUIS, Plaintiff; against PIERRE BARTALUCCI, Defendant.

That certain emplacement fronting on Orchard street, in Emard ward, at Montreal, known and

connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal comme étant le lot numéro deux cent quarante et un de la subdivision du lot originaire numéro trois mille six cent onze (3611-241), avec droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit emplacement—et avec toutes bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX, Shérif. Bureau du shérif, Montréal, 7 mars 1916. 1345—10-2 [Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: WILFRID BESSETTE, No 1106. J avocat, Demandeur; vs WILFRID PICHÉ, Défendeur.

Un terrain ou emplacement situé dans le quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, ayant front sur l'Avenue du Congrès projeté, connu et désigné comme étant le lot numéro six cent huit de la subdivision officielle du lot numéro vingt-cinq (25-608) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges, contenant trois mille neuf cent quatre-vingt-quatorze pieds en superficie, mesure anglaise et plus ou moins—sans bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif. Bureau du shérif, Montréal, 7 mars 1916. 1347—10-2 [Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: JOSEPH OVIDE GRAME No 5178. J VEL, GUILLAUME NAPOLEON MONCEL ET JOSEPH BEAUDRY, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires de feu Victor Beaudry, Demandeurs; vs SUPREME REALTIES, LIMITED, corps politique et incorporé ayant son principal établissement en les cité et district de Montréal, Défendeurs.

1. Un emplacement situé sur le côté sud-ouest de la rue Fullum, en la cité de Montréal, étant partie du lot de terre portant le numéro quinze cent soixante-onze (p. 1571) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, la dite partie contenant soixante-douze pieds et onze pouces de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise, située à une distance de soixante-quinze pieds de la ligne sud-est de la rue Sainte-Catherine; la dite partie ou emplacement borné en front au nord-est par la dite rue Fullum, en arrière par partie du terrain ci-après décrit, du côté sud-est par une autre partie du dit lot numéro quinze cent soixante-onze appartenant à Dame F. Chartrand ou représentants, et du côté nord-ouest par une autre partie du dit lot No 1571, partie appartenant au Dr. Roux ou représentants—avec deux maisons et autres bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 92 à 104 de la dite rue Fullum;

2. Un emplacement situé dans le quartier Sainte Marie de la cité de Montréal, contenant soixante-huit pieds et six pouces de largeur par une profondeur de deux cent vingt-trois pieds, mesure anglaise, et formant partie du lot de terre portant le numéro quinze cent soixante et onze (1571) des plan et livre de renvoi officiels du dit

designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal as being lot number two hundred and forty one of the subdivision of lot original number three thousand six hundred and eleven (3611-241), with a right of way in the lane in rear of said emplacement and—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at TWELVE o'clock NOON.

L. J. LEMIEUX, Sheriff. Sheriff's office, Montreal, 7th March, 1916. 1346—10-2 [First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: WILFRID BESSETTE, No. 1106. J advocate; Plaintiff; vs WILFRID PICHÉ, Defendant.

That certain lot of land or emplacement situate in Mont Royal ward of the city of Montreal, fronting on the projected DuCongres Avenue, known and designated as being lot number six hundred and eight of the official subdivision of lot number twenty five (25-608) on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, containing three thousand nine hundred and ninety four feet in superficies, english measure and more or less—without buildings.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff. Sheriff's office, Montreal, 7th March, 1916. 1348—10-2 [First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: JOSEPH OVIDE GRAME No. 5178. J VEL, GUILLAUME NAPOLEON MONCEL AND JOSEPH BEAUDRY, in their capacity of testamentary executors and fiduciaries of late Victor Beaudry, Plaintiffs; vs SUPREME REALTIES, LIMITED, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Defendant.

1. That certain emplacement situate on the south west side of Fullum street, in the city of Montreal, being part of lot of land bearing number fifteen hundred and seventy one (Pt. 1571) of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, said part measuring seventy two feet and eleven inches in width by eighty four feet in depth, English measure, and seventy five feet distant from the south east line of Sainte Catherine street; said part or emplacement being bounded in front to the north east by said Fullum street, in rear by that part of lot hereinafter described, on the south east side by another part of said lot number fifteen hundred and seventy one belonging to Dame F. Chartrand or representatives and on the north west side by another part of said lot No. 1571 belonging to Dr. Roux or representatives—with two houses and other buildings thereon erected bearing civic numbers 92 to 104 in said Fullum street ;

2. That certain emplacement situate in Saint Mary's ward of the city of Montreal, measuring sixty eight feet and six inches in width by two hundred and twenty three feet in depth, English measure, and forming part of the lot of land bearing number fifteen hundred and seventy one (1571) of the official plan and book of reference of

quartier Sainte-Marie, sur le niveau de la rue Sainte-Catherine, la ligne latérale sud-ouest du dit emplacement étant à une distance de soixante-huit pieds et dix pouces de la ligne latérale nord-est des lots numéros quinze cent soixante-douze et quinze cent soixante-treize du dit plan officiel; le dit emplacement borné en front au nord-ouest par la dite rue Sainte-Catherine, en arrière par le lot numéro 1570, du côté sud-ouest par une autre partie du dit lot numéro 1571 appartenant à Dame Louise Chartrand, et du côté nord-est partie par une autre partie du dit lot numéro 1571 et partie par une autre partie du dit lot numéro 1571 appartenant à la dite Dame Louise Chartrand—avec maison, salle de théâtre et autres bâtisses dessus construites portant les numéros 1234 à 1246 de la rue Sainte-Catherine Est, et avec toutes les servitudes actives et passives concernant un passage établi partie sur le dit terrain et partie sur les terrains voisins, pour l'usage commun de tous ceux qui peuvent y avoir droit, pour communiquer du terrain ci-dessus décrit à la rue Fullum.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 7 mars 1916. 1351—10-2
[Première publication, 11 mars 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } DAME CONSTANCE
No 1900. } LAUZON, veuve
de feu Antoine Gravel, Demanderesse; vs
ALBERT AUBERTIN, Défendeur.

Un certain emplacement situé à Applemont, ayant front sur la rue Jarry (actuellement Mazarin), connu et désigné sous le numéro cinq cent cinquante-huit de la subdivision officielle du lot numéro trois mille six cent seize (No 3616-558), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur, par soixante et douze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et notamment la maison portant les numéros civiques cent soixante et cent soixante et deux de la dite rue Mazarin et avec les servitudes y attachées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 15 février 1916. 947—7-2
[Première publication, 19 février 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } ZOTIQUE MAGNAN,
No 4189. } Demandeur; contre
GEORGES CARDINAL, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante de la subdivision officielle du lot numéro vingt-trois (23-40) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; contenant deux mille six cent quarante pieds en superficie, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la rue Stadacona.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 14 février 1916. 905—7-2
[Première publication, 19 février 1916].

said Saint Mary's ward, fronting on Sainte Catherine street, the south west lateral line of said emplacement being sixty eight feet and ten inches distant from the north east lateral line of lots numbers fifteen hundred and seventy two and fifteen hundred and seventy three of said official plan; said emplacement being bounded in front, to the north west, by said Sainte Catherine street, in rear by lot No 1570, on the south west side by another part of said lot number 1571 belonging to Dame Louise Chartrand and on the north east side partly by another part of said lot number 1571 and partly by another part of said lot number 1571 belonging to said Dame Louise Chartrand—with a house, theatre hall and other buildings thereon erected bearing civic numbers 1234 to 1246 in said Sainte Catherine street, and with all the active and passive servitudes attached to a right of way partly on said lot and partly on adjacent lots for the common use of all parties having rights thereto so communicate from the land above described to Fullum street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FOURTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 7th March, 1916. 1352—10-2
[First published, 11th March, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME CONSTANCE
No. 1900. } LAUZON, widow of
the late Antoine Gravel, Plaintiff; vs ALBERT
AUBERTIN, Defendant.

That certain emplacement situate at Applemont, fronting on Jarry street, (now Mazarin), known and designated under number five hundred and fifty eight of lot number three thousand six hundred and sixteen (No. 3616-558), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by seventy two feet in depth, english measure, more or less—with the buildings thereon erected and especially the house bearing civic numbers one hundred and sixty and one hundred and sixty two of said Mazarin street and the servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TWELVE o'clock NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 15th February, 1916. 948—7-2
[First published, 19th February, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ZOTIQUE MAGNAN,
No. 4189. } Plaintiff; vs GEORGES
CARDINAL, Defendant.

That certain lot of land known and designated under number forty of the official subdivision of lot number twenty three (23-40) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Hochelaga; containing two thousand six hundred and forty feet in superficies, more or less, english measure; bounded in front by Stadacona street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 14th February, 1916. 906—7-2
[First published, 19th February, 1916].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **THOMAS PILON**, De-
No 4510. } mandeur; v **DAME**
NOEMIE LARIVEE, de la cité et du district de
Montréal, épouse séparée de biens de Joseph
Ulric Leclair, entrepreneur plâtrier, du même
lieu, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse,
Défenderesse.

Un lot de terre connu et désigné comme étant
la subdivision numéro quatre cent soixante-
quatorze du lot numéro dix-huit des plan et livre
de renvoi officiels du village incorporé d'Hoche-
laga; borné en front par la rue Orléans—avec
bâtisses et matériaux qui se trouvent actuellement
sur ce lot, et toutes servitudes actives et passives
s'y rattachant, y compris droit de passage dans la
ruelle portant le numéro huit cent quarante de la
même subdivision.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de
MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 14 février, 1916. 911—7-2
[Première publication, 19 février 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THOMAS PILON**, Plain-
No 4510. } tiff; vs **DAME NOE-**
MIE LARIVEE, of the city and district of
Montreal, wife separated as to property of Joseph
Ulric Leclair, master plasterer, of the same place
and the latter to authorized his said wife, Defen-
dant.

One lot of land known and designated as being
subdivision number four hundred and seventy
four of lot number eighteen on the official plan
and book of reference for the incorporated
village of Hochelaga; bounded in front by
Orléans street,—with the buildings and materials
now lying on that lot, and all active and passive
servitudes thereto belonging, including the right
of way in the lane bearing number eight hundred
and forty of the same subdivision.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the TWENTY THIRD day of MARCH next,
at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 14th February, 1916. 912—7-2
[First published, 19th February, 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOSEPH O. QUENNE-**
No 761. } **VILLE**, Demandeur;
vs **CARL ROSENBERG**, Défendeur.

Un cinquième indivis d'une terre située dans la
paroisse de Boucherville, au deuxième rang, et
mesurant 70 arpents en superficie, plus ou moins,
et connue et désignée comme étant le No 74 des
plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de
Boucherville—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Boucherville, le VINGT-TROI-
SIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures
de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 14 février 1916. 909—7-2
[Première publication, 19 février 1916.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOSEPH O. QUENNE-**
No 761. } **VILLE**, Plaintiff; vs
CARL ROSENBERG, Defendant.

One undivided fifth part of a land situated in
the parish of Boucherville, in the second range,
and containing 70 arpents in area, more or less,
and known and designated under No. 74 on the
official plan and book of reference for the parish
of Boucherville—with the buildings thereon
erected.

To be sold at the door of the parochial church
of the parish of Boucherville, on the TWENTY
THIRD day of MARCH next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 14th February, 1916. 910—7-2
[First published, 19th February, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **GEORGE GAUTHIER**,
No 2181. } Demandeur; contre
les terres et tenements de **ALFRED BEAUCHE-**
MIN, Défendeur, mais entre les mains de M. L. A.
Bédard, curateur au délaissement.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Mai-
sonneuve, dans le district de Montréal, connu et
désigné sous le numéro quatre cent huit de la
subdivision du lot de terre connu et désigné aux
plan et livre de renvoi officiels du village incorporé
d'Hoche-laga, sous le numéro huit (8-408); borné
en front par l'Avenue Letourneux—avec les
bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances et avec droit dans la ruelle en arrière
du dit lot de terre en commun avec ceux y ayant
droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de
Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de
MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 15 février 1916. 943—7-2
[Première publication, 19 février 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **GEORGE GAUTHIER**,
No. 2181. } Plaintiff; against the
lands and tenements of **ALFRED BEAUCHE-**
MIN, Defendant, but now in the hands of Mr.
L. A. Bédard, curator to the surrender made
herein.

That certain lot of land lying and situate in the
city of Maisonneuve, in the district of Montreal,
known and designated under number four hun-
dred and eight of the subdivision of the lot of land
known and designated on the official plan and in
the book of reference of the incorporated village
of Hochelaga, under number eight (8-408);
bounded in front by Letourneux Avenue—with
the buildings thereon erected, circumstances and
dependencies and the use of the lane in rear of
said lot in common with others having rights
therein.

To be sold at my office in the city of Montreal,
on the TWENTY FOURTH day of MARCH
next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 15th February, 1916. 944—7-2
[First published, 19th February, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L**ÉON MARIN, De-
No 1728. } mandeur; vs NAPO-
LEON MICHON, Défendeur.

Les lots numéros quatre cent quatre-vingt-sept et quatre cent quatre-vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-trois, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, ayant front sur la rue Chambly, mesurant chacun des dits lots 23 pieds de largeur en front et en arrière et 122 pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; à distraire cependant du dit lot numéro 486, la partie sud-est vendue, d'une largeur de 20 pieds en front et en arrière, à partir de la ligne de division entre le lot No 23-486 et le lot No 23-485, sur toute la profondeur du dit lot, ainsi que les dits immeubles se trouvent actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, notamment le droit de passage dans la ruelle en arrière du dit immeuble—et avec toutes les constructions de quatre logements dessus érigées; ces dits lots devant être vendus en bloc, comme une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P.-M. DURAND,

Bureau du shérif, Montréal, 14 février 1916. 913—7-2
[Première publication, 19 février 1916.]

Shérif.

FIERI FAVIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L**ÉON MARIN, Plaintiff;
No 1728. } vs N A P O L E O N
MICHON, Defendant.

The lots numbers four hundred eighty-seven and four hundred eighty-six of the official subdivision of the original lot number twenty three on the official plan and book of reference for the incorporated village of Hochelaga, fronting on Chambly street, each said lot measuring 23 feet wide in front and rear and 122 feet in depth, english measure and more or less; to be deducted however from said lot number 486 the south east part thereof already sold 20 feet wide in front and in rear, from the divisional line between lot No. 23-486 and lot No. 23-485, and along the whole depth of said lot as the said immoveables now subsist with all the servitudes active and passive apparent and un-apparent, especially the right of way in rear lane in rear of the said immoveable and—with all the four tenements buildings thereon erected; those said lots to be sold *en bloc* as one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Montreal, 14th February, 1916. 914—7-2
[First published, 19th February, 1916]

Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **H**ENRI BERNIER ET
No 190. } VICTOR BERNIER
Demandeurs; vs DAME MARIE VALADE,
veuve de feu Joseph D'Orléans, Défenderesse.

Un lot de terre situé sur la rue Lacordaire, en la cité de Montréal, contenant 25 pieds de largeur par 84 pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu et désigné sous le lot numéro 239 de la subdivision officielle du lot No 21 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec les bâtisses y érigées, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives et passives, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIÈME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 15 février 1916. 945—7-2
[Première publication, 19 février 1916.]

Shérif.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **H**ENRI BERNIER AND
No. 190. } VICTOR BERNIER,
Plaintiffs; vs DAME MARIE VALADE, widow
of the late Joseph D'Orléans, Defendant.

That certain lot of land situate on Lacordaire street, in the city of Montreal, containing 25 feet in width by 84 feet in depth, english measure and more or less, known and designated under lot number 239 of the official subdivision of lot No. 21, on the official plan and in the book of reference of the parish of Longue-Pointe—with the buildings erected thereon, as the whole now subsists together with the active and passive servitudes, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montreal, 15th February, 1916. 946—7-2
[First published, 19th February, 1916.]

Sheriff.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **D**EMOISELLE ROSE
No 4173. } DE LIMA BRIEN
DIT DESROCHERS, fille majeure du village de
Boucherville, district de Montréal, et DAME
ALBERTINE GROULX, des cité et district
de Montréal, épouse contractuellement séparée de
biens de J. I. Desrochers, médecin, du même lieu,
et le dit J. I. Desrochers, pour autoriser sa dite
épouse aux présentes, Demanderesse; vs EVA-
RISTE GODIN, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Amherst, sur le côté nord-est de la dite rue, dans le quartier Lafontaine de la cité de Montréal, composé des lots portant les numéros 36, 37, 38 et 39 de la subdivision du lot numéro 974 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques de la dite cité, contenant le dit emplacement, quatre-vingt-quatre pieds de front sur soixante-trois pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec la maison et autres dépen-

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M**ISS ROSE DE LIMA
No. 4173. } BRIEN DIT DESRO-
CHERS, spinster, of the village of Boucherville,
district of Montreal, and DAME ALBERTINE
GROULX, of the city and district of Montreal,
wife contractually separated as to property of
J. I. Desrochers, physician of the same place and
the said J. I. Desrochers, to authorize his said
wife for the purposes hereof, Plaintiffs; vs EVA-
RISTE GODIN, Defendant.

That certain emplacement fronting on Amherst street north east side thereof, in Lafontaine ward, city of Montreal, composed of lots numbers 36, 37, 38 and 39 of the subdivision of lot number 974 of the official plan and book of reference of Saint James ward of said city, containing, said emplacement, eighty four feet in front by sixty three feet in depth, the whole english measure and more or less—with the house and other dependencies thereon erected bearing Nos. 459, 461, 463, 465,

3. Un lot de terre étant la partie sud-ouest du lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-quatre (34) de la subdivision officielle du lot de terre numéro dix (10) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé Saint-Jean-Baptiste, contenant vingt-trois pieds de largeur par vingt-quatre pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise; borné au sud-ouest par une ruelle, au nord-est par le résidu du dit lot, au sud-est par la partie du lot numéro trente-trois (33) ci-haut décrite et au nord-ouest par partie du lot numéro trente-cinq (35) de la même subdivision officielle—avec ensemble les constructions y érigées et le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 février 1916. 963—7-2
[Première publication, 19 février 1916.]

3. That certain parcel of land being the south west part of the lot of land known and designated under number thirty four (34) of the official subdivision of the lot of land number ten (10) on the official plan and in the book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste containing twenty three feet in width by twenty four feet in depth, more or less, english measure; bounded to the south west by a lane, to the north east by the residue of said lot, to the south east by that part of lot number thirty three (33) hereinabove described and on the north west by part of lot number thirty five (35) of same official subdivision—together with the constructions thereon erected, the whole forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sherif.
Montreal, 16th February, 1916. 964—7-2
[First published, 19th February, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: J. JOSEPH GERMAIN, No 1450. Demandeur ES-QUALITE; vs ARTHUR BRUNET DIT BELLEHUMEUR, Défendeur, ES-QUALITÉ; et DAME AGNES PAUZE ET AL., mis en cause; et le dit ARTHUR BRUNET DIT BELLEHUMEUR, Tiers-saisi.

Saisi en la possession du dit tiers-saisi, l'immeuble de la succession de feu Ferdinand Germain, ci-après mentionné, savoir:

Un lot de terre ou emplacement, tel qu'enclos, situé en la ville du Sault-au-Récollet, quartier ouest, et faisant partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent treize (213) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, contenant le lot de terre, soixante-trois pieds et demi de largeur sur le front, soixante-deux pieds de largeur sur l'arrière partie, cent deux pieds de profondeur dans la ligne nord-est et quatre-vingt-quinze pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest, mesure anglaise, plus ou moins et borné comme suit: en front par le Boulevard Gouin, d'un côté, au nord-est, par une rue ou chemin qui se trouve dans la ligne latérale sud-ouest du terrain et dépendances de Fabien Vinet, Ecr., de la dite paroisse et en arrière, au sud-est, par Gilles David et Zéphirin David, ou représentants et de l'autre côté, au sud-ouest, par Langlois St Germain ou représentants—avec une maison de bois et autres dépendances dessus construites et avec l'usage par le dit acquéreur de la susdite rue ou chemin en commun à perpétuité avec le dit Fabien Vinet et les dits Gilles et Zéphirin David et leurs représentants respectifs à l'avenir, mais sans avoir le droit d'embarrasser ou obstruer la dite rue ou chemin en aucun temps et à la charge par le dit acquéreur d'entretenir la partie de la dite rue ou chemin qui se trouve le long du terrain sus-vendu, mais à frais communs avec toutes personnes qui en ont ou qui en auront l'usage à l'avenir.

Le dit immeuble devant être vendu à la charge par l'adjudicataire du droit d'habitation pour Dame Agnès Pauzé, veuve du dit feu Ferdinand Germain, sa vie durant, sur la maison érigée sur le dit immeuble, en vertu du testament du dit Ferdinand Germain, passé le 21 mars 1914, devant M^{re} Donat Corbeil, notaire; le dit droit d'habitation étant cependant grevé de l'obligation par la dite Dame Agnès Pauzé de payer les taxes générales et spéciales se rattachant à la dite maison.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: J. JOSEPH GERMAIN, No. 1450. Plaintiff; vs ARTHUR BRUNET DIT BELLEHUMEUR, Defendant, ES-QUALITY; et DAME AGNES PAUZE ET AL., mis-en-cause; et The said ARTHUR BRUNET DIT BELLEHUMEUR, Garnishee.

Seized in the lands of said Garnishee to immoveable of the estate of late Ferdinand Germain, hereinafter described, to wit:

That certain lot of land or emplacement, as fenced in, situate in the town of Sault-au-Récollet, west ward and forming part of the lot of land known and designated under number two hundred and thirteen (213) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, containing said lot of land, sixty three feet and a half in width in front, sixty two feet in width in rear, one hundred and two feet in depth on the north east line and ninety five feet in depth on the south west line, english measure and more or less and bounded as follows: in front by Gouin Boulevard, on one side, to the north east, by a street or road lying along the south west lateral line of the land and dependencies of Fabien Vinet, esq., of said parish and in rear, to the south east, by Gilles David and Zéphirin David or representatives, and on the other side, to the south west, by Langlois St Germain or representatives,—with a wooden house and other dependencies thereon erected and with the perpetual use, by the said purchaser of the aforesaid street or road in common with said Fabien Vinet and the said Gilles and Zéphirin David and their future respective representatives, without in any wise obstructing on impeding said road or street, the said purchaser to maintain in good order that part of said street or road lying along the land sold by these presents, but in common with all parties using or who may in future use same.

The said immoveable to be sold subject to a right of dwelling for Dame Agnes Pauzé, widow of the late Ferdinand Germain, during her lifetime, on the house erected on said immoveable, under the last will and testament of said Ferdinand Germain, made on the 21st March, 1914, before Donat Corbeil, Esquire, Notary, the said right of dwelling being however subject to the payment, by said Dame Agnes Pauzé, of the general and special taxes on said house.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain à MIDI.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 16 février 1916. 957-7-2
[Première publication, 19 février 1916].

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at TWELVE o'clock, noon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 16th February, 1916. 958-7-2
[First published, 19th February, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: DONALD ROBERT
No 1849.) MCDONALD,
Demandeur; vs ANGUS KENNEDY, Défendeur.

Un lot de terre située dans le quartier Saint-Henri de la dite cité de Montréal, mesurant cinquante pieds de largeur par quarante-deux pieds de profondeur, plus ou moins et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal comme faisant partie du lot numéro mil six cent dix-sept (Pt. 1617) et borné en front par la rue Saint-Paul, maintenant rue Lenoir, en arrière par le lot numéro mil six cent quinze, d'un côté par la rue Saint-Antoine et de l'autre côté par le lot numéro mil six cent seize au dit plan.

Les dimensions ci-haut de mesure anglaise et plus ou moins, dans l'état où se trouve actuellement ladite propriété—avec toutes les bâtisses dessus construites et tous les droits, circonstances et dépendances s'y rattachant, sans exception ni réserve.

Pour être vendu en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour de MARS prochain, à QUATRE heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 16 février 1916. 959-7-2
[Première publication, 19 février 1916].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: DONALD ROBERT
No. 1849.) MCDONALD,
Plaintiff; vs ANGUS KENNEDY, Defendant:

A lot of land situate in the Saint Henri ward of the said city of Montreal, containing fifty feet in width by forty two feet in depth more or less and known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as part of lot number one thousand six hundred and seventeen (Pt. 1617) and bounded in front by Saint Paul street, now Lenoir street, in rear by lot number one thousand six hundred and fifteen, on one side by Saint Antoine street and on the other side by lot number one thousand six hundred and sixteen on said plan.

The above measurements are english measure and are more or less, as the said property now subsists—with all the buildings thereon erected and with all the rights members and appurtenances thereto belonging without exception or reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at FOUR o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 16th February, 1916. 960-7-2
[First published, 19th February, 1916].

Ventes par le Shérif—Ottawa

Sheriff's Sales—Ottawa

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

VENTE PAR LE CORONER FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: RUGGLES WRIGHT, ES-
No 4080.) QUALITE ET AL; Deman-
deurs; contre THE MOUNT VIEW REALTY
COMPANY, LTD., Défenderesse, à savoir:

Le lot numéro onze A (11-A) dans le second rang et le lot numéro onze (11) dans le troisième rang, les deux du canton de Hull, dans le comté d'Ottawa, d'après les plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton, les dits lots mesurant deux cent cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, ainsi que les circonstances et dépendances qui s'y rattachent.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en la cité de Hull, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. F. LYSTER,
Bureau du coroner, Coroner.
District d'Ottawa.
Hull, 6 mars, 1916. 1329-10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CORONER'S SALE FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: RUGGLES WRIGHT, ES-
No. 4080.) QUAL, ET AL; Plaintiffs;
against THE MOUNT VIEW REALTY COM-
PANY LTD., Defendants, to wit:

Lot number eleven A (11-A) in the second range and lot number eleven (11) in the third range, both of the township of Hull, in the county of Ottawa, according to the official plan and book of reference of said townhsip, the said lots containing two hundred and fifty acres in superficies, more or less—with the buildgins and improvements, thereon and the members and appurtenances thereunto belonging.

To be sold at the registry office in the city fo Hull, on the ELEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. F. LYSTER,
Coroner's office, Coroner.
District of Ottawa.
Hull, 6th March, 1916. 1330-10-2
[First published, 11th March, 1916.]

Ventes par le Shérif—St-François

Sheriff's Sales—St. Francis

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **G**EOURGE AR-
No 796. } **T**HUR DAR-
CHE, rentier, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, demandeur; contre **ANGUS KENNEDY**, des cité et district de Montréal, et **JOHN D. KENNEDY**, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, défendeurs.

Saisis comme appartenant au dit défendeur John D. Kennedy:

“Le lot numéro cent-sept (107) sur le plan de subdivision de partie du lot numéro un mille quatre cent quarante-quatre (1444) sur les plan et livre de renvoi officiels pour le quartier sud de la cité de Sherbrooke,—avec les bâtisses de dépendances dessus construites.”

Pour être vendus à mon bureau, au palais de justice, en la cité de Sherbrooke, dit district, le QUATORZIEME jour d'AVRIL prochain, 1916, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEYER,
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 7 mars 1916. 1385—10-2
[Première publication, 11 mars 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **T**HE CANADIAN
No 995. } **B**ANK O F
COMMERCE, corps incorporé ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires en la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, et ayant un bureau en la ville de Mégantic, dans le district de Saint-François, Demanderesse; contre **THE MEGANTIC RACING CLUB, INCORPORATED**, corps incorporé ayant son bureau chef en la ville de Mégantic, dans le district de Saint-François, Défenderesse.

Saisis comme appartenant à la dite défenderesse:

1. Un certain morceau de terrain de la contenance de quinze acres de terre en superficie, à prendre et à distraire de la partie sud-ouest du lot de terre numéro deux mille trois cent cinquante sept (2357) des plan et livre de renvoi officiels pour la ville de Mégantic; ce terrain devant être mesuré de l'extrémité sud-est de la dite partie de lot en montant vers le nord-ouest, de la contenance d'environ trois acres de largeur sur la profondeur nécessaire pour former les quinze acres; borné au sud-est par le terrain appartenant à MM. Gendreau & McAulay ou représentants, au nord-ouest par le terrain de Philias Huot ou représentants, d'un côté au sud-ouest par le terrain de Henry Genest ou représentants et de l'autre côté au nord-est par le terrain de Theodore Bilodeau ou représentants,—avec les bâtisses dessus faites et érigées, circonstances et dépendances.

2. Une certaine lisière de terrain de douze pieds de largeur sur la profondeur du terrain qu'il y a depuis le côté nord-ouest du chemin appelé rue du Moulin à pulpe à l'extrémité sud-est du lot de terre numéro deux mille trois cent cinquante-sept (2357) du cadastre de la ville de Mégantic, à prendre et à distraire cette lisière de

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **G**EOURGE ARTHUR
No. 796. } **D**ARCHE, an-
nuitant, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against **ANGUS KENNEDY**, of the city and district of Montreal and **JOHN D. KENNEDY**, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, Defendants.

Seized as belonging to said Defendant John D. Kennedy:

That certain lot number one hundred and seven (107) on the subdivision plan of part of lot number one thousand four hundred and forty four (1444) on the official plan and book of reference for the south ward of the city of Sherbrooke,—with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, at the Court House, in the city of Sherbrooke, said district, on the FOURTEENTH day of APRIL next, 1916, at eleven o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEYER,
Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 7th March, 1916. 1386—10-2
[First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **T**HE CANADIAN
No. 995. } **B**ANK OF COM-
MERCE, a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Toronto, in the province of Ontario, and having a branch in the town of Megantic, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against “**THE MEGANTIC RACING CLUB, incorporated**”, a body politic and corporate having its chief place of business in the town of Megantic, in the district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to said Defendant:

1. That certain parcel of land containing fifteen acres of land in superficies, to be taken and deducted from the south west part of the lot of land number two thousand three hundred and fifty seven (2357) of the official plan and book of reference for the town of Megantic; said parcel of land to be measured from the south east extremity of said part of lot upwardly towards the north west and containing three acres in width by the depth necessary to form fifteen acres; bounded on the south east by the land belonging to Messrs. Gendreau & McAuley or representatives, on the north west by the land of Philias Huot or representatives, on one side to the south west by the land of Henry Genest or representatives, and on the other side, to the north east, by the land of Theodore Bilodeau or representatives—with the buildings thereon erected and made, circumstances and dependencies.

2. That certain strip of land of twelve feet in width by the depth of land from the north west side of the road called pulp mill street, at the south east extremity of the lot of land number two thousand three hundred and fifty seven (2357) of the cadastre of the town of Megantic, to be taken and detached, said strip of land, from

terrain, du côté sud-ouest du lot de terre numéro deux mille trois cent cinquante-huit (2358) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit village de Mégantic; borné en front au sud-est par le chemin du moulin à pulpe, en arrière, au nord-ouest, par la partie ci-dessus décrite au premier paragraphe du présent avis comme appartenant à Mégantic Racing Club, d'un côté, au nord-est par une partie du lot numéro deux mille trois cent cinquante-huit (pt. 2358), et de l'autre côté au sud-ouest par le terrain de madame Elzemire Dubeau ou représentants.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès de Mégantic, le ONZIEME jour d'AVRIL prochain, 1916, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 7 mars 1916. 1387—10-2
[Première publication, 11 mars, 1916.]

the south west side of the lot of land number two thousand three hundred and fifty eight (2358) of the official cadastral plan and book of reference for the town of Megantic, bounded in front to the south east by the pulp mill road, in rear, to the north west, by the part of lot firstly hereinabove described in the present notice as belonging to the Megantic Racing Club, on one side, to the north east, by another part of lot number two thousand three hundred and fifty eight (pt. 2358), and on the other side, to the south west, by the land of Dame Elzemire Dubeau or representatives.

To be sold *en bloc* at the church door of the parish of Sainte Agnes de Megantic, on the ELEVENTH day of APRIL next, 1916, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 7th March, 1916. 1388—10-2
First published, 11th March, 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir:) JOHN FAHEY,
No 95.) Demandeur; vs
DAME VALERIE FOUCHER ET VIR, Défendeurs et JOSEPH SYLVAIN TÉTRAULT, Curateur au délaissement.

Avis est par le présent donné que la vente des immeubles saisis en la présente cause, d'abord annoncée comme devant avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le vingt unième jour de juillet 1914, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Westbury, aura lieu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis de Westbury, le VINGT-UNIEME jour de MARS prochain, 1916, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 16 février 1916. 975—7-2
[Première publication, 19 février 1916.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit:) JOHN FAHEY, Plaintiff; vs DAME VALERIE FOUCHER ET VIR, Defendants, and JOSEPH SYLVAIN TÉTREULT, Curator to the delaissement.

Notice is hereby given that the sale of the immoveables seized in this cause, formerly announced to take place at ten of the clock in the forenoon, on the twenty first day of July 1914, at the church door of the parish of Saint Louis de Westbury, will take place of the church door of the parish of Saint Louis de Westbury, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, 1916, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 16th February, 1916. 976—7-2
[First published, 19th February, 1916.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de circuit.—District de Montreal.

Saint-Hyacinthe, à savoir:) H. LAMARRE ET
No 23301.) AL., Demandeurs; CONTRE JOSEPH LEGER, Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Saint-André d'Acton, sur le troisième rang, mesurant cinq arpents de front par vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous les lots numéros deux cent cinquante huit (258) et deux cent cinquante neuf (259) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées;

2. Une terre située en la paroisse de Saint-André d'Acton, sur le troisième rang, mesurant cinq arpents de front par vingt huit arpents de profondeur, plus ou moins, connue et désignée sous les lots numéros deux cent soixante deux (262) et deux cent soixante trois (263) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église d'Acton-

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit:) H. LAMARRE ET
No. 23301.) AL., Plaintiffs; AGAINST JOSEPH LEGER, Defendant:

1. A land situate in the parish of Saint Andre d'Acton, on the third range, containing five arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less, known and designated under lots numbers two hundred and fifty eight (258) and two hundred and fifty nine (259) on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected.

2. A land situate in the parish of Saint Andre d'Acton, on the third range, containing five arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less, known and designated under lots numbers two hundred and sixty two (262) and two hundred and sixth three (263) on the official plan and book of reference of said parish—with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Actonvale, on

vale, le VINGT ET UNIEME jour de MARS prochain (1916), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 15 février 1916. 973-7-2
[Première publication, 19 février 1916.]

the TWENTY FIRST day of MARCH next (1916), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 15th February, 1916. 973-7-2
[First published, 19th February, 1916.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de circuit, comté de Maskinongé.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } A DELARD LE-
No 1520. } MIRE, De-
mandeur; vs ELZEAR MICHELIN, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir: Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, connu et désigné sous le numéro sept cent dix-huit (718) du cadastre officiel pour la dite paroisse; à distraire de ce lopin de terre sur la toute la profondeur d'icelui du côté contigu au numéro 719, une lisière de dix pieds de largeur, lequel immeuble est détenue par le défendeur comme cessionnaire d'un bail emphytéotique originairement consenti par Isaie Lafrenière à Joseph Isaie Médard Marchand, en date du 31 juillet 1892, devant Mre. L. E. Galipeault, pour une période de quatre-vingt-dix-neuf ans à partir de la dite date; à la charge d'une rente de cinq piastres par année—avec une maison et un hangar construits sur le dit terrain, susceptibles d'être enlevés après expiration définitive du bail.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, le VINGT-UNIEME jour de MARS prochain, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 12 février 1916. 967-7-2
[Première publication, 19 février, 1916.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Court of Circuit, County of Maskinongé.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } A DELARD LE-
No. 1520. } MIRE, Plaintiff;
vs ELZEAR MICHELIN, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit: One parcel of land situated in the parish of Saint Joseph de Maskinongé, known and designated, under number seven hundred and eighteen (718) on the official cadastre for the said parish; to be deducted from that parcel of land across the whole depth thereof on the side adjoining No. 719, one strip ten feet wide, that immoveable being owned by the defendant as grantee under an emphyteutic lease formerly assented to by Isaie Lafrenière to Joseph Isaie Médard Marchand and dated 31st July, 1892, before Mre L. E. Galipeault, for a period of nine-nine years from said date; subject to a rent of five dollars per annum—with one dwelling house and shed erected on the said land which may be removed after the final expiration of the lease.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Joseph de Maskinongé, on the TWENTY FIRST day of MARCH next, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 12th February, 1916. 968-7-2
[First published, 19th February, 1916.]

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur Général. } le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Valleyfield, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au

Proclamations

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS the
Attorney General. } secretary to the duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised statutes of the province of Québec, in and for the Roman Catholic Diocese of Valleyfield, in Our Province of Québec, canonically acknowledged and erected by Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said

lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrit et déterminées les limites et bornes de partie de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, dans le comté de Soulanges, dans le dit diocèse catholique romain de Valleyfield, qu'il croit le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac et d'annexer à la paroisse de Saint-Clet, dans le comté de Soulanges, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir:

Le territoire devant être détaché de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, dans le comté de Soulanges, pour être annexé à la paroisse de Saint-Clet, même comté, comprend:

Les lots Nos 510, 511 et 512 (concession Emmanuel Est) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac et annexée à la paroisse de Saint-Clet.

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac ci-dessus décrite sera détachée de la dite paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-Clet.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Saint-Ignace du Côteau du Lac, fera partie de la dite paroisse de Saint-Clet pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce HUITIÈME jour de MARS en l'année mil neuf cent seize, de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

1375 Sous-secrétaire de la province.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes,

Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac in the county of Soulanges, in the said Roman Catholic Diocese of Valleyfield, which they think most expedient to be detached from the said parish of Saint Ignace du Côteau du Lac and to be annexed to the parish of Saint Clet in the county of Soulanges, in the Diocese aforesaid to be as follows, that is to say:

The tract of land being detached from the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, in the county of Soulanges, and annexed to the parish of Saint Clet, same county, comprises:

Lots Nos. 510, 511, and 512 (Emmanuel East Concession) of the official cadastre of the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, and to be and remain annexed to the parish of Saint Clet.

And We have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Saint Ignace du Côteau du Lac above described to be detached from the said parish of Saint Ignace du Côteau du Lac and to be and remain annexed to the said of Saint Clet.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of Saint Ignace du Côteau du Lac, to be hereafter part of the said parish of Saint-Clet, for all civic purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec.

WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, the EIGHTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixteen, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

1376 Deputy Provincial Secretary.

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India,

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } ATTENDU que
Procureur-Général. } le secrétaire
des commissaires dûment nommés pour les fins du chapitre premier du titre neuf des Statuts refondus de la province de Québec, dans et pour le diocèse catholique romain de Nicolet, dans Notre Province de Québec, tel que canoniquement reconnu et érigé par les autorités ecclésiastiques, a, sous l'autorité des susdits statuts, transmis au lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec, son certificat constatant qu'il n'a été déposé à son bureau aucune opposition à la reconnaissance du décret canonique de l'autorité ecclésiastique du dit diocèse et aussi le dit décret canonique dans lequel sont décrites et déterminées les limites et bornes de partie de la paroisse de Saint-Pierre de Durham, dans le comté de Drummond, dans le dit diocèse catholique romain de Nicolet, qu'il croit le plus convenable de détacher de la dite paroisse de Saint-Pierre de Durham et d'annexer à la paroisse de Saint-Fulgence de Durham, dans le comté de Drummond, dans le diocèse susdit, comme suit, savoir:

Le territoire devant être détaché de la paroisse de Saint-Pierre de Durham pour être annexé à la paroisse de Saint-Fulgence, dans le comté de Drummond, est formé des lots Nos 15, 16, 17, 18, 19 du rang VIII et de la moitié sud-ouest du lot No 18 du rang VII de la subdivision primitive du canton Durham, lesquels correspondent collectivement aux lots Nos 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 568, 569 et 570 du cadastre officiel du dit canton Durham, dans le comté de Drummond.

A CES CAUSES, Nous avons confirmé, établi et reconnu, et par les présentes confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes de la partie de la paroisse de Saint-Pierre de Durham, ci-dessus décrites, qui sera et demeurera détachée de la dite paroisse de Saint-Pierre de Durham et annexée à la paroisse de Saint-Fulgence de Durham.

Et nous avons ordonné et déclaré, et par les présentes ordonnons et déclarons que la dite partie de la paroisse de Saint-Pierre de Durham, ci-dessus décrite, sera détachée de la dite paroisse de Saint-Pierre de Durham et sera et demeurera annexée à la dite paroisse de Saint-Fulgence de Durham.

Et par les présentes, Nous décrétons qu'à l'avenir la dite partie de la dite paroisse de Saint-Pierre de Durham fera partie de la dite paroisse de Saint-Fulgence de Durham pour toutes les fins civiles en conformité des dispositions des susdits statuts.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TESOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de la dite province.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce HUITIEME jour DE MARS en l'année mil neuf cent seize, de l'ère chrétienne

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } WHEREAS the
Attorney General. } secretary to
duly appointed Commissioners for the purposes of chapter first of title nine of the Revised Statutes of the Province of Quebec, in and for the Roman Catholic Diocese of Nicolet, in Our Province of Quebec, canonically acknowledged and erected by Ecclesiastical authorities, has, under the authority of the said Statutes transmitted to the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, his certificate establishing that no opposition has been made to the civil recognition of the canonical decree of the Ecclesiastical authorities together with the canonical decree, by which they describe and declare the limits and boundaries of that certain part of the parish of Saint Pierre de Durham, in the county of Drummond, in the said Roman Catholic Diocese of Nicolet, which they think most expedient to be detached from the said parish of Saint Pierre de Durham and to be annexed to the parish of Saint Fulgence de Durham, in the county of Drummond, in the Diocese aforesaid, to be as follows, that is to say:

The tract of land being detached from the parish of Saint Pierre de Durham and annexed to the parish of Saint Fulgence, in the county of Drummond, is made up of lots 15, 16, 17, 18, 19 of the 8th range and the south west half of lot No. 18 of the 7th range of the original subdivision of Durham township, which aforesaid lots correspond collectively to lots Nos. 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 568, 569 and 570 of the official cadastre of said Durham Township, county of Drummond.

NOW KNOW YE, that we have confirmed, established and recognised, and by these presents do confirm, establish and recognize the aforesaid limits and boundaries of that part of the parish of Saint Pierre de Durham hereinbefore described, to be and remain detached from the said parish of Saint Pierre de Durham and to be and remain annexed to the parish of Saint Fulgence de Durham.

And we have ordained and declared, and by these presents do ordain and declare the said part of the parish of Saint Pierre de Durham, above described to be detached from the said parish of Saint Pierre de Durham and to be and remain annexed to the said parish of Saint Fulgence de Durham.

And We do hereby constitute the said part of the said parish of Saint Pierre de Durham, to be hereafter part of the said parish of Saint Fulgence de Durham, for all civil purposes, agreeably to the provisions of the aforesaid Statutes.

Of all which Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Quebec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHT day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine

et de Notre règne la sixième année.
Par ordre,

1377

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la Province.

hundred and sixteen, and in the sixth
year of Our Reign.
By command,

1378

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary.

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ses présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Procureur Général. } ATTENDU que dans et par un Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année du règne de feu sa Majesté la Reine Victoria, et intitulé: "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent", il est entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand sceau de la Province, devant venir en force au jour y mentionné établir des cantons dans les parties de la Province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établi, et en fixer les tenants et aboutissants;" Et attendu que nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le Comté de Témiscouata, dans le District de Kamouraska, dans Notre Province de Québec, en un canton sous le nom de canton "Robinson";

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente Proclamation Royale établissons en un canton, sous le nom de canton "Robinson" cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit Comté de Témiscouata, dans le dit district de Kamouraska, dans Notre dite Province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le Rapport de l'Honorable Ministre des Terres et Forêts, dans Notre dite Province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de notre dite Province savoir:

Le canton Robinson, dans le comté de Témiscouata, est borné au nord-est par la seigneurie du Lac Témiscouata, au sud-est par la ligne interprovinciale entre Québec et le Nouveau-Brunswick, au sud-ouest par la rive nord-est du lac Long, à l'ouest par le canton Botsford, et au nord-ouest par le canton Packington; ses limites sont décrites comme suit, savoir:

Partant d'une borne, au coin sud-est du canton Botsford qui est aussi le coin sud-ouest du canton Robinson, à un poteau-monument portant le numéro neuf (9) de la série des monuments érigés sur la ligne interprovinciale entre Québec et le Nouveau-Brunswick, une ligne longue de soixante dix-neuf chaînes trente-cinq chaînons (79,35), plus ou moins, suivant le nord astronomique, jusqu'à une deuxième borne plantée sur le côté sud-ouest du lac Long, à la tête d'icelui, puis

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

P.-E. LEBLANC.

GEORGES V, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,—GREETING:

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN,
Attorney General. } WHEREAS in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland made and passed in the thirtieth year of the Reign of Her late Majesty Queen Victoria, and intituled: "An Act for the Union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick and the Government thereof, and for other purposes connected therewith", it is amongst other things enacted that "the Lieutenant-Governor of Québec may, from time to time, by Proclamation, under the Great Seal of the Province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute township in those parts of the Province of Québec, in which Townships are not then already constituted, and fix the metes and bounds thereof; "And Whereas, We have thought fit to constitute a certain tract of our waste lands situate and being in the county of Témiscouata, in the District of Kamouraska in Our Province of Québec, a township by the name of the township of Robinson;

Now KNOW YE, that under the authority of the said Act of the Parliament of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted and by this Our Royal Proclamation, do constitute into a township by the name of the township Robinson, that certain tract or Our waste lands situate and being in the said County of Témiscouata, in the said District of Kamouraska, in Our Province of Québec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable the Minister of Lands and Forests, in Our said Province of Québec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit:

The township of Robinson, in the county of Témiscouata is bounded on the north east by the Seignior of Lake Témiscouata, on the south east by the interprovincial boundary between Québec and New Brunswick, on the south west by the north east bank of Lake Long on the west by Bostsford township and on the north west by Packington township; its limits are more particularly described as follows, to wit:

Starting from a stake, at the south east corner of Bostsford township, which point is also the south west corner of Robinson township, at a land monument bearing number nine (9) of the series of monuments erected on the interprovincial boundary between Québec and New Brunswick, a line running north astronomically, seventy nine chains and thirty five links (79.35) in length, to a second stake driven on the south west side of Lake Long, at the head thereof,

le prolongement de cette ligne en travers le dit lac, jusqu'à la rive nord-est, distante de quatre-vingt-quatre (84) chaînes, plus ou moins, du sus-dit poteau-monument numéro neuf (9); de là, dans une direction générale ouest, les sinuosités de la rive nord-est du lac Long, jusqu'au coin sud du canton Packington qui est aussi le coin ouest de dit canton Robinson; de là, suivant la course nord quarante-cinq degrés est (N. 45° E.) astronomique, ou environ, la ligne sud-est du dit canton Packington, telle qu'établie sur le terrain, sur une distance de huit cent vingt-huit (828) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la limite sud-ouest de la seigneurie-du-lac-Témiscouata, au coin est du canton Packington qui est aussi le coin nord du dit canton Robinson; de là, suivant la course sud cinquante-cinq degrés est (S. 55° E.) astronomique, ou environ, la sus-dite limite de seigneurie telle qu'établie sur le terrain, sur une distance de six cent soixante-six (666) chaînes, plus ou moins, jusqu'à la ligne interprovinciale en premier lieu mentionnée, à un point faisant le coin est du canton Robinson; de là, suivant la course sud soixante-trois degrés quarante-cinq minutes ouest (63° 45'), la dite ligne interprovinciale sur une distance de neuf cent cinquante-six chaînes quarante-trois chaînons (956.43), plus ou moins, telle qu'établie sur le terrain, jusqu'au poteau-monument du point de départ.

Le canton Robinson tel que ci-dessus délimité, occupe une étendue de soixante-onze mille quatre cents acres (71400), plus ou moins, en superficie, tel que le tout appert du diagramme ou plan du dit territoire annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département des Terres et Forêts.

ET DE PLUS conformément aux dispositions du dit Acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le vingt-neuvième jour du mois de mars courant sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente Proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit vingt-neuvième jour du mois de mars courant, un canton sous le nom de canton "Robinson" à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton "Robinson" comme susdit.

De tout ce que dessus, tous nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, lieutenant-gouverneur de la dite province.

En l'Hôtel du Gouvernement, de Notre province de Québec, à Québec, ce NEUVIEME jour MARS en l'année mil neuf cent seize, de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

1389

then said line continued across said lake to the north east bank, a distance of eighty four (84) chains, more or less, from aforesaid land monument number nine (9); thence, in a general western direction, the sinuosities of the north east bank of lake Long to the south corner of Packington township, which is also the west corner of said Robinson township; thence in a direction north forty five degrees East (N. 45° E.) astronomically, or thereabouts, the south east line of said Packington township, as established on the land, a distance of eight hundred and twenty eight (828) chains, more or less, to the south west limit of the Seigniorly of lake Temiscouata, to the east corner of Packington township which is also the north corner of Robinson township; thence, in a direction south fifty five degrees east (S. 55° E.) astronomically, or thereabouts, the aforesaid seigniorly limit as established on the land, a distance of six hundred and sixty six (666) chains, more or less, to the firstly hereinabove mentioned interprovincial boundary, to a point being the east corner of Robinson township; thence, in a direction south sixty three degrees and forty five minutes west (S. 63°, 45' W.), the said interprovincial boundary for a distance of nine hundred and fifty six chains, forty three links (956.43), more or less, as established on the land, to the land monument of the starting point.

The township of Robinson as hereinabove limited covers an area of seventy one thousand four hundred acres (71,400), more or less, as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the department of Lands and Forests.

And we do further, by these presents, pursuant to the provisions of the said Act, declare and order that the twenty ninth day of the month of March instant, shall be the day, on, from and after which this Our Royal Proclamation shall take effect, and that the said tract of land, so as aforesaid bounded and described, and every part and parcel thereof, shall be and remain on from and after the said twenty ninth day of the month of March instant, a township by the name of the township Robinson, to all intents, constructions and purposes whatever, notwithstanding any misbounding, misnaming, or other imperfections or omissions of or concerning the said tracts of land hereby constituted into a township under the aforesaid name of the township Robinson.

Of All which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable PIERRE-EVARISTE LEBLANC, Lieutenant Governor of the said Province.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this NINTH day of MARCH, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixteenth, and in the sixth year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

1390

"La Compagnie des Jardins Maraîchers, Limitée."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du troisième jour de mars 1916, constituant en corporation MM. Félix Gervais, marchand, Maisonneuve; Aldéric Vinet, tailleur; Eugène Leclere, bijoutier; Dr. Eugène Côté, dentiste et Joseph Alfred Turgeon, négociant, de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par vente, échange, transport ou autrement des immeubles, lots et terres; les subdiviser soit en lots à bâtir, soit en jardins maraîchers ou pour toute autre fin, au gré des acquéreurs; les donner, vendre et échanger ou autrement en disposer de quelque manière que ce soit, les construire et y faire tous travaux et améliorations quelconques; les louer à toute personne, société et compagnie en tout ou en partie pour des fins agricoles ou autres; les donner à bail, à bail à ferme ou autrement; de les hypothéquer ou de les donner en garantie en tout ou en partie; acquérir de quelque manière que ce soit par vente ou autrement l'actif et le passif de toute autre compagnie immobilière et mobilière et notamment tous les parts, droits, actions et prétentions, intérêts et obligations quelconques tant activement que passivement de la compagnie dite: "Le Crédit Immobilier de Boucherville", corps politique et incorporé et ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal; le tout sujet à l'approbation de la majorité en valeur des actionnaires des dites compagnies, sous le nom de "La Compagnie des Jardins Maraîchers Limitée", avec un fonds social de cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce troisième jour de mars 1916.

C. J. SIMARD,

1371—10-2 Sous-secrétaire de la province.

"Canadian Welding Works, Limited."

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf février 1916 constituant en corporation MM. Lauritz Valdemar Miller, William Phillips Bennett, marchands, Léon Daoust, commis, Alexander Goodsir Fowler Ross, agent, Charles Henry Low, comptable, de la cité de Montréal, pour les fins suivantes:

Exercer sous toutes ses formes l'industrie de la sidérurgie et de la métallurgie, de la fonderie et soudure de tous les métaux, de machinistes, menuisiers, et entrepreneurs généraux pour aucune espèce de travaux; manufacturer, acquérir, acheter, vendre et généralement faire commerce d'aucuns des articles et effets dans la composition desquels entrent les métaux, la pierre, la brique, le bois, ensemble ou séparément;

Acquérir comme industrie en opération l'usine, les machineries et l'actif en général de l'industrie de la "The Canadian Welding Works", de la cité de Montréal, et payer les dites propriétés, industrie, clientèle et créances de la dite industrie au moyen d'une émission de parts acquittées ou de débentures de la corporation aux conditions et stipulations qui seront déterminées;

"La Compagnie des Jardins Maraîchers, Limitée."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1916, incorporating Messrs. Felix Gervais, merchant, Maisonneuve; Alderic Vinet, tailor; Eugene Leclere, jeweler; Eugene Côté, surgeon dentist and Joseph Alfred Turgeon, trader, of Montreal, for the following purposes:

To acquire by sale, exchange, transfer or otherwise, real estate, lots and lands, subdivide the same into building lots or vegetable gardens or for any other purposes as the purchasers may determine; to give, sell, exchange or otherwise dispose of same in any manner whatever, build upon and make thereon all works and improvements whatever; lease the same to any person, firm or company in whole or in part, for agricultural or other purposes, to give on lease, lease to farm or otherwise and hypothecate or pledge the same, in whole or in part;

To acquire in any manner whatever by sale or otherwise the assets and liabilities of any other company, immoveable and moveable, and especially all shares, rights, stock, pretensions, interests and obligations whatever both active and passive, of the company called "Le Credit Immobilier de Boucherville", a body politic and corporate having its chief place of business in the city of Montreal, the whole subject to the approval of the majority in value of the shareholders of said companies, under the name "La Compagnie des Jardins Maraîchers, Limitée", with a capital stock of fifty thousand dollars (\$50,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this third day of March, 1916.

C. J. SIMARD,

1372—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Welding Works, Limited."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of February, 1916, incorporating Messrs. Lauritz Valdemar Miller, William Phillips Bennett, merchants, Léon Daoust, clerk, Alexander Goodsir Fowler Ross, agent, Charles Henry Low, accountant, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business of iron and metal workers, founders, welders of all metals, machinists, wood-workers, and general contractors for all descriptions of work, to manufacture, acquire, buy, sell and deal in generally any and all articles and things of which metal, stone, bricks, wood or any or either of them forms a component part;

To acquire as a going concern all the plant, machinery and assets generally of the business of "The Canadian Welding Works", of the city of Montreal and to pay for the said property, business, goodwill and assets of said business by the issue of paid up stock or bonds of the company upon such terms as may be agreed upon;

16 MAR 1916

Acquérir la totalité ou aucune partie de l'industrie, de la propriété, de l'actif et du passif d'aucune personne ou corporation exerçant aucune industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer et payer ces acquisitions totalement ou partiellement par une émission de parts acquittées ou d'obligations, ou autrement, tel que décidé;

Faire société ou conclure aucun arrangement relatif au partage des profits avec aucune personne ou compagnie exerçant la totalité ou aucune partie d'aucune industrie que la compagnie est autorisée à exercer;

Vendre ou aliéner la totalité ou aucune partie de l'entreprise de la corporation en considération de ce qu'elle croira avantageux, et particulièrement pour des parts, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la présente;

Faire toutes choses se rapportant ou conduisant à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Canadian Welding Works, Limited", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent actions (100) de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuf février 1916.

C. J. SIMARD,
1273—10-2 Assistant-secrétaire de la province.

To acquire the whole or any part of the business property, assets and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on and to pay for the same in whole or in part by the issue of fully paid stock or bonds of the company, or otherwise as may be determined;

To enter into partnership, or any arrangement for sharing of profits with any person or company carrying on in whole or in part any business which the company is authorized to carry on;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or assets of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Canadian Welding Works, Limited", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of February, 1916.

C. J. SIMARD,
1274—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"Club Athlétique de Saint-Roch, Limitée."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour de Mars 1916, constituant en corporation MM. Aurelius Houde, agent d'immeubles; Joseph Gaudiose Dumas, agent financier; John Henry Filiatrault, contremaître; J. James Northon, comptable; Joseph Gordon Filiatrault, mécanicien, de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Encourager l'athlétisme et le sport dans la province de Québec et ailleurs et, à cette fin, donner des exhibitions athlétiques et tenir des tournois et concours dans toutes les branches de sport et de jeux athlétiques, et en rapport, avec ces exhibitions, tournois et concours, donner des spectacles divers pour l'amusement du public;

Acheter, louer, acquérir, posséder, administrer, réparer et entretenir tous terrains et bâtisses dont la compagnie aura besoin pour les fins ci-dessus;

Faire des règles et règlements concernant la régie interne des affaires de la compagnie et les amender, révoquer et changer en tout temps, et faire toutes choses qui permettront d'atteindre les objets ci-dessus, ou aucun d'eux, ou qui pourront en découler, sous le nom de "Club Athlétique de Saint-Roch, Limitée", avec un fonds social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce deuxième jour de mars 1916.

C. J. SIMARD,
1369—10-2 Sous-secrétaire de la province.

"J. A. Thérberge, Limitée."

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres-patentes, en date du deuxième jour de mars 1916, constituant en corporation M.M.

"Club Athlétique de Saint-Roch, Limitée."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of March, 1916, incorporating Messrs. Aurelius Houde, real estate agent, Joseph Gaudiose Dumas, financial agent, John Henry Filiatrault, foreman, J. James Northon, accountant, Joseph Gordon Filiatrault, machinist, of the city of Quebec, for the following purposes:

To promote athletics and sports in the province of Quebec and elsewhere and to that end to give athletic exhibitions, and hold tournaments and matches in all branches of sport and athletic games, and in connection therewith to give various shows for the amusement of the public;

To purchase, lease, acquire, own, manage, repair and maintain all lands, buildings required by the company for the above purposes;

To make rules and by-laws for the internal management of the company's business, and amend, annul and modify same at any time, and to do all such things as may be incidental to the attainment of the above objects or any of them or resulting therefrom, under the name of "Club Athlétique de Saint-Roch, Limitée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1916.

C. J. SIMARD,
1370—10-2 Assistant Provincial Secretary.

"J. A. Thérberge, Limitée."

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the second day of March, 1916, incorporating Messrs. René Che-

René Chénevert, Philéas Caumartin, avocats; Percy Gregory, comptable; Alfred Tracy, caissier; Emile Théberge, gérant; tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, prendre ou louer ou autrement acquérir, détenir, vendre ou autrement disposer de propriétés, terres, meubles et immeubles ou droits ou intérêts y attachés, pouvoirs d'eau, sites de pouvoirs, limites à bois, permis, mines, droits miniers, licences de bois, mines, carrières, puits d'huile et tous les produits des carrières et des terres à minéraux et leurs intérêts; développer, produire, trafiquer ou autrement mettre à profit toutes les terres de la compagnie ou toutes sortes de produits naturels ou artificiels qui pourront en être extraits et sans généralement limiter les mots plus haut mentionnés, miner, sortir ou autrement produire des minéraux de toutes sortes et les raffiner traiter ou rendre vendables ou en état d'être mis sur le marché;

Exercer et exploiter le commerce de bois en général et en toutes ses spécialités, y compris l'abattage et le transport des billes, le sciage, la fabrication, l'achat, la vente et l'expédition du bois de toute description et espèce, bois manufacturé ou non, tant en gros qu'en détail;

Construire et opérer des théâtres d'opéra, opérette, burlesque, vaudeville, vues animées;

Souscrire pour, acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, vendre ou autrement disposer de et commercer avec ou faire le transfert d'actions du capital d'aucune corporation étrangère ou autrement et pour des bons, débentures, obligations ou autres garanties de tout gouvernement, municipalité, corporation, étranger ou autrement et tant que propriétaires d'ceux en jouir de tous les droits et privilèges de propriétaires, y compris le droit de vote;

Acheter, vendre et faire le commerce de minéraux, de matériels d'installation, outils, commodités, provisions et choses pouvant servir dans ces opérations de la compagnie ou requises par les ouvriers ou autres employés de la compagnie;

Construire, maintenir, améliorer, travailler, contrôler, et surveiller tous chemins, rues, trottoirs, égouts, tuyaux d'aqueducs, tuyaux d'égouts et toutes autres améliorations sur des terres appartenant à la compagnie ou aucuns ponts, réservoirs, cours d'eau, puits artésiens, aqueducs, station de pompes, installations de filtration, tuyaux distributeurs et connexions et autres accessoires nécessaires; fournaies, moulins, broyeurs, installations d'éclairage, boutiques, magasins et autres travaux et convenances qui peuvent directement ou indirectement convenir aux objets de la compagnie et contribuer à, subventionner ou autrement aider ou prendre part en aucune de ces opérations;

Faire toutes autres affaires, manufacturières ou autrement, que la compagnie jugera de son intérêt de faire et en un mot faire tout ce que la loi permet,

Émettre des actions de la compagnie, pleinement ou en partie libérées en paiement ou en partie de paiement d'aucune propriété, actif, franchise, option ou autre droit ou privilège;

Construire, acquérir, posséder, gérer, prêter, mettre en opération, prendre à bail ou louer toutes espèces de vaisseaux à vapeur et à voile, bateaux remorqueurs, barges et autres vaisseaux, des quais, bassins, élévateurs, entrepôts, hangars pour fret et autres bâtiments nécessaires pour les objets de la compagnie et remorquer, transporter des marchandises, du fret ou des passagers,

nevert, Phileas Caumartin, advocates; Percy Gregory, accountant; Alfred Tracy, cashier; Emile Théberge, manager, all of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take or lease or otherwise acquire, to hold, sell or otherwise dispose of property, moveable or immovable land, or any right or interest therein, water powers, power sites, timber limits or licenses, mines, mining rights, mining licenses, quarries, oil wells and products of quarries and mineral lands and any interests therein; to develop, produce, deal with or otherwise turn to account any lands of the company or any kind of natural or artificial product which may be taken therefrom and without limiting the generality of the aforesaid words, to mine, raise or otherwise produce minerals of all kinds and to refine and otherwise treat and make merchantable or otherwise marketable the same;

To carry on a general lumber business in all branches thereof, including the cutting and transport of logs, the sawing, manufacturing, purchase, sale and shipping of wood of every kind and description, manufactured and unmanufactured wood, both wholesale and retail;

To construct and operate opera, operettas, burlesque, vaudeville and moving pictures theatres;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire, own, hold, sell and otherwise dispose of and deal with and to transfer shares in the capital stock of any corporation, foreign or otherwise, and bonds, debentures, obligations, or other securities of any government, municipality or corporation, foreign or otherwise and while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To buy, sell and deal in minerals, plant, machinery, implements, conveniences, provisions and things capable of being used in connection with the operations of this company, or required by workmen or others employed by the company;

To construct, maintain, improve, manage, work, control, operate and superintend any roads, streets, sidewalks, drains, water mains, sewers and any other improvements on lands belonging to or controlled by the company and any bridges, reservoirs, water courses, artesian wells, water works, pumping station, aqueducts, filtration plants, mains, connections and other accessories to such water works; furnaces, mills, crushing works, lighting plant, shops, stores and other works and conveniences which may directly or indirectly be conducive to any of the objects of the company and to contribute to, subsidize or otherwise aid or take part in any such operations;

To carry on any other business, manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, and generally all business permitted by law;

To issue fully or partly paid up-shares of the company is payment or in part payment of any property, assets, franchises, options or other rights, or privileges;

To construct, acquire, hold, manage, loan, operate, take on lease or hire all kinds of steam boats or sailing ships, tug boats, barges and other vessels, wharves, docks, elevators, warehouses, freight sheds and other buildings requisite for the company's objects, and to tow, transport merchandise, freight and passengers for remuneration, and generally to carry on the business of

moyennant rémunération et généralement faire les affaires d'une compagnie d'élevateurs de navigation et de transport;

Soumissionner pour bâtir, construire et équiper des travaux privés et publics de toutes sortes et acquérir, acheter, détenir, vendre, fournir, manufacturer et produire des matériaux de toutes formes et de toutes sortes, en usage, dans la construction et l'équipement de tels travaux privés et publics;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie ou corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou pour acquérir l'entreprise de la compagnie ou en partie;

Agir comme agent pour toutes personnes ou corporations, faire ou gérer toutes ou aucunes parties de ses affaires, garantir leurs contrats et autres entreprises, leur prêter des argents ou autrement leur venir en aide, agir comme régistrier, ou agent de transfert pour ou à la demande de telles personnes ou corporations ou représentative;

Agir comme agent pour d'autres dans le placement de fonds;

Distribuer toutes ou aucune partie des propriétés de la compagnie en espèce parmi les actionnaires;

Soumissionner, acheter et acquérir par assignation, transfert ou autrement et exercer, continuer et jouir d'aucun règlement, ordonnance, ordre, permis, pouvoir, autorité, franchise, concession, droit ou privilège, qu'aucun gouvernement ou autorité suprême, étrangers, municipaux ou locaux ou aucune corporation ou corps public peut avoir le droit de décréter, faire ou accorder et s'approprier aucune des actions de la compagnie, bons et actifs, pour payer et défrayer les dépenses nécessaires, charges, déboursés encourus;

Soumissionner pour, acheter ou autrement acquérir des brevets d'invention, permis, licences, baux, concessions et autres semblables accordant aucun pouvoir exclusif ou limité pour s'en servir, ou tout secret ou autre information, concernant aucune invention pouvant être de quelque bénéfice à la compagnie et se servir, exercer, développer, accorder des permis, pour ou autrement faire tourner à profit les propriétés, droits, intérêts ou informations ainsi acquis;

Faire des enquêtes, faire des rapports sur l'émission d'actions, débetures ou d'autres garanties d'aucune corporation dont cette compagnie détient des actions, débetures, ou autres garanties et qui est autorisée par la loi à émettre des actions ou débetures ou les circonstances d'aucune de ses affaires;

Vendre, louer ou autrement, disposer des biens ou entreprises de la compagnie ou d'aucune partie, pour toute considération que la compagnie jugera à propos, et en particulier pour des actions débetures, bons ou garanties de toute autre compagnie;

Entrer en société ou en aucun arrangement pour le partage des actions, le fusionnement des intérêts, la coopération, les entreprises conjointes, les concessions réciproques ou autres, avec aucune personne ou compagnie actuellement ou devant par la suite, s'engager dans aucune affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou aucune affaire ou transaction qui sera jugée par la compagnie comme devant lui être indirectement ou directement profitable;

Se fusionner avec aucune autre compagnie ayant des objets semblables, en tout ou en partie, ou acheter, louer ou autrement acquérir toutes autres affaires de nature semblable et ayant les mêmes objets;

Faire, accepter, endosser, escompter et remplir des billets promissoires, lettres de change, man-

an elevator, shipping and transportation company;

To contract for, build, construct and equip public and private works of every description and to acquire, purchase, hold, sell, supply, manufacture and produce all manner and kinds of material for use in the construction and equipment of such public and private works;

To promote or to assist in the promotion of any company or corporation carrying on a business similar in whole or in part to that of this company of for the purpose of acquiring the undertaking of the company or any part thereof;

To act as agent for, to carry on or manage any portion or the whole of the business of, to guarantee the contracts or undertakings of, to lend money to or otherwise assist, to act as registrar or transfer agent, for or on behalf of any person or corporation or as representative thereof;

To act as agents for others in the investment of funds;

To distribute any of the property of the company in specie among the shareholders;

To apply for, purchase and acquire by assignment, transfer or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any statute, ordinance, order, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority supreme, foreign, municipal or local, or any corporation or other public body may be empowered to enact, make or grant, and to appropriate any of the company's stock, bonds and assets to pay and defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, brevets d'invention, grants, licenses, leases, concession and the like, conferring any exclusive or limited right to use or any secret or other information as to the invention which may seem calculated to benefit this company and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect or otherwise turn to account the property, rights, interests or information so acquired;

To investigate, report on the legality of the issue of the shares, bonds, debentures or other securities of any corporation of which the company hold shares, debentures or other securities and which is authorized by law to make an issue of bonds or debentures or the circumstances of any business thereof;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company now or hereafter carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on or any business or transaction which may seem to the company capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company or to purchase, lease or otherwise acquire any business similar in character and objects to any of the businesses of this company;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange,

dats et autres instruments négociables ou transférables;

Faire tout ce qui sera nécessaire pour mettre à bonne fin les affaires que cette compagnie est autorisée à transiger, sous le nom de "J. A. Théberge, Limitée", avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mars 1916.

C. J. SIMARD,

1381—10-2 Sous-secrétaire de la province.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE

AVIS

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, monsieur Joseph Lambert, cultivateur, de la paroisse de Saint-Joseph, comté de Beauce, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Joseph de Beauce", avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph, dans le comté de Beauce.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre et du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

JOS. ED. CARON,

Ministre de l'agriculture.

Daté à Québec, le 7 mars 1916. 1353

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Catholic Sailors' Club", a obtenu un permis et a été enregistré comme société charitable, à l'effet de pourvoir, au moyen de contributions volontaires, à maintenir, pour le bénéfice et le bien-être des marins de passage dans le havre de Montréal, et pour fournir à ces marins un lieu convenable de réunion, tel qu'autorisé par la loi 63 Victoria, chapitre 103.

Donné conformément aux dispositions de l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce septième jour de mars 1916.

Pour le Trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor,

Québec.

1379—10-2

ERRATUM

A la page 2853 de la *Gazette officielle*, du 4 décembre 1915, aux numéros 685, lisez "C. O. Paradis, Limitée", au lieu de "C. O. Paradis, Limited", ainsi qu'à la page 2945 de la *Gazette* du 11 décembre aux numéros 6851-49-2—6852—49-2. 1373

warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do any acts necessary for the undertaking, carrying and completion of any of the business which this company is authorized to engage in and carry on, under the name of "J. A. Theberge, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1916.

C. J. SIMARD,

1382—10-2 Assistant Provincial Secretary.

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION

NOTICE

Notice is hereby given that, under the Act respecting cooperative agricultural associations 1908, Mr. Joseph Lambert, farmer, of the parish of Saint Joseph, county of Beauce, and others, have formed a cooperative agricultural association under the name of "Société Coopérative Agricole de Saint-Joseph, Beauce", with its chief place of business in the municipality of the parish of Saint Joseph, in the county of Beauce.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture or of one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, Minister of Agriculture of the province of Quebec authorizes the formation of the said association.

JOS. ED. CARON,

Minister of Agriculture.

Dated at Quebec, the 7th March, 1916. 1354

NOTICE

Notice is hereby given that "The Catholic Sailors' Club" has been licensed and registered as a charitable association, providing, by voluntary contributions, for the benefit and well being of seamen temporarily in the harbour of Montreal, and for the purpose of providing such seamen with a proper place of resort, as authorized by Act 63 Victoria, chapter 103.

Given pursuant to the provisions of article 6950 of Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, this seventh day of March, 1916.

For the Treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec.

1380—10-2

ERRATUM

On page 2853 of the *Official gazette* of the 4th December, 1915, document Nos. 6851-52 and on page 2945 of the *Official gazette* of the 11th December, 1915, same document numbers read "C. O. Paradis, Limitée" instead of "C. O. —aradis, Limited". 1374

Avis Divers

Province de Québec. District de Saint-François. Cour supérieure. No 42. Dame Elisabeth Joséphine McManus, de la cité de Sherbrooke, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari, Duncan John Kennedy, agent d'assurance, des mêmes lieux, en séparation de biens.

LIONEL FOREST,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 7 mars 1916. 1367-10-5

Miscellaneous Notices

—rovince of Quebec. District of Saint Francis. Superior Court. No. 42. Dame Elisabeth Joséphine McManus, of the city of Sherbrooke, said district, duly authorized to ester in justice has, this day, taken an action in separation as to property against her husband, Duncan John Kennedy, insurance agent, of the same places.

LIONEL FOREST,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 7th March, 1916. 1368-10-5

Avis de Faillites

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 205.

Dans l'affaire de Léon Levy, marchand de tabac,
Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à mon bureau, le ou après le 28 mars 1916.

Toute contestation du dit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curateur,
11 Place d'Armes,
Montréal, 11 mars 1916. 1361

Superior Court.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 215.

Dans l'affaire de La Cie Claude Beauchamp
Import Ltée, En liquidation.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera payable à mon bureau, le ou après le 28 mars 1916.

Toute contestation du dit dividende devra être déposée à mon bureau avant cette date.

ERNEST ST-AMOUR,
Liquidateur,
11 Place d'Armes,
Montréal, 11 mars 1916. 1361½

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford.

Dans l'affaire de Emile Labonté, entrepreneur,
de Granby, Qué., Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera payable le ou après le 25 mars courant.

Toute contestation du dit dividende devra être déposée au bureau de J. L. Dozois, notaire, à Granby, avant cette date.

EDWARD BRADFORD,
Curateur.
Granby, Qué., 7 mars 1916. 1362

Cour supérieure.

District de Joliette,
No 7426.

Ludger Pagé, commerçant, de la ville et du district de Joliette, Demandeur;

vs

Edmond Chaput et Rémi Chaput, tous deux commerçants, de la ville et du district de Joliette, où ils font affaires ensemble et en société comme commerçants, sous les noms et raisons de Ed. Chaput & Fils, Défendeurs.

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 205.

In the matter of Leon Levy, Tobacco dealer,
Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be payable at my office, on or after the 28th March instant.

Any contestation of said dividend must be filed at my office before the above date.

ERNEST ST-AMOUR,
Curator,
11 Place d'Armes,
Montreal, 11th March, 1916. 1362

Superior Court.

Province of Quebec,
District de Montreal,
No. 215.

In the matter of La Cie Claude Beauchamp
Import Ltée, In liquidation.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be payable at my office, on or after the 28th March, 1916.

Any contestation of said dividend must be filed at my office, before the above date.

ERNEST ST-AMOUR,
Liquidator.
11 Place d'Armes,
Montreal, 11th March, 1916. 1362½

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford.

In the matter of Emile Labonté, contractor, of
Granby, Que., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be payable on or after the 25th of March instant.

Any contestation of said dividend must be filed at the office of J. L. Dozois, notary, at Granby, Que., before the above date.

EDWARD BRADFORD,
Curator
Granby, Que., 7th March, 1916. 1364

Superior Court.

District of Joliette,
No. 7426.

Ludger Pagé, trader, of the town and district of Joliette, Plaintiff;

vs

Edmond Chaput and Remi Chaput, both traders, of the same place, where they are doing business in partnership under the name of Ed. Chaput & Fils, Defendants.

Avis est donné que les défendeurs ont, ce jour fait cession judiciaire de leurs biens, pour le bénéfice de leurs créanciers.

A. A. BOUCHER,
Gardien provisoire.
1365

Joliette, 6 mars 1916.

Cour supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Wilfrid Pelchat, marchand, Donnacona, a, le 6 mars 1916, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie. du Richelieu,
Québec, 8 mars 1916.

1357

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re: V. Monette & Cie, 285 rue Hogan, Montréal, Insolvable.

Avis est donné par la présente que le 2^{ème} jour de mars 1916, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la Cour, curateur en cette affaire.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de filer leur réclamation à mon bureau, 83 rue Craig Ouest, Montréal, sous trente jours du présent avis s'ils ne l'ont déjà fait.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau 820 Edifice "Power",
Montréal, 3 mars 1916.

1359

Notice is hereby given that the defendant have, this day, made a judicial assignment of their property, for the benefit of their creditors.

A. A. BOUCHER,
Provisional guardian.
1366

Joliette, 6th March, 1916.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Wilfrid Pelchat, merchant, Donnacona, has, on the 6th day of March made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the Prothonotary's office of the Superior Court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office 44 and 46 Dalhousie street,
Riehellu & Ont. Nav., Building.
Quebec, 8th March, 1916.

1358

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re: V. Monette & Co., 285 Hogan street, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 2nd day of March, 1916, the undersigned has been appointed, by an ordonnance of this Court, curator to the above estate.

Creditors of said insolvent are requested to file their claim at my office, 83 Craig street, West, Montreal, if they have not already done so, within thirty days from date of present notice.

VINCENT LAMARRE
Curator.

Office 820 "Power" Bldg.

Montreal, 3rd March, 1916.

1360

**AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE
OFFICIELLE**

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNÉS PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertion subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSÉRÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

**TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL
GAZETTE**

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLELY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursday, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5. per annum, is invariablely payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

LES ANNONCEURS SONT PRIÉS DE MENTIONNER NOTRE NUMÉRO D'ORDRE POUR TOUTE RECLAMATION QUELCONQUE.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi
Hôtel du Gouvernement.
Québec, 4 avril 1914. 1151

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number; the second number the *Gazette* number; and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

ADVERTISERS ARE KINDLY REQUESTED TO MENTION OUR DOCUMENT NUMBER IN ALL CLAIMS TO THIS OFFICE.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer
Government House.
Quebec, 4th April, 1914. 1152

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 10.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 10.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Bellehumeur vs Laroche, fils.....	697
" Boisvert vs Gervais.....	694
" Boivin vs Grenier.....	696
" Charland vs Després.....	697
" Cohen vs Itscovitch.....	697
" Demers vs Adam.....	696
" Dion vs Plaisance.....	695
" Duchesneau vs Carreau.....	694
" Dufault vs Grégoire.....	694
" Fontaine vs Harnois.....	697
" Gagnon vs Lapointe.....	695

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Dme Horowitz vs Lax.....	696
" Houle vs Laplante.....	696
" Lazarovitch vs Covet.....	696
" Mallette vs Cusson.....	695
" McManus vs Kennedy.....	734
" Myers vs Smilovitz.....	697
" Saxe vs Miller.....	695
" Singer vs Tratenberg.....	694
" Stanfield vs Morrissette.....	695
" Wartelsky vs Carsley.....	696
" Willett vs Porteous.....	695

AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Saint-Joseph de Beauce.....	733
---	-----

AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Saint-Joseph de Beauce.....	733
---	-----

ANNONCEURS, avis aux.....	735
----------------------------------	------------

ADVERTISERS, notice to.....	735
------------------------------------	------------

ASSOCIATIONS, ASSURANCES OU SOCIÉTÉS:—

Anglo-American Fire Ins. Coy.....	694
La Cie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Mathias.....	693
Montreal-Canada Fire Ins. Coy.....	693

ASSOCIATIONS, INSURANCES OR SOCIETIES:—

The Catholic Sailors Club.....	733
The Independent Hebrew Sick Benefit Association.....	693

AVIS:—

La Société des Ingénieurs et Arpenteurs de Saguenay, Ltée.....	700
--	-----

NOTICE:—

La Société des Ingénieurs et Arpenteurs de Saguenay, Ltée.....	700
--	-----

ERRATUM:—

Page 2853, 4 décembre 1915, Nos 6851-52.....	733
--	-----

ERRATUM:—

Page 2853, 4th December, 1915, Nos. 6851-52.....	733
--	-----

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Beauchesne.....	697
Canada 5, 10 and 15 Cent Stores, Ltd.....	700
Chaput & Fils.....	734
Demers (Dme).....	699
Gadoury.....	698
Gareau & Goulet.....	698
Labonté.....	734
La Cie Claude Beauchamp Import, Ltée.....	734
Lachance.....	699

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Laframboise & Chambers.....	700
Levy.....	734
Martin, Cody & Co.....	698
Monette & Cie.....	735
Montreal 5, 10 and 15 Cent Store.....	699
Ornstein.....	699
Pelchat.....	735
Thibaudeau (Dme).....	698
Trahan.....	698

LETTRES PATENTES—LETTERS PATENT:—

Bélisle Frères Ltée.....	683
Canadian Welding Works, Ltd.....	729
Club Athlétique de Saint-Roch, Québec, Lté	730
Forest, Ltée.....	686
Imprimerie Carmel. Ltée.....	687
J. A. Théberge, Ltée.....	730
L'Association Civile du recrutement du	
district de Québec.....	691

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE:—

Clinton à Woburn.....	693
-----------------------	-----

NOMINATION:—

Recorder:—M. Arthur-Ernest Paquette..	683
---------------------------------------	-----

PROCLAMATIONS:—

Canton—Township Robinson.....	727
Paroisse—Parish Saint Pierre de Durham	
au—to canton—township Durham.....	725

RATIFICATION DE TITRE:—

The Ls. Gauthier Co., Ltd.....	702
--------------------------------	-----

SOUMISSION:—

The Silver Springs Dairy Farms, Ltd....	701
---	-----

VENTE D'EFFETS NON-RECLAMÉS:—

Canadian, American and National Ex-	
press Coys.....	700

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Charest vs Prince.....	703
------------------------	-----

BEAUCE:—

Gosselin vs Dupuis <i>et al.</i>	704
--	-----

CHICOUTIMI:—

Boily vs Dme Langlais.....	706
Dufour vs Lavoie.....	705

JOLIETTE:—

Bissonnette vs Allard.....	707
----------------------------	-----

MONTMAGNY:—

Lord, Failli.....	708
-------------------	-----

MONTREAL:—

Archambault vs Allard.....	711
Bélaïr, failli—Insolvent.....	711
Bernier <i>et al</i> vs Dme Valade.....	718
Bessette vs Piché.....	715
Bousquet (Dlles) <i>et al</i> vs Dme Coulombe.	719
Brien dit Desrochers <i>et al</i> vs Godin.....	718
Casgrain vs Hyams.....	712
Coursol vs Goldman <i>et al.</i>	712
Dupuis vs Bartalucci.....	714
Gadbois vs Chevalier <i>et al.</i>	709
Gambino <i>et al</i> vs Chartrand <i>et al.</i>	713
Gauthier vs Beauchemin.....	717
Germain <i>esql</i> vs Brunet dit Bellehumeur.	720
Gravel <i>et al esql.</i> vs Suprem Realities Ltd..	715

LETTRES PATENTES—LETTERS PATENT:—

La Cie Castonguay, Ltée.....	688
La Cie des Jardins Maraichers, Ltée.....	729
La Cie La Gerbe d'Or, Ltée.....	684
Les Ateliers de Lithographie de Québec, Ltée	690
Quebec Preserving Ltd.....	689
Security Agency, Ltd.....	691
The Temple Ltd.....	692

SCHOOL MUNICIPALITY:—

Clinton to Woburn.....	693
------------------------	-----

APPOINTMENT:—

Recorder:— Mr. Arthur-Ernest Paquette	683
---------------------------------------	-----

PROCLAMATIONS:—

Paroisse—Parish Saint-Ignace Côteau du	
Lac à—to paroisse—parish Saint-Clet....	724

CONFIRMATION OF TITLE:—

The Ls. Gauthier Co., Ltd.....	702
--------------------------------	-----

TENDER:—

The Silver Springs Dairy Farms, Ltd....	701
---	-----

SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS:—

Canadian, American and National Ex-	
press Coys.....	700

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Trottier vs Dumas.....	703
------------------------	-----

BEAUCE:—

The Page Wire & Fince Coy. Ltd, vs Fau-	
cher.....	704

CHICOUTIMI:—

Superior vs Tremblay.....	705
---------------------------	-----

JOLIETTE:—

Soumis vs Soumis.....	707
-----------------------	-----

MONTMAGNY:—

Lord, Insolvent.....	708
----------------------	-----

MONTREAL:—

Home Loan & Contract Coy, Ltd vs Todd	710
Lauzon (Dme) vs Aubertin.....	716
Magnan vs Cardinal.....	716
McWillie vs Siminovitch <i>et al.</i>	714
Marin vs Michon.....	718
McDonald vs Kennedy.....	721
Mutual Life Assurance Coy of Canada vs	
Hood.....	712
Pilon vs Dme Larivée.....	717
Quenneville vs Rosenberg.....	717
Rafferty vs Létourneau.....	719
The Royal Trust Coy vs Regal Realty	
Coy. Ltd.....	708

The Trust & Loan Coy of Canada vs Segal.....	710	Vinet vs Lafrance.....	714
OTTAWA:—		OTTAWA:—	
Wright <i>èsq. et al</i> vs Mount View Realty Coy. Ltd.....	721	Wright <i>èsq. et al</i> vs Mount View Realty Coy. Ltd.....	721
SAINT-FRANÇOIS:—		SAINT-FRANCIS:—	
Darche vs Kennedy <i>et al</i>	722	The Canadian Bank of Commerce vs The Megantic Racing Club, Incorp.	722
Fahey vs Foucher <i>et vir</i>	723		
SAINT-HYACINTHE:—		SAINT-HYACINTHE:—	
Lamarre <i>et al</i> vs Léger.....	723	Lamarre <i>et al</i> vs Léger.....	723
TROIS-RIVIÈRES:—		THREE RIVERS:—	
Lemire vs Michelin.....	724	Lemire vs Michelin.....	724